

Etudes Marxistes

N°10 – 2^{ème} trimestre 1991

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

- I - Anti-tiers-mondisme et idéologie dominante (Marc Van Hees) (p.2)
- II - Comment faire avancer l'intifada ? (Interview du Dr George Habache) (p.27)
- III - Lutttes concurrentielles et stratégies d'accumulation dans l'industrie automobile (Thomas Gounet) (p.45)
- IV - Cycles économiques et réformisme syndical (Manuel Quintela) (p.69)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

Anti-tiers-mondisme et idéologie dominante

(Marc Van Hees)

Au cours des années 80 se développe, particulièrement en France, un courant d'idées dénonçant les «dogmes» tiers-mondistes et désireux d'y substituer de nouvelles analyses, mettant notamment en avant la diversification des situations du tiers-monde et l'émergence de nouveaux pays industriels comme la Corée du Sud, éléments qui prouveraient que les relations internationales entre pays du Nord et du Sud ne sont pas un frein au développement des seconds, à condition que ceux-ci acceptent ces relations et les intègrent à leur conception de la gestion économique. Il en découle que pour les «anti-tiers-mondistes», le tiers-mondisme est devenu la doctrine dont usent les dictatures du tiers-monde — surtout les «dictatures de gauche» — pour légitimer leur domination politique et leur incompétence économique.

1. ANALYSE DE L'ANTITIERS-MONDISME : QUELLE DEMARCHE ?

Face à l'éclosion des thèses anti-tiers-mondistes, quelques organisations et publications ont réagi, stigmatisant la tendance libérale et droitière de ce courant. Pourtant ces réactions sont restées isolées et ponctuelles. A l'inverse, l'anti-tiers-mondisme ne peut être considéré comme un épiphénomène : son impact a été et reste énorme, même si — ou précisément parce que — il a été majoritairement diffus. En effet, une petite partie de l'opinion suivait la question en avant-plan sur le front de la «Guerre des Idées», mais la plus grande partie a été touchée par les effets indirects de l'anti-tiers-mondisme, surtout au travers de la grande presse, sans même nécessairement connaître l'existence de ce courant.

L'anti-tiers-mondisme n'est donc pas un débat ludique pour intellectuels de salon (un nouveau «parisianisme», comme il a été dit) mais un phénomène qui a touché en profondeur la conscience de la population. Et son analyse nous impose une démarche matérialiste : une pensée ne naît pas par hasard de l'illumination soudaine de quelques auteurs mais bien dans un contexte social déterminé.

Voilà pourquoi nous envisagerons l'anti-tiers-mondisme dans le cadre plus global de l'idéologie dominante du mode de production capitaliste. On ne saurait trop répéter à quel point le concept marxiste d'idéologie dominante permet seul une bonne compréhension du déroulement de la lutte des classes dans la société. Les pensées de la classe dominante sont imposées par celle-ci à l'ensemble des autres classes, puisque la première détient les moyens de production, en ce compris les moyens de production idéologiques.

Si dans certaines périodes, la conscience de classe et la conscience politique des travailleurs leur permettent de contrer efficacement l'idéologie dominante, il en va tout autrement lorsque les rapports de force redeviennent favorables à la bourgeoisie, celle-ci revenant non seulement sur les acquis économiques et démocratiques qu'elle a dû concéder, mais entreprenant également une reconquête idéologique.

L'anti-tiers-mondisme s'inscrit tout-à-fait dans un tel mécanisme. A la fin des années 70, le néolibéralisme s'est imposé avec vigueur, et au travers de celui-ci l'idéologie dominante fortifiait son hégémonie et occultait au mieux l'exploitation des travailleurs dans nos pays. La fonction des anti-tiers-mondistes a été d'imposer ces mêmes thèmes de l'idéologie dominante aux relations internationales entre le Nord et le Sud. Il faut bien voir ce que ce volet a de crucial : l'exploitation du tiers-monde étant un des piliers du fonctionnement du capitalisme mondial, il était indispensable d'occulter cet aspect pour occulter la globalité d'un tel fonctionnement.

Cette analyse de l'anti-tiers-mondisme doit donc être perçue comme une contribution à l'étude de l'idéologie dominante. Cela signifie tout d'abord qu'on ne se fera pas d'illusion sur l'hypothétique valeur scientifique des écrits anti-tiers-mondistes : une classe dominante est par essence hostile aux projets de progrès et, au contraire, tente de barrer la marche de l'Histoire; l'idéologie d'une telle classe

a donc pour tâche de nier toute science de la société mettant en lumière son inéluctable déclin. Plus fondamentalement, l'anti-tiers-mondisme nous donne l'occasion de procéder à la critique d'un grand nombre de thématiques, de valeurs et réflexes imposés, de projets philosophiques de l'idéologie de la bourgeoisie. Lorsqu'on connaît la récurrence des idées fausses dans le domaine de la lutte idéologique, on comprend l'importance de la démarche. De plus, l'éclosion de l'anti-tiers-mondisme révèle fort bien l'aspect «organique» de l'idéologie dominante, c'est-à-dire ses instruments de production et de diffusion.

On ne parle plus guère des anti-tiers-mondistes aujourd'hui. Cela signifie-t-il que leurs thèses n'ont plus de succès ? Que du contraire, si les hauts-parleurs anti-tiers-mondistes ont cessé d'émettre, c'est que leurs thèses se sont fort bien imposées et qu'il n'est dès lors plus à l'ordre du jour de se faire dénonciateur d'un tiers-mondisme battu en brèche. Ce tiers-mondisme, qui, il faut l'avouer, était souvent plus empreint de caritativisme que d'esprit révolutionnaire, représentait malgré tout une parcelle de conscience à abattre.

Qu'il s'agisse de l'effondrement des pays socialistes ou de la guerre contre l'Irak, nous aurons l'occasion de voir combien sont présents actuellement tous les éléments du discours anti-tiers-mondiste.

2. LES PRINCIPALES THESEES DE L'ANTITIERS-MONDISME

Il y a dans le corpus anti-tiers-mondiste deux aspects fort différents. Primo, la critique des tiers-mondistes eux-mêmes; secundo, la critique de leurs thèses et l'affirmation de thèses adverses.

Bien que le second aspect soit l'élément central, divers auteurs ont concentré leurs écrits sur la dénonciation des attitudes tiers-mondistes dans nos pays. C'est le cas, avant tout, de Pascal Bruckner dans *Le sanglot de l'Homme blanc* (1), où il dénonce le sentiment de culpabilité de l'opinion occidentale vis-à-vis de la misère du tiers-monde. Il s'agit purement et simplement d'un pamphlet placé sur le thème de l'analyse psychologique des Français. Ce livre n'en sera pas moins un grand succès de librairie, notamment après la promotion qui lui a été faite dans l'émission télévisée «Apostrophe».

Déjà en 1976, Gérard Chaliand, qui peut être considéré comme un véritable précurseur de l'anti-tiers-mondisme, s'en prenait aux mythes tiers-mondistes (2). Certes, à l'époque, l'attaque n'est pas globale : elle ne nie pas (encore) la réalité de l'exploitation du tiers-monde, mais met en doute l'efficacité de la voie révolutionnaire comme moyen de renverser ce système d'exploitation. Selon l'auteur, la lutte du peuple vietnamien serait, pour le tiers-monde, le seul exemple historique d'un processus révolutionnaire à part entière.

Trois années plus tard, l'optique a déjà bien évolué, reflétant un changement général des rapports de forces idéologiques dans la société : dans *Le tiers-monde et la gauche* (3), recueil d'articles parus dans *Le Nouvel Observateur*, la mise en cause porte désormais sur les gouvernements progressistes du tiers-monde, qui, selon une majorité des auteurs, dirigeraient d'épouvantables dictatures que la gauche occidentale auraient trop longtemps soutenus. D'autres auteurs (Jean Ziegler, Samir Amin, etc) ont beau défendre de leur mieux ces soi-disant dictatures, on perçoit combien leur tâche est difficile tant ils ont à se battre, au-delà des seuls arguments, contre les idées reçues véhiculées par l'idéologie dominante. Pour reprendre le cas vietnamien, l'euphorie de la victoire du FNL a, dans la gauche, cédé le pas à la «désillusion» de l'exercice du pouvoir par le même mouvement. Pour les pourfendeurs du tiers-mondisme, il est facile d'en tirer que les communistes montrent leur vrai visage lorsqu'ils sont au pouvoir. Cet argument repose cependant sur une remarquable amnésie : lorsque les communistes chinois et les (futurs) communistes cubains ont pris le pouvoir dans leur pays respectifs, ils ont bénéficié d'un soutien enthousiaste de la gauche européenne, à une époque où celle-ci était forte et ne craignait pas d'adopter des positions radicales. Ce soutien a commencé à décroître dans le milieu des années 70, à l'époque où, précisément, le FNL libérait entièrement le Vietnam.

Il convient donc de se méfier de ce pseudo-matérialisme arguant de l'évolution de la situation du tiers-monde pour lancer une révision de nos conceptions en la matière : les pensées dans nos pays sont avant tout déterminées par les situations sociales de nos pays.

Pourtant, tout le discours de l'anti-tiers-mondisme arrivé à «maturité» affirme la nécessité d'adapter notre analyse aux bouleversements constatés dans le tiers-monde. C'est que la fondation Liberté sans Frontières, créée en 1985 par l'association humanitaire et «apolitique» Médecins sans Frontières (et qui constitue sans conteste le plus important producteur de l'anti-tiers-mondisme) se donne pour tâche d'imposer une certaine vision de l'ensemble des questions qui touchent, de près ou de loin, au tiers-monde et à ses rapports avec les pays industrialisés. Telle est, par exemple, l'optique du volumineux ouvrage Tiers-mondes : controverses et réalités publié par la fondation, qui, pour l'occasion, a fait appel à de nombreux «spécialistes».

Une des grandes thèses des anti-tiers-mondistes prend pour prétexte une soi-disant mutation profonde des pays du sud pour avancer, ni plus ni moins, que le tiers-monde n'existe plus, même si ce terme est un de ceux qui reviennent le plus dans leurs propos. Que l'on comprenne bien le sens de cette affirmation : ce qui est visé, c'est la condition commune qu'il peut y avoir entre les pays du tiers-monde et la base d'unité qu'elle représente. Ainsi, pour Pascal Brukner, «à une époque où les économistes eux-mêmes récusent une communauté de destin identique à tous les pays en voie d'avancement et tentent de diversifier leurs approches, où le mouvement des Non-Alignés sombre dans l'incohérence et la division, l'usage machinal du mot tiers-monde trahit une paresse intellectuelle sans précédent (4)».

De la même manière, dans l'ouvrage de Jean-Claude Chesnais, La revanche du tiers-monde, ladite revanche consiste notamment en l'existence de pays du Sud ayant réussi un développement économique extraordinaire qui irait jusqu'à susciter des craintes dans les pays occidentaux. Chesnais insiste donc également sur la diversité du tiers-monde, et il nous propose un «panorama international» de cette partie du monde où, avec un sens étonnant de la nuance, il place d'un côté la pauvreté extrême sur le continent africain et, de l'autre, les décollages économiques en Amérique Latine et en Asie (5).

Il va de soi que pour occulter ce fait essentiel du fonctionnement capitaliste mondial qu'est le pillage du tiers-monde, il faut autant que possible nier la condition commune d'exploité des pays du Sud. Les dirigeants de Liberté sans Frontières ne craignent d'ailleurs pas de nous livrer toute nette cette raison : «en niant la pertinence du concept de tiers-monde, nous soulignons qu'il n'existe pas de solution ou d'approche globale à des problèmes communs aux pays pauvres de la planète (6)». Les propos du géographe Yves Lacoste sont également sans équivoque : «l'idée de son unité politique fondamentale [celle du tiers-monde], de la solidarité supérieure de tous ces Etats, est en vérité une utopie (7)».

On se demande dès lors pourquoi les anti-tiers-mondistes, fidèles en cela à la stratégie de la Maison Blanche, s'en prennent aux organisations internationales qui seraient contrôlées par les pays du tiers-monde ; n'est-ce pas la preuve qu'une certaine unité — certes difficile, comme dans toute lutte — est possible ? Toujours est-il que pour le célèbre auteur Jean-François Revel, une organisation comme l'UNESCO «entend aider les dictateurs du tiers-monde à organiser et à légitimer un savoureux nouvel ordre mondial de l'information, dont la fonction serait d'empêcher aussi bien les peuples du tiers-monde d'être informés sur eux-mêmes et sur le monde extérieur que le monde extérieur d'être informé sur ce qui se passe réellement dans chaque pays du tiers-monde (8)». Lorsque l'on sait à quel point la mainmise occidentale sur les médias est mondiale et absolue, une telle affirmation ne peut manquer de susciter un rire jaune.

Mais dans le domaine des ignominies, le thème anti-tiers-mondiste qui va le plus loin est assurément celui de la dédramatisation. Ainsi, dans La revanche du tiers-monde, Jean-Claude Chesnais explique que l'«ouvrage est né d'un étonnement. Bien plus, d'une surprise : celle d'une contradiction persistante entre des choses apprises et des faits, dûment prouvés; mais au seul bénéfice de la réalité, moins sombre que prévue. Ces catastrophes tant de fois prédites, et justifiées au moyen de théories

grandioses, parfois même à grand renfort de modèles sophistiqués, terrorisants, n'étaient pas au rendez-vous (9)». Faisant l'éloge du livre, Jean-François Revel surenchérit : «Chesnais ne se borne pas à démontrer que l'explication courante de la pauvreté est fautive; il prouve que cette pauvreté même est fautive (10)».

Les thèses des anti-tiers-mondistes sur l'absence d'unité du tiers-monde ou sur la dédramatisation sont logiquement des préalables à leur thèse centrale : celle de la négation de l'existence d'un système mondial d'exploitation. Pourtant, on cherchera vainement un exposé global, clair et cohérent qui démontre cette thèse. En fait, en parcourant les tonnes d'affirmations, le plus souvent purement gratuites, qui touchent à la question du pillage du tiers-monde, on constate que l'argumentation anti-tiers-mondiste en la matière est limitée à trois sujets : la théorie de la détérioration des termes de l'échange, le bilan de la période coloniale et l'intégration au système économique mondial.

Les deux premiers sujets sont assurément des diversions. La critique anti-tiers-mondistes de la détérioration des termes de l'échange repose plus sur une «discussion» que sur une démonstration (en cause : le choix d'une date de référence pour apprécier l'évolution du prix des marchandises exportées par le Nord comparative et par le Sud) mais introduit surtout un amalgame colossal. Si, dans les écrits anti-tiers-mondistes, l'amalgame est généralement implicite, on le trouve exposé explicitement chez Jean-Claude Chesnais, qui avance: «l'argument de l'échange inégal se réfère à la détérioration des termes de l'échange : pour les colonies, la baisse du pouvoir d'achat des recettes d'exportations, impliquant une diminution des capacités d'importations...(11)». Or, la détérioration des termes de l'échange, qu'elle soit fondée ou non, ne fait qu'indiquer une évolution mais n'exprime nullement la réalité d'un rapport de dominant à dominé, ou d'exploitant à exploité, entre le centre capitaliste et le tiers-monde.

Le deuxième sujet est traité selon le même procédé : le débat sur le pillage du tiers-monde est cantonné à la seule période coloniale, comme si, depuis, l'exploitation avait cessé d'office, et donne aux anti-tiers-mondistes l'occasion d'établir un bilan de la colonisation en critères bons et mauvais (démarche de justification coloniale que l'on pensait pourtant jetée aux oubliettes mais qui, signe des temps, réapparaît). Voilà non une critique virulente des écrits tiers-mondistes mais une ignorance monumentale (ou volontaire) de ces écrits; car s'il y a bien une analyse fondamentale léguée par le tiers-mondisme, c'est que l'ordre post-colonial, loin de rompre avec le système mondial d'exploitation, a encore accentué cette exploitation. Ceci renvoie d'ailleurs à la question de la détérioration des termes de l'échange : les théories qui ont montré cette détérioration partent généralement des années 50. Les anti-tiers-mondistes contestent cette base et affirment obtenir des conclusions différentes en prenant le XIXème siècle comme base de départ. Mais quel est donc le sens d'une investigation sur les termes de l'échange à l'époque coloniale, puisque des deux côtés de l'échange on retrouve le colonisateur ?

Toujours est-il qu'on n'est encore bien loin d'une critique sérieuse de la théorie du pillage du tiers-monde, alors que cette théorie est, elle, le fruit d'études fouillées dues à des économistes sérieux dont la compétence était, à l'époque, incontestée, quelles que soient les oppositions qu'elles aient suscitées. Or, le troisième sujet avancé par les anti-tiers-mondistes n'apporte guère plus d'arguments à leur contre-théorie du pillage : selon eux, l'intégration au système économique mondial (c'est-à-dire au système capitaliste mondial) est une nécessité pour le développement des pays du tiers-monde. Pour illustrer cette thèse, les éternels «nouveaux pays industriels» font leur Xème apparition. Mais si l'intégration au capitalisme mondial est la recette miracle du développement, la plupart des pays sous-développés ne devraient plus l'être depuis longtemps, puisqu'ils sont bel et bien intégrés à ce système.

Il faut remarquer que dans la logique anti-tiers-mondiste, il n'est de choix possible qu'entre l'intégration à la «division internationale du travail» existante (cet euphémisme qui a connu un usage massif dans l'Histoire de l'exploitation) et l'autarcie, ce qui donne l'avantage d'éviter, une fois de plus, la problématique réelle : l'établissement d'un autre système économique mondial.

La conception économique des anti-tiers-mondistes, qui a été fort bien résumée par la formule «libéralisme sans frontière» (12), a évidemment son pendant politique. A un premier niveau, il y est fait opposition entre le modèle démocratique occidental et les régimes répressifs qui prévalent dans le tiers-monde. A un second niveau, moins général, le discours anti-tiers-mondiste se concentre sur une dénonciation des «dictatures de gauche», qui, à de maints égards seraient bien plus condamnables que les «dictatures de droite».

Mieux : à la lecture de certains écrits — «les gouvernements militaires du Pakistan ou de l'Indonésie se sont révélés moins dirigistes que les dirigeants démocratiques de la République indienne (13)» — on croit comprendre qu'une dictature de droite est préférable à une démocratie où l'Etat interviendrait avec excès dans la sphère économique.

Et il va de soi qu'il ne s'agit pas ici de discuter les notions de dictature et de démocratie telles que les conçoivent les anti-tiers-mondistes, qui n'hésitent pas à opposer «la tyrannie révolutionnaire des dictatures castriste ou sandiniste aux à-peu-près démocratiques des régimes représentatifs de l'Amérique Latine (14)».

Par ailleurs, les «dictatures de gauche» seraient caractérisées par l'utilisation du discours tiers-mondiste à des fins de domination interne et de justification d'une incompétence économique. Selon les anti-tiers-mondistes, ce discours est certes né en Occident, mais certains dirigeants du tiers-monde auraient compris l'utilisation possible d'un tel instrument dominateur. Telle est, par exemple, la logique d'André Glucksmann et de Thierry Wolton dans leur ouvrage Silence, on tue ! : «Quel est le problème d'une élite au pouvoir ? C'est d'y rester. On lui garantit une technologie de pointe...(15)».

Cette thèse permet non seulement d'incriminer les pays progressistes mais aussi d'occulter tout-à-fait les rapports entre l'Occident et les gouvernements vassaux du tiers-monde. L'exemple du Zaïre est particulièrement éclairant : il est difficile de trouver un dirigeant plus corrompu que Mobutu, et pourtant celui-ci ne manque jamais d'enrober son action réelle (courroie de transmission de l'exploitation impérialiste) par des déclarations empruntant au tiers-mondisme. Par cela, il ne s'oppose pas au capitalisme mondial. Que du contraire, il entre parfaitement dans sa stratégie. A partir du moment où l'on perçoit que les vrais dictateurs du tiers-monde ne sont que des intermédiaires de l'impérialisme, il devient clair que notre belle démocratie occidentale est objectivement une dictature en puissance, et qu'elle devrait être la dernière à pouvoir donner des leçons de savoir-vivre politique aux autres pays.

3. LA VALEUR SCIENTIFIQUE DE L'ANTITIERS-MONDISME

Dans la mesure où l'idéologie dominante est avant tout un instrument de domination de classe, sa valeur scientifique importe peu. Dès lors, au-delà de l'apparence d'un raisonnement social et économique, l'anti-tiers-mondisme se fonde sur l'utilisation de techniques idéologiques plus ou moins sophistiquées. Le niveau de cette sophistication a connu depuis le début de la société capitaliste un progrès considérable.

Et le terme de sophistication convient d'autant mieux pour caractériser cette évolution qu'il s'agit le plus souvent de performances en termes de sophismes, de «trucs et ficelles» — certes souvent élaborés — dont est absent tout objectif scientifique. Jean Ziegler, commentant les écrits d'André Glucksmann contre l'aide humanitaire à l'Ethiopie, signale que «n'importe quel lycéen sait qu'en aucun cas l'amalgame, l'omission et l'analogie ne sauraient garantir la rigueur minimale nécessaire à l'approche de la vérité. Celle-ci ne s'attrapant pas comme un oiseau à la glu. Il faudra donc davantage que quelques sophismes hérités de la nouvelle philosophie pour restituer la compréhension honnête de situations pour le moins complexes (16)».

En matière de vocabulaire idéologique, le travail des anti-tiers-mondistes est également remarquable. En voici un infime aperçu dans le domaine des connotations négatives : tabou, culpabilité, mythe,

dogmatisme, totalitarisme, manichéisme, langue de bois, prêts-à-porter idéologiques, alibi, ressentiment, mode, etc. Sans oublier évidemment : «tiers-mondisme», car, après la «crise du tiers-mondisme» (à travers laquelle les anti-tiers-mondistes ne faisaient que constater leur propre contestation), le terme tend à devenir un épouvantail efficace.

Car malgré ses raffinements, la technique la plus prisée de l'anti-tiers-mondisme reste celle du nombre, de la quantité. Plus le tiers-mondisme est traîné dans la boue, plus il est ridiculisé, plus nombreuses sont les formes de mises en cause, et plus les thèses anti-tiers-mondistes passeront facilement. Pascal Bruckner parlant de la culpabilité dit que «c'est la béquille qui vient suppléer aux raisonnements défailnants». L'image convient parfaitement à la technique répétitive des anti-tiers-mondistes, laquelle doit suppléer l'éventuel caractère boiteux des démonstrations.

Si une majorité de leurs écrits ont un caractère polémique, les anti-tiers-mondistes recherchent malgré tout une légitimité scientifique. Pour ce faire, ils imposent un schéma opposant la science à l'idéologie, étant entendu qu'ils prétendent rompre avec cette dernière et revendiquent de la sorte une objectivité absente des thèses tiers-mondistes. Cet «objectivisme» comme technique de légitimation est une constante de l'anti-tiers-mondisme.

Un support lexical de cet objectivisme est celui de l'effet de «mode», qui toucherait les tiers-mondistes et dont se seraient prémunis leurs adversaires. Au colloque de Liberté Sans Frontières, Gérard Chaliand estime qu'«il y eut une mode du tiers-mondisme comme il y eut des modes de beaucoup de choses, plus particulièrement à Paris que dans d'autres capitales (17)». De fait, le thème de la mode et celui du «parisianisme» n'en font qu'un. A cet égard, il convient de reproduire ce monument d'objectivisme dû à Paris-Match, lequel présentait les deux dirigeants de LSF en préambule à une interview retentissante sur le sujet de couverture : «Les impostures du tiers-mondisme» : «Ils ont, sur les théoriciens parisiens du tiers-mondisme, la supériorité de l'expérience sur le terrain, au milieu des guerres et des famines. Le discours à la mode qui rejette sur l'Occident la responsabilité de la misère du tiers-monde et qui prétend nous faire honte de notre niveau de vie, ce discours les révolte. Ce qu'ils ont vu dans le tiers-monde leur inspire des conclusions bien différentes (18)».

D'un côté, donc, les théories à la dernière mode du parisianisme, de l'autre quelques réflexions pratiques tirées de l'expérience sur le terrain. Telle est l'image que les anti-tiers-mondistes veulent donner d'eux-mêmes et de ceux qu'ils mettent en cause. Cette expérience sur le terrain, Rony Brauman la revendique avec force, «Moi l'Afrique, l'Asie, je les ai connues dans la boue, dans les camps de réfugiés (19)».

L'ouvrage Tiers-monde, controverses et réalités dirigé par Sylvie Brunel et publié conjointement par la Fondation Liberté Sans Frontières et les éditions Economica, participe également de cet objectivisme. Ce très épais volume, à l'aspect scientifique (nombreux tableaux et graphiques, etc.), se présente comme une mise au point sérieuse sur toutes les questions épineuses qui touchent au tiers-monde ; en quelque sorte, un bilan final établi sereinement après épuisement de toutes les polémiques. Cette contribution collective a, moins que toute autre oeuvre anti-tiers-mondiste, l'aspect d'un pamphlet. Et en cela, il est sans doute plus redoutable : la logique de l'objectivisme est menée jusqu'au bout.

Mais toutes les thèses de l'anti-tiers-mondisme sont bien présentes, rassemblées dans un seul ouvrage et développées selon toutes les finesses possibles par plus d'une vingtaine d'auteurs. Cet aspect, qui fait la force de l'anti-tiers-mondisme — la diversité et la multiplicité des interventions — se trouve ici condensé en un seul volume. Derrière le ton et les titres scientifiques de ses auteurs, se dessine une production idéologique dont la finalité ne diffère en rien des interviews de Brauman ou des pamphlets de Bruckner et Glucksmann.

Ce qui tient lieu de démonstration se limite souvent à l'énumération de faits, selon un cheminement fort peu cohérent dans lequel les thèses anti-tiers-mondistes sont lancées çà et là, dans une parenthèse, dans un présupposé, dans une question, dans un titre. La technique courante mais efficace de

l'imbrication de propos pertinents (mais en dehors des vrais enjeux) et d'affirmations inexactes, est exploitée ici à son rendement maximum. A quoi s'ajoutent des manipulations de chiffres et des références incomplètes, sinon inexistantes, quand ce n'est pas de «l'intox» à l'état pur : dans leur interview à Paris-Match, Brauman et Malhuret estiment qu'il faut arrêter l'aide aux pays qui ne présentent pas de garanties suffisantes et citent le cas de la fermeture des universités au Burkina Faso. Dans une réplique à cette interview, Maurice Oudet s'étonne : «mais de quelles universités s'agit-il ? Au Burkina, il n'y en a qu'une : celle de Ouagadougou. J'y étais au mois de janvier dernier : les professeurs continuent d'y enseigner et les étudiants d'y étudier. Alors pourquoi une telle calomnie sur le régime en place (20) ?»

Tout ceci montre que la rigueur scientifique est loin d'être en proportion de l'objectivisme déployé par les producteurs de l'anti-tiers-mondisme.

4. LES REJETS POLITIQUES

La critique des alternatives au système est pour l'idéologie dominante un préalable à la défense de ce système. A travers l'anti-tiers-mondisme, ce sont à la fois les oppositions conscientes du tiers-monde et la pensée de gauche occidentale qui sont visées.

De plus, et cela vaut pour l'Occident comme pour le tiers-monde, tous les niveaux et toutes les formes d'alternatives, tout rejet, même partiel, des règles du jeu du système capitaliste sont irrémédiablement condamnés. Ainsi, il ne faut pas être révolutionnaire pour subir les attaques de l'anti-tiers-mondisme, l'action institutionnelle des pays du tiers-monde au sein des organisations internationales est particulièrement visée, comme le sont également des gouvernements qu'on ne peut certes pas classer à gauche mais qui, pour d'inévitables divergences d'intérêts avec l'Occident, osent mener une politique s'écartant des plans du capitalisme mondial. C'est le cas du gouvernement Noriega au Panama, qui refusait de renoncer aux accords Carter-Torrijos qui prévoyaient la fin du contrôle nord-américain sur le canal inter-océanique. C'est aussi le cas du gouvernement de Saddam Hussein en Irak, décidé à ne pas mettre sa puissance militaire au seul service de l'impérialisme.

Et alors que les puissances occidentales, et particulièrement les Etats-Unis, font preuve dans le domaine du droit international d'un irrespect flagrant de la légalité, toute action armée du tiers-monde contre les intérêts impérialistes est condamnée sous prétexte d'être illégale et anti-démocratique. Ceci relève d'une logique courante de l'idéologie dominante qui tente de priver l'opposition de tout moyen d'action en imposant comme règles universelles, celles qui consacrent l'inefficacité des luttes. Le cas du Nicaragua est particulièrement éclairant : les sandinistes y ont organisé des élections à l'américaine, confortant ainsi l'impérialisme, officiellement en vertu d'un soi-disant respect de la démocratie, mais dans les faits parce que cela permettait de faire voter la population avec, véritablement, un revolver sur la tempe (le message de Washington était clair : votez pour l'UNO et les agressions de la contraincesseront, votez pour le FSLN et la guerre s'intensifiera).

Il s'agit d'un procédé courant de l'idéologie dominante, qui vise à faire perdre tout efficacité à un mouvement de contestation en faisant valoir un principe abstrait. La pensée d'André Glucksmann illustre particulièrement cette logique, lorsque celui-ci, transposant son statut d'intellectuel — apparemment autonome — au domaine des luttes sociales, rejette l'action des groupes (celle qui est vraiment efficace) et y oppose comme symbole de la contestation individualiste, le personnage du dissident : «pas un parti, pas l'ensemble des dissidents. Chacun décide et disside seul (21)».

De plus, dans ce système de pensée, l'illégitimité contestatrice coïncide avec l'origine des problèmes du tiers-monde : «l'instabilité politique et le manque de légitimité des Etats dans le tiers-monde seraient à la fois la source et la conséquence de la multiplication des guérillas, mises à l'honneur principalement par «Che» Guevara et Fidel Castro dans les années 60 (22)».

D'une manière générale, la pensée tiers-mondiste est d'autant plus visée qu'elle constitue une doctrine de lutte. Ceci renvoie, très directement, aux fondements des attaques contre le marxisme — qui se veut une philosophie de la «praxis» — par l'idéologie dominante. Ilios Yannakakis, au colloque de Liberté Sans Frontière, remarque d'ailleurs que «la vulgate tiers-mondiste possède des traits communs avec la vulgate marxiste. Leurs sémantiques, leurs systèmes de représentation, leurs fonctions idéologiques, leurs visions bipolaires du monde s'apparentent **(23)**».

Le tiers-mondisme est d'autant plus visé qu'apparaît une correspondance de la doctrine de lutte ici et dans le tiers-monde. Ainsi, lorsque les chrétiens de gauche de certaines ONG françaises s'enthousiasment pour la théologie de la libération, ils deviennent autant la cible du Saint Père que des anti-tiers-mondistes, ce que montre par exemple l'opinion que se fait Bernard Kouchner du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) : «c'est le versant français de l'Eglise des pauvres en Amérique Latine, de cet échange inégal entre Dieu et Marx **(24)**». Et de fait, on comprend que pour l'idéologie dominante, la mutation de «l'opium du peuple» en théologie de la libération représente une menace, dès lors que l'engagement social du corps religieux répond à une autre logique que celle de la légitimation du système et du renforcement corrélatif de l'appareil ecclésiastique.

En 1981, dans un article des «Temps Modernes», Serge Latouche propose «Quelques hypothèses hétérodoxes sur le sous-développement», dont le but avoué est d'appliquer la désacralisation du marxisme à «un domaine où cette opération salutaire n'a pas été menée à son terme : celui de l'analyse de l'impérialisme et du sous-développement **(25)**». L'anti-tiers-mondisme, qui est en gestation au moment où paraît cet article, suivra l'appel de celui-ci au pied de la lettre.

L'idéologie dominante n'en est pourtant pas à son premier essai de liquider le marxisme, mais sa mort tant annoncée tarde à venir. De ce fait, lorsque les «nouveaux philosophes» André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy, qui avaient mené sous ce label la guerre contre le marxisme, découvrent le nouveau créneau introduit par LSF et consorts, ils prennent le train en marche tout en ayant conscience de ne pas changer fondamentalement de cible.

En effet, dans le discours anti-tiers-mondiste, la dénonciation explicite de la philosophie marxiste n'est peut-être pas un leitmotiv, mais en tout cas un passage obligé. Les producteurs de l'idéologie dominante, qui faisaient depuis toujours remarquer que le marxisme n'avait réussi, à l'inverse de ce qu'en pensait le père fondateur, qu'en dehors des pays industrialisés, considèrent aujourd'hui que construire le socialisme dans le tiers-monde, c'est y transplanter artificiellement une doctrine occidentale.

Dans leur dénonciation des «dictatures de gauche», les anti-tiers-mondistes peuvent puiser à loisir dans l'immense réservoir de techniques idéologiques léguées par la longue expérience de l'antisoviétisme, transposant tous les classiques du genre en une espèce de «Tintin aux pays du tiers-monde». Souvent, la critique des régimes de gauche du Sud va de pair avec celle des Etats soviétique et assimilés, les premiers ne constituant que de simples copies des seconds.

Dans le cas extrême de l'ouvrage de Carlos Rangel, «L'Occident et le tiers-monde», les principales victimes des attaques fulgurantes de l'auteur sont — si l'on se réfère à la division du monde en triptyque — les absents du titre. La thématique de l'oeuvre rejoint celle d'un Glucksmann : alors que ce dernier considère le régime de Pinochet comme peu performant par rapport aux dictatures de gauche, Rangel prétend que «l'erreur d'Hitler (fatale pour lui, heureuse pour le monde) fut de s'opposer au marxisme plutôt que de s'en servir **(26)**»

Mais l'antisoviétisme étendu des anti-tiers-mondistes révèle une ampleur nouvelle à la faveur de la perestroïka. En effet, dans la mesure où l'antisoviétisme, loin de s'intéresser à l'Union Soviétique, a pour fonction de prouver l'impasse des alternatives au système capitaliste, les changements intervenus dans les pays de l'Europe de l'Est vont faire perdre à ces pays leur valeur de contre-exemple. On perçoit l'apport des anti-tiers-mondistes dans la perspective d'un tel déficit d'épouvantail : la

dénonciation des «dictatures de gauche» du tiers-monde a des chances de devenir, pour l'idéologie dominante, le mode majeur de représentation négative.

5. LA DEFENSE DU SYSTEME

La défense «musclée» du système diffère de la défense plus positive comme l'apologie du modèle libéral ou de la démocratie constitutionnelle. Dès lors que la défense fait référence à un danger physique ou quasi-physique, comme la subversion, elle implique des phénomènes de fascisation, de renforcement du régime, censés fournir une réplique appropriée au danger.

Les anti-tiers-mondistes se rattachent directement à ce genre d'attitudes, clamant à la fois leur admiration pour le modèle libéral des nouveaux pays industriels et la nécessité de s'atteler à la «défense de l'Occident», thème à connotation réactionnaire. Carlos Rangel, dénonçant le tiers-mondisme, s'en prend tout particulièrement à «ce sentiment de culpabilité masochiste et suicidaire [...qui] a profondément pénétré la société occidentale tout entière, au point qu'il pourrait devenir, s'il ne l'est déjà, le talon d'Achille de l'Occident (27)».

Pour sa part, Pascal Bruckner fait de la défense de l'Occident un enjeu moral et culturel en affirmant que «la dépréciation du message européen est devenue un code commun à toute l'intelligentsia de gauche depuis la guerre (28)».

Et bien entendu, pour prouver que la menace de la subversion n'est pas imaginaire, il n'y a qu'à montrer que le terrorisme est en continuel accroissement. Ce thème a été mis à l'ordre du jour par Ronald Reagan qui a explicitement désigné les principaux responsables : l'Iran, la Libye, la Corée du Nord, Cuba et le Nicaragua (29). L'Europe est particulièrement sensible aux deux premiers, et plus généralement aux pays arabes (dans l'opinion courante, l'Iran est musulman et donc arabe). Il va de soi que pour George Bush, l'Iran a cédé le pas à l'Irak, même si, dans l'autre guerre du Golfe (celle qui laissait l'opinion occidentale indifférente), Bagdad tenait le bon rôle contre Téhéran.

Cette réaction violente à l'égard de l'arabisme et de l'islamisme est le point de convergence d'une triple cause d'animosité. Comme nous venons de le dire, le monde arabe est d'abord considéré comme une zone de conflits et de terrorisme. Il constitue également — fait non négligeable — l'origine de l'immigration en Europe. Et qui plus est, les pays arabes sont engagés dans une guerre contre Israël, base avancée de l'Occident.

Christian De Brie, dans un article du Monde diplomatique, montre bien que le discours sur l'immigration se résume souvent à cette phrase de M. Poniatowski : «si vous voulez avoir du khomeynisme et du kadhafisme à la maison, vous n'avez qu'à laisser entrer un million d'Algériens en plus (30)». Mais l'élément le plus réducteur, en la matière, est certainement l'accusation d'intégrisme, qui s'applique indistinctement à tout musulman, ou même à tout Arabe. Ainsi, un ouvrage consacré entièrement à l'analyse de l'impact médiatique d'une manifestation qui s'est déroulée à Bruxelles suite au bombardement américain sur Tripoli (31) montre comment, à partir d'un reportage précis de la télévision, l'idée d'une présence dominante des intégristes dans le défilé s'est développée jusqu'à provoquer de vives réactions dans la presse et parmi la population belge. La question posée par les auteurs de l'ouvrage est de savoir comment, mis à part les quelques personnes qui brandissaient le portrait de Khomeiny, on peut reconnaître un intégriste sur un document filmé.

Le discours dominant sur le colonel Kadhafi mériterait également à lui seul toute une étude. Car le dirigeant libyen n'a pas seulement la réputation d'être un dictateur promoteur du terrorisme international, il est aussi considéré comme un peu «fêlé». Sa diplomatie constituée de retournements d'alliances incessants le font passer pour un instable ; mais il est sûr que si ceux-ci avaient été le fait du Général De Gaulle, on aurait parlé d'un personnage «insaisissable». Sa recherche obsessionnelle de l'unité arabe est, elle aussi, considérée comme farfelue alors qu'ici, la construction européenne est parée de toutes les vertus. Quant à la conception kadhafienne du socialisme et de la religion (qui, par

ailleurs, se situe à l'opposé de l'intégrisme), elle est considérée comme une aberration, alors que la théologie de la libération en Amérique Latine, même si elle est combattue, est jugée civilisée. Enfin, de la politique d'émancipation des femmes en Libye, on ne retiendra que les aspects folkloriques, comme la garde du corps féminine dont s'entoure le leader libyen.

La peur de l'Arabe intervient pour beaucoup dans la perception courante du conflit du Proche-Orient, et ce n'est pas un hasard si le gouvernement israélien use de l'argument du terrorisme pour justifier son refus de tout dialogue avec l'OLP. Cela renvoie à l'image de l'Arabe congénitalement placeur de bombes et preneur d'otages. La cause sioniste constituerait dans cette perspective un rempart dans la stratégie de défense de l'Occident. Mais à la fois, comme le remarque Samir Kassir, «plus que l'engouement — limité — pour la résistance palestinienne, c'est l'optique tiers-mondiste en général qui est source de gêne pour les partisans d'Israël (32)». Dès lors, ces derniers sortiront l'inépuisable accusation d'antisémitisme, mais «il s'agit moins de le traquer chez les arabes que de montrer que le tiers-mondisme lève l'interdit par un biais : l'anti-sionisme (33)». De la même manière, nos gouvernements justifient la guerre Etats-Unis-Irak en prétextant de la nécessité de préserver le nouvel ordre du monde qui ressort de la fin de la guerre froide. Qu'est que cela signifie, si ce n'est la nécessité de la soumission du Sud face au Nord ?

La défense de l'Occident passe aussi par l'Afrique du Sud : André Glucksmann, dans sa contribution majeure à l'anti-tiers-mondisme, dresse cette carte qui montre des flèches menaçantes partant des régimes «rouges» — Ethiopie, Madagascar, Mozambique, Angola — vers l'Afrique du Sud et, parodiant René Dumont selon lequel «l'Afrique Noire est mal partie», il appose cette légende : «l'Afrique rouge est bien partie». Le sentiment de menace est tel que l'on a l'impression que si le gouvernement de Pretoria venait à tomber, cela reviendrait à placer l'Europe entière sous domination communiste.

Car la région d' Afrique australe est pour Gérard Chaliand un «enjeu géopolitique et économique vital pour l'Europe occidentale (34)». Dès lors, l'avis des peuples concernés n'a pour lui que peu d'importance, sa seule préoccupation étant la suivante : «L'Afrique du Sud est en droit d'espérer que, si les réformes entreprises ne sont pas trop limitées, la campagne internationale contre l'apartheid connaîtra un reflux (35)».

6. LES DROITS DE L'HOMME COMME INSTRUMENT IDEOLOGIQUE

Comme nous l'avons montré plus haut, l'anti-tiers-mondisme naît dans une conjoncture idéologique déterminée. Or, cette dernière est aussi le lieu d'émergence de la doctrine des droits de l'homme.

«Dans le domaine du développement comme ailleurs, la rupture des années 70 a amené le désenchantement. Celui-ci se manifeste par de l'indifférence entrecoupée de moments d'émotion collective face aux situations d'urgence. Dans ce contexte, un intérêt accru et un nouveau militantisme se sont pourtant manifestés autour d'un enjeu fondamental : le respect des droits de l'homme. Cet objectif offre à l'action un point de repère stable parce que situé en amont d'options socio-politiques de «gauche» ou de «droite», universel parce que concernant les individus en deçà des choix qui concernent les modèles et les structures du développement. Mais précisément parce qu'il est individuel, ce point de repère n'échappe pas à l'ambiguïté (36)».

De fait, ce qui caractérise le succès de la doctrine des droits de l'homme, c'est la dépolitisation qu'elle opère chez des personnes dont, justement, les préoccupations sociales auraient pu être une amorce de conscience politique.

Mais lorsqu'une organisation comme Amnesty International entend, selon sa devise, porter «un coup à gauche, un coup à droite», cela consiste en fait à frapper tantôt l'«Est», tantôt le «Sud». Les règles du jeu permettent à l'Occident non seulement de sortir indemne de la critique, mais aussi de se muer en donneur de leçons à l'égard du reste du monde. Les anti-tiers-mondistes ne font pas autre chose. Ainsi,

comme d'aucuns ont pu le remarquer, l'appellation de la fondation-mère de l'anti-tiers-mondisme propose la «Liberté» au singulier (sous-entendu : la démocratie occidentale) par delà les frontières.

Pour Jean Ziegler, «les démocraties occidentales tentent de riposter sur le front symbolique : à cet ordre du monde — intolérable, injustifiable — qu'elles produisent et reproduisent chaque jour, elles opposent une universalité alternative : l'idéologie des «droits de l'homme» (37)».

Afin de justifier cet universalisme occidental, les anti-tiers-mondistes interrogent : «faut-il être riche pour être démocrate ? (38)». Réponse de Pascal Bruckner : «c'est la thèse de René Dumont : du pain d'abord, les libertés civiles ensuite. Résultat : la liberté est bâillonnée et le pain manque toujours (39)».

Cette rhétorique dégage deux corollaires : d'une part, elle contribue à la conception des libertés formelles; d'autre part, elle renforce l'idée que la société occidentale constitue la démocratie même, non seulement comme il est dit ci-dessus en tant que modèle à exporter, mais aussi comme raison implicite de ne pas contester le pouvoir à l'échelle nationale.

Quant au premier point, les anti-tiers-mondistes considèrent que les libertés formelles — que d'aucuns appellent la première génération des droits de l'homme — ne sont pas de même nature que les libertés réelles, économiques et sociales, les premières étant peut-être un préalable au développement lui-même. Alain Gresh fait remarquer que cette argumentation renvoie directement aux conceptions reaganiennes : «n'est-ce pas M.R.V. Allen, conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale qui déclarait : «Je sais que depuis quelques années, on se plaît à parler de certains droits économiques et sociaux — ou prétendus tels — comme faisant partie des droits de l'homme. C'est là une des causes principales de la confusion intellectuelle qui empoisonne tant de discussions à propos des droits de l'homme» (40)».

Quant au second point, il convient d'avoir à l'esprit que l'apologie du modèle de démocratie occidentale ne sert pas seulement à mettre en cause les régimes progressistes du tiers-monde et par là à inhiber toute intention de transformation sociale, mais aussi à légitimer les modalités de domination de classe de la société occidentale.

Une bonne illustration de cette réalité nous est fournie par l'action du Secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme du gouvernement Chirac, Claude Malhuret, qui n'est autre qu'un des dirigeants de la fondation Liberté Sans Frontières. En effet, la mission de ce dernier s'est limitée à juger du respect des droits de l'homme partout dans le monde, sans jamais porter un regard sur le territoire qui aurait dû le concerner au premier chef, la France. Ainsi, sur le licenciement du journaliste Michel Polac pour délit d'opinion, sur le retrait du dossier de l'affaire Michel Droit des mains du juge chargé de l'instance, sur la répression des manifestations étudiantes et le meurtre de Malik Oussekin, sur l'expulsion d'ouvriers maliens enchaînés aux sièges d'un avion, sur le meurtre du militant syndical

Lucien Barbier ou sur les massacres de Nouvelle-Calédonie, sur ces questions et bien d'autres qui auraient dû le préoccuper au premier chef, le Secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme s'est abstenu de tout commentaire.

7. LE PROJET LIBERAL

Le libéralisme constitue par excellence la doctrine de l'idéologie dominante de la société capitaliste, qu'il s'agisse du dit ou du non-dit du discours. Nous avons pu voir tout au long de l'exposé combien l'anti-tiers-mondisme se rattache à la vision libérale du monde et tente d'imposer une perspective de développement dans le respect des règles de l'économie de marché.

L'apologie sans détour du libéralisme situe bien la position de force de l'anti-tiers-mondisme : il n'est pas simplement question de mettre en cause les idées contestatrices du tiers-mondisme, la conjoncture

idéologique est telle qu'elle permet d'imposer, comme seul cadre d'action et de réflexion, les lois naturelles et universelles du marché.

Analysant les propos de Rony Brauman, président de Liberté Sans Frontières, Claude Julien montre en quoi «il rejoint les positions de Thomas Sowell [...], qui s'insurge contre «les théories modernes de l'impérialisme et du néocolonialisme» selon lesquelles «la main d'oeuvre et les matières premières des pays du tiers-monde sont sous-évaluées et sous-payées». Absurde affirmation puisque, ajoute Sowell, la détermination du «juste prix» défie la compétence des économistes depuis des siècles» (41)».

Pourtant, dans un droit de réponse au Monde diplomatique, Rony Brauman estime nécessaire de rétablir la vérité sur la fondation et affirme que «dans aucun document de Liberté Sans Frontières ne figure l'idée que les forces du marché sont la seule dynamique sur laquelle s'appuyer, ou que l'entreprise privée représente le seul moyen de développer les pays pauvres (42)».

Or, on peut prendre pratiquement n'importe quelle page d'un document de LSF pour trouver une affirmation comme celle-ci : «Si le mouvement d'industrialisation continue de se poursuivre [...] ceci constituera une indication importante, sinon une preuve, de ce que les échanges internationaux peuvent, en respectant les règles du libre-commerce, contribuer au développement des pays du tiers-monde (43)».

Toutefois, Rony Brauman dit juste. En effet, pour l'anti-tiers-mondisme, le respect des lois du marché ne suffit pas : il constitue un préalable. A partir de là, un pays qui veut se développer devra encore mener une politique volontariste, faire preuve de plus de dynamisme que ses voisins, attacher beaucoup d'importance aux capacités de gestionnaires de ses dirigeants. Nous verrons cependant que ces éléments participent aussi du discours libéral.

Yves Lacoste lui-même, qui prétend combattre à la fois l'anti-tiers-mondisme et les excès du tiers-mondisme, affirme que, sans pour cela devenir un adepte du capitalisme sauvage, «il est apparu que si la suppression de la propriété privée des moyens de production avait levé une contradiction fondamentale, elle faisait aussi disparaître un des moteurs du développement économique, l'initiative individuelle et les efforts de l'entrepreneur [...] pour augmenter son profit (44)».

Le mot d'ordre porteur de l'anti-étatisme s'impose nécessairement à la pensée anti-tiers-mondiste, dans laquelle on retrouve toute l'argumentation mais aussi toutes les contradictions de l'acharnement libéral contre le grand ennemi institutionnel. A cet égard, la perspective d'un nouvel ordre économique international est particulièrement visée : «Les revendications du tiers-monde pour un nouvel ordre économique international s'inscrivent toutes dans l'optique d'un prolongement de la logique étatique au domaine économique international. L'Etat doit contrôler directement toute l'économie interne. Il doit aussi, par des négociations avec les autres Etats, contrôler l'économie internationale. En bref, le développement est conçu comme un phénomène politique tant au niveau interne de chaque pays qu'au niveau international. Une telle subordination de l'économie au politique, subordination dont l'économie est parvenue non sans difficulté à se dégager au XVIIIe siècle, n'avait rien pour séduire les pays occidentaux. [...] En exigeant des négociations ne pouvant aboutir qu'à des mesures strictement politiques, ne pouvant aller que dans le sens du renforcement du rôle de l'Etat dans l'économie au détriment des agents économiques, les pays du tiers-monde se sont condamnés à l'impuissance (45)».

Mais les anti-tiers-mondistes entendent montrer qu'ils ne font preuve d'aucun dogmatisme sur la question. En effet, la Corée du Sud, modèle par excellence des nouveaux pays industrialisés, est censée illustrer l'importance de l'Etat dans le cadre d'un développement libéral : il s'agit pour celui-ci de prendre en charge certains points faibles de l'économie lorsque celle-ci est encore fragile, ainsi que d'orchestrer l'intervention des firmes étrangères dans le processus d'industrialisation.

De fait, l'anti-étatisme du discours libéral est à envisager selon une grille de lecture classique : ce qui est combattu, ce n'est pas l'Etat en tant que tel, mais les interventions de l'Etat qui vont à rencontre des

intérêts de la classe dominante. Par contre, l'Etat comme instrument de répression, comme garant du respect d'un droit de classe, comme acteur économique dans les secteurs non rentables, etc., est parfaitement toléré. Et manifestement, l'action de l'Etat sud-coréen participe plutôt de cette deuxième catégorie de fonctions.

Enfin, cette remarque de Charles Condamines vaut la peine d'être mentionnée : «pour les ennemis du tout à l'Etat, par l'Etat et pour l'Etat, les organisations qui se définissent comme «non gouvernementales» (ONG) devraient jouir d'un grand capital de prestige et de sympathie. [...] Il n'en est rien (46)».

8. LES SCHEMAS TYPES DE LA PENSEE PATRONALE

Dès lors que le développement du capitalisme passait de l'échelle nationale à l'échelle internationale, les modalités du fonctionnement de l'idéologie dominante à usage interne devaient inévitablement se reproduire pour légitimer l'ordre mondial. Ceci se remarque particulièrement dans le corpus anti-tiers-mondiste : de la même manière qu'il est nécessaire d'occulter l'exploitation des travailleurs ici, il faut nier le pillage du tiers-monde.

Ainsi, ce qui frappe à la lecture de l'ouvrage de Marcel Liebman consacré aux socialistes belges, dans une partie traitant du discours patronal à la fin du XIX^{ème} siècle, ce sont les nombreuses correspondances que l'on peut d'établir entre ce discours et les thèses ou les idées sous-jacentes de l'anti-tiers-mondisme: «Confrontée à l'atroce misère des prolétaires, la bourgeoisie peut choisir entre différentes réponses : plutôt que de s'employer à la soulager, elle préfère la nier ou en attribuer les causes à ses victimes elles-mêmes (47)». Ceci renvoie directement à la dédramatisation de la situation du tiers-monde et à la responsabilisation des dirigeants des pays du «sud».

«Dans la thématique que la bourgeoisie consacre — oppose — à la classe ouvrière, le leitmotiv est cependant l'immoralité (48)». Pour les anti-tiers-mondistes, l'immoralité des Etats du tiers-monde prend la forme d'une absence de respect des droits de l'homme.

Si les «dictateurs de gauche» cachent derrière les idées tiers-mondistes leur soif de pouvoir, comment étaient qualifiés les agitateurs du XIX^e siècle ? «Quant aux membres de la 1^{ère} Internationale, dont tous pourtant ne sont pas socialistes, ils sont qualifiés de «bandits» (49)». De même, l'idée chère aux anti-tiers-mondistes selon laquelle les théories de gauche participent d'un mythe n'est pas neuve : «Telle autre grève qui éclate en 1869 dans la région liégeoise fait dire à un observateur local : ce mouvement «a de nouveau mis en lumière les idées fausses répandues dans la classe ouvrière» (50)».

Et nous pourrions prolonger la liste indéfiniment en mettant en parallèle : la phobie du complot du discours patronal et la défense du système (contre le terrorisme et autres) ; la négation des antagonismes de classes et la critique des revendications du tiers-monde; la défense de la liberté du travail comme principe universel et la défense du libre-échange dans les relations nord-sud ; etc.

Evidemment, point n'est besoin de prendre les préceptes idéologiques du XIX^e siècle pour y trouver des similitudes avec l'anti-tiers-mondisme, leur seul avantage est d'offrir une distance critique. Mais en fait, si la rhétorique patronale s'est peu ou prou affinée, elle n'a pas changé fondamentalement.

Par exemple, l'idée selon laquelle la société est composée d'une multitude de classes (et non, comme l'affirme le marxisme, d'un nombre limité de classes dont deux principales et antagonistes) correspond clairement à la négation anti-tiers-mondiste de l'unité du tiers-monde. De même, comme «l'embourgeoisement de la classe ouvrière» serait responsable de son manque de combativité, le tiers-monde serait plongé dans une «stagnation révolutionnaire [qui] se prolonge sous le triple effet de l'intégration des classes moyennes citadines, de l'absence de conscience de classe des travailleurs (ou de leur plus ou moins grande intégration) et de la marginalisation d'une majorité de la population dans la plupart des pays du tiers-monde (51)».

Et il est encore de nombreux aspects du discours anti-tiers-mondiste se rapportant aux enjeux de la lutte des classes en Occident, dont celui, qui n'est pas des moindres, du recours à l'économie comme technique de légitimation. En effet, «le langage économique est devenu prépondérant dans notre société et constitue un pan fondamental de l'idéologie dominante. [...] Cette apparence scientifique se fonde sur la prétention du discours économique à l'universalité et à la rationalité (52)».

Mais il est un aspect particulièrement frappant du parallélisme entre discours sur l'Occident et discours sur les rapports Nord/Sud : celui de la perception du niveau des revenus. D'autant plus frappant que les différences de revenus sont énormes, que de tels écarts sont parfaitement connus et qu'ils sont considérés comme tout à fait normaux. Dans le cas du tiers-monde, il est remarquable que les nombreuses interrogations que suscite la misère du tiers-monde n'entraînent presque jamais une réflexion sur l'abîme des revenus. La raison d'un tel blocage mental est simple : imaginer, ne fut-ce qu'un instant, une équivalence des revenus au-delà de toute référence sociale ou nationale, cela reviendrait à détruire d'un coup tous les cadres de pensée qui assurent au système sa cohésion idéologique.

Dans la logique de l'anti-tiers-mondisme, il est parfaitement normal que les revenus moyens soient moins élevés dans le tiers-monde puisque l'on n'y trouve pas l'appareil productif, la technologie, le niveau de formation des pays développés, puisque la productivité y est nettement inférieure, etc. Ce discours a sa parfaite correspondance dans les idées dominantes d'application aux situations sociales des pays occidentaux : si le travailleur perçoit un revenu nettement inférieur à celui de son patron, c'est simplement parce qu'il n'est pas propriétaire des moyens de production.

L'anti-tiers-mondisme impose également des réflexes de soumission, même si cela se fait de manière implicite ; somme toute cela est logique dans le cadre de l'idéologie dominante dont la fonction première est de défendre l'ordre établi. Ce caractère se manifeste évidemment sous la forme d'une condamnation de toute pensée rebelle, de toute tentative de revendiquer un nouvel ordre mondial. Mais au-delà de cet aspect négatif (l'anti-anti-soumission), on peut déceler de véritables invitations à la soumission.

Le prétendu nécessaire respect des lois du marché en est. Comme nous l'avons déjà vu, il consiste à conférer une valeur universelle à des règles qui profitent directement à ceux qui les formulent. Si, d'aventure, ceux qui d'avance partent perdants s'étonnent d'être toujours du mauvais côté (par exemple, le tiers-monde), il suffit d'affirmer qu'ils n'ont pas fait preuve d'assez de perspicacité dans le maniement de ces lois, et de citer en contre-exemple, les nouveaux pays industrialisés.

On retrouve évidemment la question de la soumission à l'occasion des débats sur les politiques imposées par le FMI. L'argumentation en faveur de l'aide conditionnelle se targue bien sûr d'être basée sur l'intérêt des pays endettés ; mais en cela, il contribue à l'idée selon laquelle ces pays sont incapables de choisir eux-mêmes la politique qui convient le mieux à leur développement.

De même, l'implantation des multinationales dans le tiers-monde montre, parfois avec arrogance, que la soumission du plus faible envers le plus fort s'impose. Pour les anti-tiers-mondistes, l'entreprise multinationale poursuit certes ses intérêts propres, mais elle crée de la sorte une activité économique qui profiterait au pays d'accueil. Dans cette logique, l'Etat du tiers-monde est censé faire toute les concessions qui s'imposent pour bénéficier de cette chance : salaires les plus bas possibles, absence de liberté syndicale, déductions fiscales et autres transferts des finances publiques vers les sociétés étrangères.

L'anti-tiers-mondisme véhicule également cette idée de compétition typique de l'idéologie dominante. Ainsi, de la même manière que certains penseurs réactionnaires parlent de «darwinisme social» (que, déjà au XIX^{ème} siècle, Engels traitait de «darwinisme bourgeois»), on décèle dans le discours anti-tiers-mondiste un «darwinisme des Etats», qui voudrait que le développement soit la récompense d'une lutte victorieuse au sein de la jungle économique internationale. Encore une fois, les nouveaux pays

industriels font figure de référence. Ils doivent montrer que le combat, certes, est dur, qu'il impose de nombreux sacrifices, mais que chaque pays a une chance d'en sortir vainqueur, puisque des pays du tiers-monde réalisent désormais des performances qui impressionnent même les pays occidentaux.

Ainsi, pour Rony Brauman «le poids des erreurs humaines, des mauvaises décisions politiques locales, est déterminant, avant les facteurs extérieurs, dans nombre de situations dramatiques (53)». On voit donc l'évolution. A la conception qui naguère tentait d'occulter l'exploitation du tiers-monde par des explications du sous-développement imprégné de fatalisme, les anti-tiers-mondistes opposent une autre version : ce n'est pas le destin qui est en cause, ce sont les peuples du tiers-monde eux-mêmes qui sont responsables de leur misère, par manque de performances, de compétence, de combativité.

Paradoxe : cette idéologie de soumission impose à la fois à ses sujets de ne pas se laisser faire, d'être combattifs pour être victorieux. Combattifs certes, mais dans le respect des règles du système, dans la légalité des lois du libre-échange. Or, comme le dit Maurice Oudet, «la liberté sans frontières qu'on nous propose est celle du renard dans le poulailler (54)».

L'apologie des nouveaux pays industriels n'est en fait que celle de la réussite telle qu'elle est véhiculée dans nos sociétés. L'homme parti de rien, qui à force de labeur grimpe les échelons jusqu'à devenir tout puissant. Chaque travailleur, en effet, placé dans le cadre de subordination inhérent à la condition de non-détenteur de capital, n'a que deux possibilités pour y faire face : soit il met en cause le principe même de cette subordination, soit il adopte une perspective de promotion sociale en s'identifiant à celui qui le commande. Ce qui est suggéré à travers l'exemple des nouveaux pays industriels, c'est cette deuxième voie.

En effet, cette «revanche du tiers-monde», qui a la silhouette de la Corée du Sud, montrerait qu'il existe une «mobilité internationale» (comme on parle de mobilité sociale), que les pauvres d'hier seront les riches de demain. Même la démographie est mise à contribution pour la démonstration de cette thèse : «la transition démographique est elle-même le reflet de la croissance économique et [...] donc un gigantesque potentiel de rattrapage susceptible de se mettre en oeuvre. D'où, pour les prochaines décennies, une extraordinaire montée en puissance des nations du tiers-monde, et une inévitable redistribution des pouvoirs, devant aller bien au-delà de celle que nous avons connue dans le passé (55)». Cependant, en attendant leur revanche, les pays du tiers-monde voient la croissance démographique réduire de plus en plus les chances de progression du produit national.

9. L'AIGUILLAGE MORAL

Au chapitre des valeurs morales de l'anti-tiers-mondisme, on trouve d'abord une contre-valeur, la solidarité, ensuite une promotion de la charité mais dans certaines limites, et enfin une forme de racisme d'autant plus redoutable qu'elle est implicite.

Pour Pascal Bruckner, «si le tiers-mondisme fut de l'ordre d'une passion, c'est que, dans l'espoir qu'il projeta sur les pays sous-développés, un mécanisme amoureux fut enjeu (56)». Selon le même principe de l'incompatibilité entre objectivité et engagement politique, il y aurait donc incompatibilité entre objectivité et engagement émotionnel.

Sous la plume de Bruckner, la solidarité devient donc risible. Et de fait, si la règle, en matière de développement, est le darwinisme social appliqué aux Etats, la loi de la jungle économique, à quoi peut bien servir la solidarité ? Pour l'auteur du Sanglot de l'homme blanc, la réponse est claire : «la solidarité avec les peuples opprimés fut d'abord une immense machine de guerre tournée contre l'Occident. Une logique belliqueuse anime le tiers-mondisme et fait de lui la continuation de la guerre froide par d'autres moyens (57)».

Ainsi, pour l'idéologie dominante, soit la solidarité est un sentiment, et alors elle doit se limiter à une plainte sur le sort des pauvres dans le monde, soit elle constitue un engagement politique et n'est

autre qu'une machine de guerre contre l'Occident. Dans ce schéma, il ne peut être question d'une solidarité entendue comme conscience d'une situation de domination qu'il convient de combattre.

Mais ayant lancé l'image du pragmatisme calculateur du héros libéral, les mêmes Bruckner et Fienkielkraut tirent la sonnette d'alarme lorsqu'ils s'aperçoivent que s'écroule l'ordre moral. Et selon un scénario désormais classique, les producteurs idéologiques se répartiront les tâches : d'un côté, les adeptes du libéralisme pur et dur prôneront le réalisme économique, de l'autre, les romantiques réactionnaires clameront qu'il faut restaurer les valeurs...

Si la solidarité est donc bannie par l'anti-tiers-mondisme, il reste, comme compensation aux dures lois du marché, l'action caritative. Il n'est pas besoin de décrire en détail l'origine de cette invention chrétienne destinée à soulager la souffrance afin qu'elle ne se transforme pas en rébellion. La charité, c'est cela, ainsi qu'une des rubriques comptables de la reproduction de la force de travail.

Plus l'exploitation est légitimée, plus important est l'impact de la pensée caritative, car cette dernière se substitue alors aux acquis nettement plus substantiels qui résultent des luttes sociales.

L'évolution de la pensée anti-tiers-mondiste se fait en même temps qu'une résurgence de l'action caritative, que ce soit envers nos pauvres (les restos du cœur) ou ceux du tiers-monde (le Band Aid de Bob Geldof). D'ailleurs, le mode d'intervention de Médecins sans Frontières (organisation qui, par la création de Liberté Sans Frontières s'est le plus distinguée dans l'anti-tiers-mondisme) est typiquement une action caritative, et encore bien spécialisée dans l'aide dite d'urgence, c'est-à-dire qui soulage pour quelques temps sans rien changer à la situation.

Plus l'exploitation est légitimée — objet de l'anti-tiers-mondisme — plus la pensée caritative est importante, mais à son tour, plus la pensée caritative est importante et plus nombreuses sont les réactions contre celle-ci de la part des anti-tiers-mondistes. La campagne contre l'aide à l'Éthiopie en est la parfaite illustration : les anti-tiers-mondistes se sont opposés à cette aide sous prétexte que le gouvernement d'Addis Abbeba était un gouvernement marxiste et qu'il pratiquait des déplacements de population.

Par rapport au cartiérisme, qui prône l'abandon de toute aide au tiers-monde sous prétexte qu'il y a assez de pauvres dans nos pays (dans les années 50, Raymond Cartier lançait le slogan «La Corrèze avant le Zambèze», thème qui a encore aujourd'hui beaucoup de succès dans l'ex-trême-droite), l'anti-tiers-mondisme ne rejette pas toute aide, mais choisit les pays aidés et revendique la soumission de ces pays par rapport aux aidants. Nous laissons au lecteur le soin de juger laquelle de ces deux thèses est la plus ignoble.

L'arrogance de cette campagne contre l'aide à l'Éthiopie, où le plus fort impose les conditions auxquelles il léguera quelques miettes au plus faible, traduit plus le mépris de l'homme blanc pour son frère de couleur qu'il ne montre son sanglot. Il y a là un racisme implicite qui se précise plus encore dans certaines affirmations : «l'esprit humanitaire, qui se veut universel, est en réalité une pensée datée et localisée. En dehors de l'étroit périmètre du Nord non-communiste où elle est née, elle reste incomprise et souvent méprisée [...]. Le tiers-monde, dans sa plus grande part, ne connaît pas l'esprit humanitaire. Il le subit et s'en étonne (58)».

Il en va de même dans l'explication du sous-développement. Si la réussite économique dépend de la combativité des nations, et si le facteur humain y est si important, il n'y a qu'une explication possible au sous-développement du tiers-monde : la différence raciale. Cette explication, implicite chez beaucoup d'auteurs anti-tiers-mondistes, apparaît explicitement chez Carlos Rangel : «les différences de fortune entre les nations sont dues, essentiellement, aux gens qui y vivent [...]. Il existe de multiples raisons pour lesquelles les Suisses, en tant que groupe humain, sont plus compétents que les Bengalis, et l'étaient déjà bien avant qu'aucun européen n'ait mis le pied au Bengale. Certaines sont aisément discernables (comme le climat), d'autres plus complexes à démêler. [...] Israël lui-même présente un

contraste significatif : à l'intérieur même de cette société pourtant si fortement soudée par la menace de ses voisins, on constate une différence de «rendement» manifeste entre les Ashkénazes, les Israéliens d'origine européenne, et les Sépharades, qui, eux, viennent du Proche-Orient ou d'Afrique du Nord **(59)**».

Mais des distinctions s'imposent au sein des peuples du sud. Et la traditionnelle opposition entre le Jaune travailleur et le Noir paresseux ne sortira que renforcée de l'apologie des nouveaux pays industriels d'Asie de l'Est et du discours selon lequel «c'est la tragédie africaine, au demeurant fort récente, qui nous masque en grande partie le rattrapage global du monde développé par le monde en développement. [...] La plupart des dirigeants africains ont mené des politiques opposées à celles des gouvernements asiatiques **(60)**».

Mais la forme la plus courante est, sans aucun doute, celle du racisme démocrate. A cet égard, Guy Sitbon remarque que «le langage qu'utilise Jacques Julliard pour définir les régimes du tiers-monde n'est pas sans intérêt, «tyranniques, sanguinaires...». Rappelons-nous : durant les années de lutte de libération nationale, ce sont exactement ces termes qu'utilisaient les colonialistes pour décrire ce que seraient selon eux les futurs gouvernements indépendants. Relisez les déclarations de Georges Bidault, de l'OAS : c'est très exactement ainsi, avec ces mots, qu'ils imaginaient le régime post-colonial **(61)**».

Dans cette forme de racisme, toutes les confusions sont admises, y compris l'extension de la notion de sous-développement économique à celle de sous-développement politique. Jean-François Revel constate : «Hélas ! la loi cruelle du sous-développement, c'est que les révolutions aussi y sont sous-développées **(62)**».

10. L'HORIZON PHILOSOPHIQUE

La démarche anti-tiers-mondiste se caractérise également par une perspective tout à fait a-historique, ce qui est une constante logique de l'idéologie dominante dans la mesure où l'Histoire met en cause la perpétuation du mode de production capitaliste. Cette perspective a-historique s'exprime tout d'abord par l'absence de tout cadre d'explication historique de la formation du tiers-monde. Une telle explication est pourtant fondamentale, car le sous-développement ne peut être assimilé simplement à l'absence de moyens de production élaborés. Si les sociétés précoloniales du futur tiers-monde connaissent des formes très variables, le phénomène de colonisation va au contraire intégrer ces sociétés à un mode de production capitaliste mondial, ne laissant aux modes de production pré-capitalistes de ces pays qu'une fonction accessoire. Si les conditions sociales ne se sont globalement pas améliorées dans ces pays, leur situation historique est devenue toute autre : ils se trouvent désormais au sein d'un système mondial dont ils sont tout à fait dépendants et dans lequel ils occupent la mauvaise place. La colonisation, puis le pillage néo-colonial n'ont donc pas accéléré leur développement, ils ont au contraire détruit l'ancien système socio-économique et leur ont donné pour seul cadre d'activité la satisfaction de certains besoins du centre capitaliste. Voilà pourquoi les sociétés du tiers-monde sont à ce point déstructurées et déséquilibrées, pourquoi elles sont plus en voie de sous-développement qu'en voie de développement.

On comprend, bien entendu, qu'une telle explication soit absente d'un discours anti-tiers-mondiste dont la fonction est d'occulter le fonctionnement du capitalisme à l'échelle mondiale. Cette absence permet, en effet, de soutenir toute affirmation totalement anti-scientifique mais qui conforte la doctrine libérale. Il faut à cet effet relever les propos de J.-F. Revel qui, pour souligner la supériorité du capitalisme, explique que le pillage «a commencé au paléolithique supérieur. Depuis lors la tribu n'a cessé d'asservir et de piller l'autre tribu, le village l'autre village, la cité l'autre cité, la nation l'autre nation, l'empire l'autre empire. Tous ces pillages n'ont pas pourtant déclenché le développement **(63)**». De la sorte, Revel impose non seulement l'inéluctabilité du pillage (jusqu'à la fin des temps...), mais encore que le système capitaliste est le seul qui ait produit un développement. Ce qui est une forme d'ingratitude envers les modes de productions pré-capitalistes. Qu'aurait été, en effet, notre société occidentale développée si elle avait dû se construire sur le seul acquis de la pierre taillée ?

A travers, notamment, cette perspective a-historique (par exemple cette joyeuse prévision d'exploitation éternelle que nous livre Jean-François Revel), se dessine le «négalivisme» de l'idéologie dominante. Car si la pensée libérale tire souvent sa légitimation de la «science», elle nie à d'autres moments les potentialités de celle-ci, ou en tous cas les limite grandement, et s'oppose donc à une perspective de progrès scientifique et social de la société.

Ainsi, pour Gérard Chaliand, «le rationalisme, la croyance en une raison de l'histoire, et plus particulièrement notre capacité à en dégager la finalité, font place à l'acceptation de l'irrationnel qui est aussi un enrichissement (64)».

Le principe dominant du négativisme consiste donc surtout à nier toute raison de l'Histoire, et par là toute évolution positive de celle-ci. Elle impose dès lors une philosophie du statu-quo, prônant la limitation du mal à défaut de pouvoir avancer vers le bien. En cela, le négativisme s'inscrit nettement dans la pensée conservatrice.

Jacques Julliard, par exemple, estime que «si l'histoire comportait vraiment des leçons qu'il suffirait d'appliquer mécaniquement pour se préserver du pire, c'est tout simplement que l'histoire aurait cessé d'exister en ce qu'elle est vraiment, c'est à dire changement, innovation, irruption de l'imprévu et de l'imprévisible. Tout au plus, l'histoire comporte des enseignements négatifs. A défaut de dire ce qu'il faut faire, elle suggère parfois ce qu'il ne faut pas faire (65)».

De même, le «pragmatisme», cher aux anti-tiers-mondistes et que ceux-ci opposent aux «bonnes intentions» sans résultat, contribue à nier toute évolution historique positive. Mais pour Carlos Rangel, il s'agit là d'une raison salubre car «à l'inverse des religions et des utopies, le libéralisme ne promet ni le salut ni la réalisation du bien absolu en ce monde, mais plus modestement la possibilité d'une conciliation entre les individus, les groupes et l'Etat (66)».

La logique des droits de l'homme est fondamentalement basée sur la même attitude puisqu'elle consiste à réduire toute perspective de transformation positive de la société à la sauvegarde d'un pragmatisme «moindre mal». Ainsi, dans sa «Philosophie des droits de l'Homme», Guy Haarscher oppose à la dialectique hégéliano-marxiste, l'attitude du «moraliste contractualiste [...qui] ne veut — c'est une question de principe — pas savoir ce qu'il en est de ce cours supposé de l'Histoire (67)».

Or il est clair que cette rhétorique libérale combat aussi efficacement toute idée de progrès social que ne le faisait la religion au Moyen Age. Chaque idéologie possède les caractéristiques de son époque mais reproduit de semblables mécanismes de défense lorsque le mode de production dont elle est l'expression se trouve dépassé par l'Histoire. Cette Histoire qu'elle s'efforce alors de nier tant que possible.

11. LES INSTRUMENTS DE PRODUCTION ET DE DIFFUSION DE L'ANTI-TIERS-MONDISME

Celui qui considère l'anti-tiers-mondisme comme un simple débat d'idées utile au fonctionnement démocratique de la société ne verra dans ce phénomène que l'expression libre de personnalités diverses. Or, il faut bien voir qu'on a véritablement affaire à une guerre idéologique de grande ampleur alignant sur le champ de bataille une panoplie d'auteurs célèbres, maisons d'éditions, organisations diverses, presse écrite et orale, responsables politiques, etc.

Certes, il n'y a pas un état-major unique qui dirige cette guerre des idées : le système capitaliste est une machine bien rodée qui laisse une certaine autonomie à ses producteurs. Mais l'organisation de ce système est telle que l'idéologie dominante remplit totalement ses objectifs.

On sait que les intellectuels jouent un grand rôle dans la production des idées antitiers-mondistes. Ceux-ci sont-ils mus par une simple démarche intellectuelle tout à fait personnelle ? Que du contraire :

comme l'homme politique ambitieux se conforme à la ligne de son parti, l'écrivain à la recherche du succès recherche les thèmes porteurs et se préoccupe fortement de l'avis de son éditeur. Ainsi, chez les intellectuels, le reniement constitue une tendance nettement affirmée : les anti-tiers-mondistes les plus virulents sont d'ex-gauchistes.

La logique qui anime les auteurs forts d'un style et d'un nom, est celle de la recherche d'un créneau qui les mettra au devant de la scène, l'anti-tiers-mondisme n'étant pas le moindre. Le système n'a donc pas besoin de nommer à des postes officiels ses producteurs idéologiques; dans ce domaine également, le grand capital fait appel au petit commerce et à la sous-traitance.

Mais la production idéologique nécessite aussi un travail moins ponctuel, moins restreint, moins artisanal, et les think tanks remplissent à cet égard un rôle non négligeable. On a tendance à identifier les think tanks uniquement aux modèles du genre existant aux Etats-Unis, ou, dans une moindre mesure, à un Institut comme celui de Marie-France Garaud, l'Institut International de Géopolitique. Il n'empêche, Liberté Sans Frontières répond pleinement aux fonctions et fonctionnement d'un think tank, et nous envisagerons la fondation de la sorte.

Pour voir combien la fonction de LSF est celle d'un think tank, il suffit de se référer à ses statuts. En effet, ceux-ci indiquent au chapitre des objectifs : «De nombreux travaux, affranchis des conformismes et des idéologies, ont déjà été réalisés et il ne manque pas de spécialistes travaillant dans cette direction. Mais leurs efforts sont dispersés, leurs projets ne sont pas coordonnés. L'accueil qui leur est fait va trop souvent du désintéret pur et simple aux critiques les plus virulentes. Leur influence est encore faible et se limite dans l'immense majorité des cas au petit cercle des convaincus. Nous nous proposons d'élargir leur audience et d'amener à eux ceux qui s'en écartent pour le moment, les soupçonnant d'arrière pensées ou de la simple défense d'intérêts égoïstes. [...] La tâche que nous nous fixons est donc double : D'une part coordonner et susciter des recherches sur les pays confrontés au problèmes du développement : Economie, Droits de l'Homme, Stratégies,... D'autre part assurer leur diffusion à travers les principaux relais d'opinion : média, monde politique, groupes et associations **(68)**».

On ne saurait mieux définir la fonction des think tanks. Du point de vue administratif, le conseil d'administration et le conseil scientifique fixent les orientations à suivre, le comité exécutif, composé de salariés ayant une qualification bien précise, se charge du travail courant, alors que le comité de parrainage favorise les contacts avec les individus et les autres fondations.

Et, au vu du travail déjà effectué, on peut dire que LSF ne manque ni de moyens, ni d'envergure. L'organisation tient des colloques sur des questions brûlantes, fixe des rencontres périodiques avec des représentants du monde politique, des journalistes, des industriels, elle s'occupe de l'édition d'ouvrages et de brochures, elle intervient dans les média ainsi que directement «sur le terrain», comme ce fut le cas lors de la campagne contre l'Ethiopie ou de l'affaire des indiens Miskitos.

Les colloques de LSF ont eu un impact médiatique non négligeable et nous verrons plus loin ce qu'il en est des campagnes idéologiques. Quant à l'édition, un livre comme Tiers-mondes, controverses et réalités — réunissant un impressionnant collectif d'auteurs et bénéficiant d'un soutien financier du gouvernement Chirac — a sans doute réussi à s'imposer comme «un ouvrage de synthèse sur les réussites et les difficultés du développement», pour reprendre les termes de l'annonce publicitaire.

Par rapport à l'intellectuel isolé, LSF possède donc les moyens, les contacts, la diversification des actions et, qui plus est, la permanence. Aussi, Claude Julien n'hésite pas à faire cette comparaison : «lorsque, à partir de l'action humanitaire des Médecins Sans Frontières, il créait cet outil politique qu'est la fondation Liberté Sans Frontières, le docteur Claude Malhuret ne cachait nullement qu'il s'inspirait de la Héritage Foundation, l'un des instruments par lesquels M. Ronald Reagan est parvenu à la présidence des Etats-Unis **(69)**». Malhuret, en effet, sera choisi pour occuper, sous le gouvernement Chirac, le poste de Secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme. Quel autre fait aurait

pu mieux symboliser la réussite du think tank Liberté Sans Frontières que l'élévation d'un de ses principaux responsables au rang de ministre ?

Après la production des idées vient la phase de diffusion de celles-ci. Les médias ont non seulement fait une très bonne promotion à la plupart des auteurs cités dans cet article, sans compter la campagne dont a bénéficié Liberté Sans Frontières à sa création, mais surtout la presse ou la TV ont diffusé à une grande échelle les thèses anti-tiers-mondistes qui circulaient. Quant à cet aspect, le résultat est stupéfiant : il serait difficile de trouver un seul journal, en France ou en Belgique, qui n'ait pas évoqué d'une manière ou d'une autre la thématique anti-tiers-mondiste. Les rares publications n'ayant pas reproduit ces thèses sont celles qui les ont combattues.

Voilà véritablement la force de l'idéologie dominante : pouvoir agir de façon aussi informelle et aussi efficace, posséder autant de producteurs indépendants qui pourront chacun développer des thèses particulières s'intégrant au discours global, ainsi qu'adapter la présentation de ses thèses à leur public de prédilection.

EN GUISE DE CONCLUSION, L'ACTUALITE DE L'ANTI-TIERS-MONDISME : LA GUERRE CONTRE L'IRAK, L'EVOLUTION DES PAYS DE L'EST

L'immense campagne de dénonciation du tiers-mondisme a cessé aujourd'hui; cela signifie-t-il que l'anti-tiers-mondisme est battu en brèche ? Que du contraire, il s'était fait dénonciateur pour abattre les acquis idéologiques en matière de perception des rapports nord-sud mais est devenu plus discret à partir du moment où il s'imposait d'évidence à une grande partie de la population. Le but est donc parfaitement atteint : depuis la fin des années 70, nous nous trouvons dans une phase de reconquête par l'idéologie dominante (cf. la vague du néo-libéralisme) et il s'agissait d'étendre cette reconquête à la question des relations avec le tiers-monde, c'est-à-dire d'occulter le fonctionnement du capitalisme dans ses aspects internationaux.

Cette réussite de l'anti-tiers-mondisme, on la distingue particulièrement dans les réactions idéologiques de la population face aux événements marquants de l'actualité, par exemple concernant la guerre contre l'Irak ou la crise des pays socialistes.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir l'allure véritable de l'ère nouvelle «de droit et de paix» proclamée par les puissants de ce monde, forts de la fin de la guerre froide. Après son expédition rapide au Panama (quelques milliers de morts, seulement...), l'armée nord-américaine a entrepris contre l'Irak une guerre plus longue. Et à l'immense machine de guerre supervisée par Washington correspond une machine de guerre médiatique non moins impressionnante.

De ce seul point de vue, on constate une première parenté avec l'anti-tiers-mondisme : les B52 idéologiques ont reçu pour mission la destruction totale de toute conscience et pensée critique. De ce fait, malgré le monopole médiatique dont fait l'objet la guerre contre l'Irak (comme à d'autres occasions, on a l'impression que nos journalistes sont soulagés de ne pas avoir à nous informer sur le reste du monde), on cherchera vainement toute tentative explicative du conflit. L'idéologie dominante a ceci de particulier qu'elle ignore les questions formées par le «pourquoi». Ainsi, sauf à se fier aux explications faisant appel à la science satanique, le citoyen ignorera les causes de l'intervention irakienne au Koweït (par exemple, les pressions financières de ce dernier vis-à-vis de Bagdad ou leur opposition au sein de l'OPEP). Il ignore à plus forte raison le pourquoi de l'intervention nord-américaine, laquelle mériterait pourtant une minutieuse analyse.

Toujours est-il que le conflit Est-Ouest ne peut plus être utilisé pour occulter les conflits Nord-Sud et que l'anti-tiers-mondisme a, de ce fait, un bel avenir devant lui. On assiste donc de plus en plus à la transposition des techniques de l'antisoviétisme à la dénonciation de tout Etat ne se conformant pas aux volontés de l'impérialisme. Tout le discours médiatique sur la guerre du Golfe est dès lors empreint de cette valeur de soumission du plus faible au plus fort si caractéristique de l'anti-tiers-

mondisme. Car, en somme, pourquoi traite-t-on Saddam Hussein de fou ? Parce qu'il ose affronter une force de guerre dont l'importance quantitative et qualitative est énorme. Cette démesure, loin de rendre perplexe l'opinion occidentale, renforce l'hégémonie de l'idéologie dominante, et les sondages montrent que la guerre recueille une plus grande adhésion après son déclenchement qu'avant, c'est-à-dire depuis que la condamnation morale de Saddam Hussein a cédé le pas à la description détaillée et apologétique des engins de mort alignés par la coalition anti-irakienne.

Il est à remarquer que les valeurs de soumission charriées par l'idéologie dominante vont souvent de pair avec un «universalisme» qui leur sert de légitimation. Ainsi, les anti-tiers-mondistes avancent la nécessité de la soumission aux lois du marché parce que celles-ci seraient universelles. On retrouve le même mécanisme rhétorique dans l'affaire du Golfe à propos de l'éternelle question du «choix des armes». D'un côté, on présente l'éventuelle utilisation de l'arme chimique par l'Irak comme la pire des abominations ; de l'autre, on évoque sereinement la possibilité d'utiliser des fusées nucléaires tactiques pour diminuer les pertes occidentales (une vie occidentale semble valoir quelques vies arabes). Chacun sait donc désormais que, selon les valeurs universelles, une charge nucléaire, surtout si elle est «tactique», est bien plus légitime qu'une arme chimique. L'arme du pauvre est toujours la plus mauvaise.

Une autre thématique de l'anti-tiers-mondisme, la négation de l'unité du tiers-monde, ressort autant du dit que du non-dit du discours médiatique sur la guerre du Golfe. Ainsi, nous n'aurons aucun écho des protestations émanant du tiers-monde mais, par contre, on nous concocte maintes «analyses» qui arguent de l'appartenance de plusieurs pays de la région à la coalition anti-irakienne pour prouver le caractère mythique de l'unité arabe. Voilà des analyses qui évoquent des dirigeants sans peuples (cf les importantes manifestations dans des pays où il est parfois dangereux de soutenir Bagdad) et qui ignorent la notion de tendance. Car si l'unité arabe a toujours été fort difficile à réaliser, il faut reconnaître que, par la prise de conscience populaire suscitée par la guerre, elle s'est en train de se renforcée.

Paradoxe de la présente conjoncture politique, les adversaires du tiers-monde, qui s'opposent généralement à l'action des Nations-Unies, se battent aujourd'hui au nom de cette institution garante de la «paix» mondiale. Comme à l'époque de la guerre de Corée, les Etats-Unis sont trop heureux de pouvoir exploiter un rapport de force favorable au Conseil de Sécurité pour s'autoproclamer défenseur du droit international.

Cela ne va pas sans créer une certaine contradiction entre la thématique de la défense de l'Occident et celle de la défense de l'ordre du monde. Ainsi l'idéologie dominante fait à la fois grand cas de l'appartenance de certains pays arabes à la coalition anti-irakienne et développe simultanément l'imagerie raciste de l'arabe intégriste et congénitalement terroriste.

Mais qu'à cela ne tienne, les événements du Golfe montrent surtout que le discours de l'idéologie dominante peut s'imposer avec force en défiant toute logique, pourvu qu'il n'y ait pas dans la société un contre-pouvoir assez puissant pour s'y opposer.

Le discours relatif à l'évolution des pays de l'Europe de l'Est est également intimement lié à la thématique anti-tiers-mondiste. En effet, il est logique qu'à partir du moment où il s'est opéré une remise en cause interne du modèle de développement socialiste à l'Est, l'idéologie dominante à l'Ouest ait exploité ce retournement pour renforcer sa propre hégémonie ainsi que pour justifier une invasion économique et politique du sous-continent oriental.

Toutefois, il convient ici de ne pas s'en tenir qu'au discours occidental : on remarque une forte convergence entre l'idéologie dominante dans nos pays et l'idéologie montante à l'Est (qui bénéficie dans ces pays d'un véritable monopole de la presse), c'est-à-dire celle dont sont porteuses la perestroïka de M. Gorbatchev et les critiques de «droite» (dans le vrai sens du terme) de la perestroïka (Elt sine en Russie et les dirigeants de la plupart des autres pays d'Europe de l'Est).

La remise en cause du modèle socialiste y va de pair avec une autocritique de l'ancienne analyse de la situation du tiers-monde. Il est surprenant de constater à quel point cette autocritique est conforme au phénomène anti-tiers-mondiste tel qu'il s'est manifesté dans nos pays. Ceci est d'autant plus tragique pour les populations d'Europe de l'Est que cette région subit un processus rapide de tiers-mondisation. L'abandon de l'analyse anti-impérialiste s'effectue donc au moment où elle est plus nécessaire que jamais. Dès 1988, on trouve dans l'hebdomadaire soviétique Temps Nouveaux la publication d'une table ronde intitulée «Les yeux ouverts» qui interroge : «Qu'est-ce qui empêche d'avoir une vision impartiale du tiers-monde, sans dogmes ni stéréotypes ?» (70). La similitude avec les thèmes de l'anti-tiers-mondisme ne pourrait être plus grande ; en voici quelques extraits.

Thème des mythes tiers-mondistes : «la révision des valeurs n'a encore que très peu touché les mythes et les postulats dogmatiques qui ont dominé dans cette sphère pendant des décennies».

Thème de la prééminence des conditions internes sur les conditions internationales : «une de ces notions idéologiques préconçues est sans doute la tradition fortement ancrée qui consiste à considérer les difficultés économiques et autres des pays en développement tout d'abord à travers le prisme des impacts extérieurs défavorables, de l'héritage colonial et de l'exploitation néocolonialiste, des activités des transnationales, etc. Une telle approche pêche par l'étroitesse, elle empêche de voir le fait que, dans une mesure considérable, et souvent décisive, la crise qui a englobé de nombreux pays du tiers-monde au cours des années 80, est conditionnée moins par des causes extérieures que par des défauts de la politique économique de nombreux Etats en développement».

Thème des nouveaux pays industriels : «Sans tenir compte de l'expérience, disons, du Brésil ou de la Corée du Sud, on ne peut plus dissenter sur les moyens de surmonter l'arriération. Même à nous, il n'y aurait pas de honte à apprendre certaines choses non seulement chez les Etats hautement développés de l'Occident, mais aussi auprès des nouveaux pays industrialisés».

Thèmes des dictatures de gauche (c'est-à-dire de leurs anciens alliés) : «Ces dictatures de gauche, dérivées des mouvements de libération révolutionnaires dans certaines colonies s'apparentent à notre passé récent au stalinisme».

Cette reproduction, mot pour mot, du discours anti-tiers-mondiste est doublement révélatrice. Primo, il indique clairement la nature de ce que l'on nomme la «pensée nouvelle» : il s'agit ni plus ni moins de l'idéologie bourgeoise, pour laquelle, comme dans nos pays, on trouve diverses variantes, des thèses sociales-démocrates aux plus réactionnaires. Secundo, la similitude est telle qu'on ne peut retenir l'hypothèse d'une éclosion autonome de la pensée anti-tiers-mondiste à l'Est, ou même d'une inspiration vague du discours occidental : nous assistons à un véritable colonialisme idéologique de l'Est par l'Ouest, auquel collabore une partie de l'intelligentsia de l'Est, celle qui, précisément, détient les instruments de propagande.

Cette couche de la population constitue une «bourgeoisie virtuelle» au même titre qu'il existe une bourgeoisie compradore dans les pays du tiers-monde, c'est-à-dire, dans les deux cas, une classe qui n'existe que dans le cadre d'une vassalité par rapport au capitalisme international. On comprend donc qu'elle soit porteuse d'une idéologie niant les rapports inégaux qui régissent le système économique mondial. Les intervenants à la table ronde de Temps Nouveaux, comme tant d'autres membres de l'intelligentsia soviétique, condamnent donc l'ancien discours tiers-mondiste du Kremlin pour légitimer le processus de tiers-mondisation du pays : «les applaudissements par lesquels nous accueillons chaque nationalisation importante dans le tiers-monde, l'apologie effrénée de l'extension du secteur d'Etat, s'inscrivaient parfaitement dans notre conception de politique économique générale : la propriété d'Etat est une forme supérieure de socialisation, le capital étranger est un ennemi que l'on est obligé, dans le meilleur des cas, de supporter encore quelque temps, l'indépendance économique (...) est une valeur suprême, prioritaire. Tout s'est avéré beaucoup plus compliqué. Nous commençons maintenant à abandonner cette approche simpliste dans notre pratique également».

S'inscrivant dans la perspective d'intégration au système capitaliste international, cette conception prône un Etat dirigiste suscitant l'initiative privée (fut-elle étrangère...) tout en mettant au pas le monde du travail. Ainsi, la Corée du Sud, et même le Chili d'Augusto Pinochet représentent le modèle de développement par excellence (71) !

Il va sans dire que les conditions sociales sont les grandes sacrifiées d'une telle politique, et l'on voit déjà maintenant les ravages que provoque le démantèlement du système socialiste. Parmi ces catastrophes sociales, le développement d'une immense masse de chômeurs est le phénomène le plus voyant, et il symbolise particulièrement bien le mode de production capitaliste.

Le discours bourgeois affirme qu'auparavant il existait un énorme chômage «masqué» dans les pays de l'Est. «Grâce» aux transformations actuelles des structures économiques de ces pays, le chômage devient totalement apparent mais est présenté comme un bienfait pour l'économie : cela permettrait de rendre la situation des entreprises «saines». De la situation sociale, qui elle devient tout à fait malsaine, on ne parle guère évidemment. Ce type de discours fait bien sûr aussi oeuvre utile pour accroître l'exploitation dans nos pays. Car cette théorie, mise sur un piédestal par notre bourgeoisie, a une application concrète dans nos entreprises : produire le plus possible avec le moins de travailleurs possible, en ne gardant que la main-d'oeuvre susceptible de fournir le meilleur rendement. On se demande presque pourquoi nos dirigeants font mine d'intégrer la diminution du taux de chômage dans leur politique économique. Mais il s'agit somme toute de la traditionnelle logique libérale, reine du paradoxe, qui, à l'inverse de concevoir le développement comme l'accomplissement du bien-être social, présente ce dernier comme une entrave au développement.

Enfin, le parallèle effectué couramment par les anti-tiers-mondistes entre libéralisme économique et démocratie politique trouve une intense utilisation à propos des pays d'Europe de l'Est. Ainsi, les gouvernements occidentaux ont affirmé avec insistance qu'il fallait investir à l'Est pour donner une chance au processus de démocratisation. Ces termes codés signifient qu'il est possible de liquider le modèle politique socialiste tout en réalisant des profits substantiels. Mais, après tout, pourquoi accorderait-on une démocratie bourgeoise — privilège de l'Occident — à ces pays qui adhèrent chaque jour un peu plus au club des Etats du tiers-monde et qui, en outre, prennent pour modèle le Chili et la Corée du Sud ?

Marc VAN HEES est l'auteur de l'ouvrage "C'est pas nous, c'est eux, Les fondements idéologiques de l'anti-tiers-mondisme", éd. Dialogue des Peuples, 1990, 156 pages. On peut se le procurer au prix de 300 FB (frais d'envoi compris) par versement au compte 001-1110967-05 avec la mention «C'est pas nous, c'est eux !»

Notes :

- (1) BRUCKNER, Pascal, *Le sanglot de l'Homme Blanc*, Seuil, Paris, 1983.
- (2) CHALIAND, Gérard, *Mythes révolutionnaires du tiers-monde*, Seuil, Paris, 1976.
- (3) *Le tiers-monde et la gauche*, Seuil, Paris, 1979.
- (4) BRUCKNER, op. cit., p.238.
- (5) CHESNAIS, Jean-Claude, *La revanche du tiers-monde*, Ed. Laffont (collection Liberté 2000), Paris, 1987, pp.224-226.
- (6) BRAUMAN, Rony, copie d'une lettre adressée à Jean-Pierre Luxen (de MSF-Belgique), Paris, 11 avril 1985.
- (7) LACOSTE, Yves, *Contre les anti-tiers-mondistes et certains tiers-mondistes*, Ed. La découverte, Paris, 1985, p.85.
- (8) REVEL, Jean-François, Préface de l'ouvrage de RANGEL, Carlos, *L'Occident et le tiers-monde*, Ed. Robert Laffont, Paris, 1982, p.10.
- (9) CHESNAIS, op. cit., p.11.
- (10) REVEL, Jean-François, «Tiers-monde : vers la richesse ?», in *Le Point*, n°766, 25 mai 1987, pp.75-76.
- (11) CHESNAIS, op. cit., p.62.
- (12) OUDET, Maurice, «Libéralisme sans frontières», in *La Croix*, Paris, 15 avril 1985.
- (13) BRUNEL, Sylvie (sous la direction de) *Tiers-Mondes : controverses et réalités*, Ed. Fondation Liberté Sans Frontières/Economica, Paris, 1987, p.402.
- (14) *Ibid.*, p.400.
- (15) GLUCKSMANN, André & WOLTON, Thierry, *Silence on tue*, Ed. Grasset, Paris, 1986, p. 165.
- (16) ZIEGLER, Jean, *La terre qu'on a*, Paris, E.D.I., 1989, p.225.
- (17) CHALIAND, Gérard, *Repenser le tiers-monde*, Ed. Complexes, Bruxelles, 1987, p.93.
- (18) BRAUMAN, Rony & MALHURET, Claude (interview), «Les impostures du tiers-mondisme», in *Paris-Match*, Paris, 22 février 1985, p.3.
- (19) BRAUMAN, Rony (interview), «Le tiers-mondisme au rancart ?», in *Croissance des jeunes nations*, Paris, n°270, mars 1985.
- (20) OUDET, op. cit.
- (21) Cité par SCHIW Y, Günther, *Les nouveaux philosophes*, Ed. Denoël/Gonthier, Paris, 1979 (1978), p.60.
- (22) BRUNEL, op. cit., p.394.
- (23) voir BRAUMAN, Rony (sous la direction de), *Le tiers-mondisme en question (actes du colloque organisé par la fondation Liberté Sans Frontières les 23 et 24 janvier 1985)*, Ed. Olivier Orban, Paris, 1986.
- (24) KOUCHNER, Bernard, *Charité Business*, Ed. Le Pré aux Clercs, Paris, 1986, p.127.
- (25) LATOUCHE, Serge, «Quelques hypothèses hétérodoxes sur le développement», in *Les Temps modernes*, Paris, n°37 (417), avril 1981, p.1724.
- (26) RANGEL, Carlos, *L'Occident et le tiers-monde (préface de Jean-François Revel)*, Ed. Robert Laffont (collection Liberté 2000), Paris, 1982, p.83.
- (27) *Ibid.*
- (28) BRUCKNER, *ibid.*, p.13.
- (29) JULIEN, Claude, «Du bon usage de l'antiterrorisme», in *Le Monde diplomatique*, Paris, n°382, janvier 1986, p.4.
- (30) DE BRIE, Christian, «Droites, extrêmes droites ... risques et tentations d'une alliance politique : Les voies de la convergence», in *Le Monde diplomatique*, Paris, n°385, avril 1986, p.9.
- (31) BASTENIER, A. & DASSETTO, R, *Médias U Akbar (confrontations autour d'une manifestation)*, CIACO, Louvain-la-Neuve, 1987.
- (32) KASSIR, Samir, «Les nouveaux antisémites», in *Le Monde diplomatique*, Paris, n°374, mai 1985, p.18.
- (33) *Ibid.*
- (34) *Ibid.*, p.15.
- (35) *Ibid.*, p. 119.
- (36) GERARDIN, Paul, «Tiers-monde : d'un fantasme à l'autre», in *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, n°41, août 1985, p.24. (37) ZIEGLER, Jean, *Vive le pouvoir ! ou les délices de la raison d'Etat*, Ed. du Seuil, Paris, 1985, p.81. (38) BRUNEL, op. cit., p.405.
- (39) BRUCKNER, op. cit., p.249.
- (40) GRESH, Alain, «Une fondation au-dessus de tout soupçon», in *Le Monde diplomatique*, Paris, n°374, mai 1985.
- (41) JULIEN, Claude, «Une bête à abattre : le «tiers-mondisme»», in *Le Monde diplomatique*, Paris, n°374, mai 1985, pp.13-15.
- (42) BRAUMAN, lettre, op. cit.
- (43) BRUNEL, op. cit., p.341.
- (44) LACOSTE, op. cit., p.51.

- (45) BRUNEL, op. cit., p.341.
- (46) COND AMINES, Charles, «Le grand bazar de la charité», in Le Monde diplomatique, Paris, n°390, septembre 1986, pp.20-21.
- (47) LIEBM AN, Marcel, Les socialistes belges, Ed. Vie ouvrière, Bruxelles, 1979, p.16.
- (48) Ibid., p. 17.
- (49) Ibid., p. 17.
- (50) Ibid., p. 16.
- (51) CHALIAND, op. cit., p.275.
- (52) «Sciences et idéologies en économie», Contradictions, Bruxelles, n°15-16, juin 1978, p.1.
- (53) BRAUMAN, lettre, op. cit.
- (54) OUDET, op. cit.
- (55) BRUNEL, op. cit., p. 142.
- (56) BRUCKNER, op. cit., p.43.
- (57) Ibid., p.36.
- (58) BRUNEL, op. cit., p.395.
- (59) RANGEL, op. cit., pp.190-192.
- (60) REVEL, op. cit., p.76.
- (61) SITBON, Guy, «Le temps des méprises», in Le tiers-monde et la gauche, Ed. du Seuil, 1979, p.73.
- (62) REVEL, Jean-François, Ni Marx, ni Jésus, Ed. Robert Laffont, Paris, 1970, p.75.
- (63) REVEL, Jean-François, Préface de l'ouvrage de RANGEL, Carlos, L'Occident et le tiers-monde, Ed. Robert Laffont, Paris, 1982, p.12.
- (64) CHALIAND, op. cit., p.28.
- (65) JULLIARD, Jacques, «Le tiers-monde et la gauche», in Le tiers-monde et la gauche, Ed. du Seuil, Paris, 1979, p.139.
- (66) RANGEL, op. cit., p. 134.
- (67) HAARSCHER, Guy, Philosophie des droits de l'homme, Ed. de l'Université de Bruxelles, 1987, p.103.
- (68) LIBERTE SANS FRONTIERES, Fondation Liberté sans frontières. Pour l'information sur les droits de l'homme et le développement, texte polycopié de présentation de la fondation, pp.14-15.
- (69) JULIEN, Claude, «Choisir les victimes», in Le Monde diplomatique, Paris, n°400, juillet 1987, p.16.
- (70) «Les yeux ouverts», in Temps Nouveaux, Moscou, n°44, octobre 88 et n°52, décembre 88.
- (71) voir Le Monde, 6 février 90.

Comment faire avancer l'intifada ?

(Interview du Dr George Habache)

A l'occasion du 23ème anniversaire du FPLP, le Magazine Al Hadafa rencontré le Dr George Habache, secrétaire général du FPLP.

L'intifada vient de clôturer sa troisième année ; deux ans se sont écoulés depuis la déclaration de l'Etat palestinien. Où en sommes-nous avec la mise sur pied de cet Etat ? Quelles sont les conditions à remplir avant de pouvoir atteindre cet objectif ?

Je ne voudrais pas sous-estimer les résultats obtenus par le soulèvement au cours de ces trois dernières années. Cependant, jusqu'ici, on n'en est qu'au tout début pour ce qui est de combler le fossé qui sépare la Déclaration d'Indépendance de l'établissement dans les faits de cet Etat. Je suis désolé d'avoir à faire une telle évaluation, mais nous devons voir les faits en face. D'autre part, en portant un jugement comme celui-ci, je ne voudrais en aucune manière minimiser la valeur des acquis énormes de l'intifada. En tout premier lieu le fait que l'intifada a pu se maintenir malgré les efforts des forces d'occupation pour l'écraser. Un autre résultat important a été la décision du roi Hussein de se désengager de la rive ouest, palestinienne, du Jourdain. De plus, l'intifada représente une étape qualitativement nouvelle dans le processus de la lutte nationale palestinienne. Elle a en effet déplacé le centre de gravité du conflit avec l'ennemi sioniste sur le sol même de la Palestine occupée. Elle a fait progresser le mot d'ordre de l'Etat Palestinien de la sphère des possibilités historiques vers la sphère des possibilités réalistes, à partir de la déclaration d'indépendance et de la proclamation de l'Etat Palestinien le 15 novembre 1988. Cet Etat a été jusqu'ici reconnu par une centaine de pays.

A cela, il faut ajouter un impact significatif de l'intifada sur l'entité sioniste elle-même, en dévoilant sa nature raciste et fasciste, et en intensifiant son isolement sur le plan international. Les pertes économiques, humaines et morales infligées par l'intifada ont soulevé de sérieuses questions dans la société israélienne quant à l'avenir du projet sioniste dans son ensemble ; elles ont ébranlé les illusions des autorités israélienne selon lesquelles nos masses s'accommoderaient de l'occupation. Tout cela constitue des acquis importants sur le plan politique et moral. Néanmoins, une analyse scientifique approfondie montre clairement que nous n'en sommes qu'au tout début du chemin qui doit nous mener aux objectifs de liberté et d'indépendance que nous nous sommes assignés.

Notre capacité à atteindre ces objectifs dépend d'un ensemble de facteurs essentiels que voici :

PREMIEREMENT : notre vision du soulèvement et de la proclamation de l'Etat palestinien devrait changer, et en particulier la vision de la majorité de la direction de l'OLP. Nous comprenons que la proclamation de l'Etat est une tâche qui exige une lutte; on ne peut plus la considérer à la légère. L'Etat n'est pas simplement «au coin de la rue». Nous avons encore une longue lutte devant nous. La majorité de la direction de l'OLP s'est comportée comme si l'Etat palestinien devait devenir réalité par la simple continuation du soulèvement, de pair avec le soutien international qu'il suscite. C'est là que se trouve la raison des concessions gratuites de la direction de l'OLP, basées sur l'illusion que de telles concessions faciliteraient et rapprocheraient l'établissement de l'Etat. Or maintenant, trois ans après le début de l'intifada, deux ans après la Déclaration d'Indépendance, que voyons nous ? Nous voyons très clairement que l'établissement effectif de l'Etat demeure difficile ; il demande plus de temps, de combats et de sacrifices, il nécessite un travail plus sérieux à tous les niveaux, et pas seulement sur le plan diplomatique. Par conséquent, le premier facteur est la rectification de notre manière de comprendre la proclamation de l'Etat. Nous devons baser notre vision sur une compréhension scientifique du caractère de l'ennemi féroce auquel nous avons à faire face, qui est déterminé à ne pas céder un seul mètre carré du sol palestinien. De plus, la politique de concessions que nous avons adoptée a encore accru l'avidité des autorités d'occupation expansionnistes, les a encouragées à renforcer leur emprise sur la terre palestinienne et à adopter une politique encore plus sanglante envers nos masses révolutionnaires. Il faut tirer les leçons de cette expérience.

DEUXIEMEMENT : Il faut identifier les facteurs qui peuvent contraindre l'ennemi à se retirer des territoires occupés et à reconnaître nos droits, en particulier le droit au retour, l'auto-détermination et l'établissement d'un Etat indépendant. Ces facteurs sont les suivants :

- a. infliger plus de pertes à l'ennemi sur le plan économique, de manière à ce qu'il n'ait aucun bénéfice à l'occupation.
- b. infliger plus de pertes humaines dans les rangs des soldats et des colons.
- c. l'accroissement des pertes économiques et humaines conduira à une crise politique qui forcera l'entité sioniste à reconnaître la nécessité de se retirer des territoires occupés, quelle que soit son arrogance.

TROISIEMEMENT : Nous devons définir un programme militant qui pourra forcer l'ennemi à reconnaître nos droits :

1. la poursuite de l'intifada avec son caractère démocratique de masse dépend de la consolidation de sa base organisationnelle et économique, ce qui lui donnera la possibilité de mobiliser les masses dans leur ensemble, constituera un pré-condition pour une confrontation permanente, permettra de se couper des liens avec les institutions administratives et économiques de l'occupation, et fera progresser l'établissement du pouvoir du peuple.

2. Uniquement poursuivre n'est pas suffisant. Il doit y avoir une escalade, avec pour but une multiplication des pertes humaines, économiques et morales. Les pertes humaines peuvent être multipliées en soutenant le soulèvement par le recours aux armes. L'intifada maintiendrait son caractère démocratique de masse tout en retirant un soutien substantiel du recours à la lutte armée. Mais le soutien à l'intifada par la lutte armée ne doit en aucune manière être compris comme sa conversion en un mouvement d'avant-garde armé.

Toutes les formes de sabotage populaire permanent jouent un rôle décisif pour ce qui est d'infliger des pertes économiques, tandis qu'un retour à une politique de désobéissance nationale en constituerait la base. L'ennemi ne devrait plus pouvoir bénéficier du travail palestinien ou du marché palestinien; pas plus que des taxes excessives qu'il prélève sur nos masses. Une condition préalable pour tout pas en avant dans cette direction est une préparation politique et matérielle sérieuse, ainsi que l'obtention d'un consensus national palestinien concernant la désobéissance.

Quand les facteurs qui viennent d'être énumérés seront combinés, l'occupation deviendra une entreprise à pertes sur le plan économique. A mesure que les pertes humaines s'accroîtront dans les rangs ennemis, l'armée d'occupation deviendra une simple force de sécurité. Alors, inévitablement, il y aura une division politique, sociale et idéologique dans l'opinion publique israélienne et dans les institutions sionistes elles-mêmes. La logique des événements va susciter l'émergence d'un courant de plus en plus fort au sein de l'opinion publique israélienne, des partis et du gouvernement, en faveur d'un retrait des territoires occupés, en vue d'éviter de telles pertes. Ce courant nouveau va se retrouver face à face avec le courant nouveau va se retrouver face à face avec le courant extrémiste qui, lui, continuera à adhérer à ses conceptions et ses illusions expansionnistes. Lors d'une telle confrontation, l'entité sioniste souffrira d'une crise réelle.

Si ces trois facteurs sont mis en oeuvre dans le cadre d'une extension du combat, alors l'établissement réel de l'Etat palestinien deviendra possible. On voit ici l'importance d'autres facteurs urgents, comme la mobilisation de toutes les communautés palestiniennes, le soutien arabe et la pression internationale en vue de forcer l'ennemi à reconnaître nos droits.

Au cours de la première moitié de la troisième année de l'intifada, il y a eu une baisse des activités militantes... Quelle en est la raison, compte tenu de ce que toutes les forces palestiniennes étaient d'accord sur l'escalade de l'intifada ?

Qui dit que toutes les forces étaient d'accord pour passer à l'escalade ? Malheureusement, je me souviens que certains étaient opposés à faire même simplement référence au terme d'escalade dans les déclarations du Commandement National Unifié de l'OLP. Il est exact que nous étions d'accord sur la poursuite de l'intifada, mais l'escalade implique de soutenir l'intifada par les armes, en intensifiant, l'utilisation des cocktails molotovs et des armes blanches, et en recourant à la désobéissance nationale; et sur ce point-là, il n'y avait pas d'accord. Pendant la période en question, certaines forces, malheureusement, songeaient uniquement aux noms de la délégation qui devait aller au Caire pour rencontrer une délégation israélienne en vue de discuter d'un seul sujet : le plan de Shamir pour les élections. Comment pouvait-on s'attendre à parler d'escalade de l'intifada dans un tel contexte ? Donc, la première raison du ralentissement de l'intifada est reliée aux tactiques politiques de certaines organisations palestiniennes, ainsi que de la majorité de la direction de l'OLP. Quiconque pense que la ligne de concessions gratuites n'a pas affecté l'intifada commet une grosse erreur. A certains moments, une telle ligne a eu un effet direct sur l'intifada. C'est ici qu'est le danger. Bien sûr, ce n'est pas l'unique raison. Il y a une autre cause importante, liée à l'absence d'une base organisationnelle suffisamment forte et solide pour garantir la poursuite de l'intifada et assurer la dialectique de son escalade jusqu'à la réalisation de ses objectifs. Il est devenu clair que ce n'est pas une organisation ou un groupe qui est capable de préserver le caractère de masse de l'intifada, qui est apparu pendant les premiers mois, de garantir sa continuation et son escalade quantitative, en préparation de l'escalade qualitative. La poursuite de l'intifada et l'élévation de son niveau sur le plan qualitatif exige la convergence de toutes les forces en un seul front national uni capable de mobiliser toutes les masses, toutes les organisations, les classes et les couches dans un seul mouvement. Malheureusement, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Nous devons toujours faire face au fractionnisme et à la perte d'énergie qui en résulte. Si ce fractionnisme continue, cela pourrait être fatal à l'intifada, en l'empêchant de passer à l'escalade et de faire progresser la réalisation de ses objectifs. Pourquoi ? Parce qu'il y a maintenant d'autres forces dans l'arène, à côté de la direction nationale unifiée ; il y a Hamas, le Jihad Islamique et les autres forces qui sont actives hors du cadre de la direction nationale unifiée, quelles que soient leurs tailles respectives et le niveau de leur activité. De plus, le fractionnisme existe entre les différentes parties de la direction nationale unifiée elle-même. L'état actuel de la base organisationnelle, et les problèmes qui y sont reliés, sont un autre facteur qui affectent le rythme de l'intifada, qui parfois ralentit, stagne ou même se détériore, comme le suggère la question.

A tous les facteurs qui viennent d'être mentionnés, il faut ajouter les plans de l'ennemi vis-à-vis de l'intifada. Il n'y a aucun doute que toutes ces machinations affectent aussi le tempo de l'intifada. Lorsque le Likoud monopolisait le pouvoir, Arens, le nouveau ministre sioniste de la défense, a, de manière inattendue, poursuivi une politique déterminée ayant pour but d'éliminer graduellement l'intifada sans autre façon, en retirant l'armée de certaines positions, spécialement dans les régions rurales, en augmentant les points de contrôle permanents aux endroits critiques, et en utilisant des moyens techniques de reconnaissance sophistiqués. Ceci était couplé à une augmentation de la pression économique sur les ouvriers en particulier : on distribua plus de cartes vertes (qui empêchent d'entrer en Israël pour travailler), tandis que d'autres formes de répression économique et psychologique étaient mises en place à rencontre des masses. Cependant, les masses ont défié et ébranlé cette politique, empêchant les autorités d'occupation d'atteindre le but d'écraser l'intifada tranquillement. Dès lors, l'ennemi en est revenu aux massacres directs contre les masses révolutionnaires ; de nouveaux décrets ont été publiés autorisant les soldats et les colons à ouvrir le feu arbitrairement contre notre peuple. Cependant, les masses ont surpris l'ennemi par la force de leur réaction, qui culmine dans l'actuel guerre des poignards. La politique d'Arens, bien quelle ait été incapable de mettre un terme à l'intifada, a néanmoins joué un rôle en ralentissant, pour un temps, le tempo de l'intifada. J'ai également déjà mentionné le plan Shamir et son impact négatif sur l'intifada.

L'intifada a sa propre dialectique, enracinée dans l'interaction entre les facteurs subjectifs et objectifs. Par exemple, quand l'ennemi a perpétré les massacres de Rishon Letzion et de la mosquée Al Aqsa, ou quand il a assiégé le camp de Breij, on a pu constater que l'intifada a repris vigueur ; la colère montante des masses a balayé toutes les traces d'inertie. D'autre part, le tempo de l'intifada se ralentit quand de tels événements ne se produisent pas. L'explication de ceci réside dans la faiblesse du facteur subjectif, qui est elle-même partiellement due au caractère inadéquat de la base organisationnelle,

comme je l'ai indiqué précédemment. Le facteur subjectif sera décisif pour déterminer les perspectives futures et les destinées de l'intifada.

Le facteur objectif est représenté par l'occupation elle-même, ses différentes formes de répression et les souffrances qu'elle inflige. Le facteur objectif se réaffirme sans cesse et, par là-même, provoque une réaction de la part du facteur subjectif. Le défi face auquel nous nous trouvons est de développer et de consolider le facteur subjectif en vue de relever les défis pratiques qui sont posés par l'intifada. Ce que je veux dire par là, c'est ceci : allons-nous définir une ligne politique correcte, ou allons nous continuer à vivre d'illusions ? Allons-nous unifier notre action, notre détermination et nos ressources pour faire face à l'ennemi, ou bien nos forces vont-elles rester dispersées ? Allons-nous gagner la guerre des volontés, ou laisserons nous la victoire à Shamir et aux autres faucons sionistes ?

L'OLP a dressé un plan pour assurer la poursuite et l'escalade de l'intifada tout au long de sa troisième année. Ce plan a-t-il été réalisé ? Si chacun d'entre nous avait été vraiment désireux de le réaliser, la première moitié de la troisième année n'aurait pas été une période de stagnation ou de déclin. En nous complaisant dans l'action diplomatique au détriment des autres aspects de la lutte, nous avons, en fait, négligé de veiller à réaliser ce plan, ce qui a conduit à son échec. Je ne veux pas sous-estimer l'importance de la diplomatie. Je veux seulement insister sur le danger qu'il y a à s'impliquer tellement dans la diplomatie que les autres tâches militantes soient supprimées. Les aspects que j'ai mentionnés en expliquant le déclin dans les activités de l'intifada ne doivent pas être compris dans le sens qu'il n'y en aurait pas eu d'autres pour cette même période. Une évaluation scientifique de ce phénomène militant unique doit être basée sur tout un ensemble de critères scientifiques et pratiques. Une telle évaluation est essentielle, car elle peut éclairer les différents aspects du processus de l'intifada d'une manière plus complète. Dans ce contexte, le seul fait que l'intifada se poursuive nonobstant les féroces tentatives d'écrasement de la part de l'ennemi est en soi un résultat important. La question est: cela suffit-il dans l'évaluation de l'intifada? Bien sûr que non. L'évaluation doit se baser sur le niveau auquel nous avons accomplis les principes définis par l'intifada: la liberté et l'indépendance, assurer une protection internationale temporaire pour les territoires occupés, boycotter et démanteler petit-à-petit l'administration civile, soutenir l'intifada par les armes, désobéissance civile totale, consolidation du pouvoir populaire, boycott des biens et des taxes sionistes, ... faire face aux faiblesses qui ont émergé au cours de l'intifada tout en faisant avancer ses aspects positifs, etc ... Nous soutenons les programmes militants qui sont capables de garantir une progression continue vers ces objectifs.

Il y a eu des divergences à l'intérieur de la direction nationale unifiée, dans la mesure où certaines forces se sont tenues en retrait et n'ont pas répondu à certains appels. Le rôle de la Direction Nationale Unifiée semble avoir diminué, en termes relatifs, du fait que l'intérêt des groupes participants s'est lui-même réduit. On dit que la Direction Nationale Unifiée ne rassemble plus les dirigeants de ces groupes, mais des cadres de second rang. Pourquoi ce problème à un moment où la Direction Nationale Unifiée devrait fonctionner comme le commandement général de l'intifada ?

Nous devons nous concentrer sur la question de la conversion de la Direction Nationale Unifiée en un véritable quartier général de l'intifada capable de la conduire à la victoire. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles nous n'en sommes pas encore là. La première est le fractionnisme ; chaque organisation donne la plus haute priorité à elle-même plutôt qu'à conduire le mouvement de masse au travers d'un front national qui les contienne tous et qui travaille pour tous, sans fractionnisme. Aucun de nous ne considère la Direction Nationale Unifiée avec autant de sérieux que nos organisations respectives.

La seconde raison, ce sont les nombreuses campagnes d'arrestations dont la Direction Nationale Unifiée a été la cible. Notre incapacité à combler ces vides dans la Direction Nationale Unifiée ne devrait pas, néanmoins, nous conduire à abandonner le mot d'ordre organisationnel correct de créer une Direction Nationale Unifiée clandestine, investie du pouvoir de décision, composée de dirigeants de premier ordre des organisations impliquées. Si l'on s'en tient à notre propre expérience, il peut être préférable d'essayer d'y arriver en se concentrant, pour un temps tout au moins, sur l'établissement de

la structure de la Direction Nationale Unifiée sur des bases parallèles, c'est-à-dire simultanément par le haut et par le bas. On devrait se concentrer sur la création de branches régionales de la Direction Nationale Unifiée à Jérusalem, Ramallah, Naplouse, Jenin, Hébron, Gaza, etc... Même si l'on ne parvient pas à construire des sections de la Direction Nationale Unifiée dans les villes, concentrons-nous sur leur construction dans les villages, les camps, etc... En même temps, les efforts doivent être poursuivis du côté de la structure globale, qui devra culminer avec une direction centrale, clandestine, investie du pouvoir de décision.

Le fractionnisme se manifeste aussi dans les comités populaires. Au lieu d'être de véritables comités populaires, qui mobilisent l'ensemble du peuple dans leur zone d'opération, ils sont fractionnels par caractère ; l'un est lié au Fatah, l'autre au FPLP, etc... Je veux être très franc, car je n'ai pas peur de la vérité, qui est toujours révolutionnaire. La connaissance des faits est le premier pas sur la route qui conduit au traitement des maux existants. Je le dis avec l'espoir que l'année qui s'ouvre, la quatrième année de l'intifada, verra des efforts sérieux et soutenus pour combattre le fractionnisme et consolider et étendre la base organisationnelle. Il devrait y avoir des mesures concrètes pour construire une structure appropriée et complète pour la Direction Nationale Unifiée, ce qui devrait conduire à la création d'un front national central clandestin capable d'éviter les coups de l'ennemi et de devenir un organe de décision qui obtienne l'allégeance de toutes les organisations et encore plus de respect de la part des masses.

La question organisationnelle ne se limite pas à la Direction Nationale Unifiée ou aux comités populaires, mais englobe l'ensemble de la base organisationnelle qui protège l'intifada et lui permet de mobiliser et d'organiser le peuple. Par base organisationnelle, j'entends tous les organes, comités et conseils, y compris la Direction Nationale Unifiée centrale, ses branches régionales, les comités populaires, le «Conseil Supérieur des Femmes», les conseils d'ouvriers, des travailleurs de la santé, des paysans, des étudiants, des comités de commerçants, de résistants, etc.. Pour pouvoir remplir leurs rôles respectifs, tous ces organes doivent se transformer en composante d'un front véritable, qui fonctionne selon les principes qui régissent un tel front : ils doivent regrouper toutes les forces et les personnalités patriotiques ; leurs activités doivent être uniquement basées sur l'intérêt national suprême, de telle façon qu'ils deviennent sur le terrain, les instruments de la Direction Nationale Unifiée, le quartier général. C'est une condition essentielle pour mobiliser les masses pour un combat dynamique, unifié. Autrement, la base organisationnelle souffrira de fractionnisme et dispersera son énergie, ce qui permettra à l'ennemi de progresser vers son objectif d'élimination de l'intifada.

Le courant islamique, et Hamas en particulier, s'en tient toujours à son programme particulier, et reste en dehors de la Direction Nationale Unifiée. Actuellement, il y a des appels en vue de remplacer l'OLP, et Hamas est le candidat le plus en vue car il est soutenu par de nombreuses forces arabes qui l'encouragent à s'affirmer comme une alternative. Comment voyez-vous ce développement dangereux et comment faut-il y faire face ?

Il est naturel que les partis du camp ennemi tentent de créer des alternatives à l'OLP. Ils ont déjà essayé à plusieurs reprises : d'abord les Ligues villageoises, ensuite le plan électoral. Il est également compréhensible que certains régimes arabes essayent de créer des alternatives. On a déjà vu de telles tentatives. Chaque fois que l'OLP s'est trouvée dans une situation de faiblesse ou de crise, certains gouvernements arabes ont cru qu'ils pouvaient réussir une telle tentative. Les efforts croissants de certains régimes arabes de créer une organisation alternative en ce moment particulier sont dus à la position de l'OLP concernant la crise du Golfe, position qui rejette l'intervention étrangère et qui recherche une solution arabe. Il est naturel que Hamas soit le candidat aux yeux des Etats du Golfe.

Quant à savoir si Hamas est prêt à jouer ce rôle, c'est une autre question. Je ne pense pas qu'Hamas acceptera un tel rôle. Tout d'abord, Hamas est, à l'heure actuelle, en train de mener bataille contre l'occupation sioniste. C'est cela qui est, pour Hamas, la contradiction principale, quelles que soient par ailleurs les différences par rapport à l'OLP. D'autre part, Hamas est bien conscient qu'il est loin d'être facile de créer une alternative à l'OLP, et que toute organisation qui accepterait un tel rôle serait la

première perdante. L'OLP est le plus grand acquis de nos masses au cours du combat qu'elles mènent depuis maintenant plus d'un quart de siècle. Toute organisation qui accepterait le rôle d'alternative, minant l'unité nationale tout comme cet important acquis, s'isolerait elle-même des masses. De plus, la composition de classe et le patriotisme de la base et des cadres d'Hamam empêcheraient le mouvement d'accepter déjouer un tel rôle. Au tout début de l'intifada, Hamam était hésitant mais, par la suite, il a participé de façon enthousiaste. Notre explication de ce fait est que la direction d'Hamam a senti que le non-engagement dans l'intifada conduirait à la perte de la majorité de leurs membres à la base. Néanmoins, il est nécessaire d'obtenir leur participation complète en impliquant Hamam dans la Direction Nationale Unifiée et tous les autres organes nationaux. Cela est essentiel pour unifier le centre de décision de l'intifada.

Notre vision du mouvement fondamentaliste islamique, aussi bien arabe que palestinien, doit être modifiée. Il est vrai que certains courants fondamentalistes se sont, par le passé, opposés au mouvement de masse, mais ce n'est pas le cas en général. Nous ne devrions pas rester prisonnier de cette notion dans notre pratique. Initialement, le mouvement fondamentaliste s'est constitué en vue de créer une renaissance pour les Arabes et les Musulmans, et cela grâce à un retour à l'Islam. L'impérialisme a essayé de miner le mouvement de masse arabe en suscitant des conflits entre le mouvement de la renaissance arabe, basé sur le nationalisme arabe, et le mouvement qui aspire à cette renaissance par une restauration religieuse. Je ne vais pas retracer l'histoire du combat des masses arabes contre l'impérialisme depuis le 19ème siècle, mais un simple coup d'oeil sur l'histoire arabe moderne montre qu'il y avait des agents de l'impérialisme derrière chaque affrontement entre mouvements nationalistes et religieux.

La révolution islamique en Iran a clairement montré que la contradiction principale de l'Islam l'oppose à l'impérialisme. Quand nous considérons les positions actuelles des différentes forces concernant la crise du Golfe, nous pouvons voir la dimension du mouvement fondamentaliste qui prend fait et cause pour l'Irak face à l'agression étrangère. C'est pourquoi j'appelle l'OLP à poursuivre le dialogue avec Hamam afin de les convaincre de travailler au sein de l'OLP, le seul représentant légitime de tous les Palestiniens, reconnu comme tel au niveau international, arabe et palestinien, aussi bien par les instances officielles que par le peuple.

Hamam ne refuse pas en principe de participer aux organes de l'OLP. C'est une attitude positive que nous apprécions. Hamam demande que sa représentation dans ces organes soit proportionnelle à sa taille réelle, ce qui est une demande correcte. Le FPLP demande, lui aussi, une représentation proportionnelle dans les organes de l'OLP. Bien sûr, nous ne sommes pas d'accord avec Hamam quand il affirme qu'il regroupe 40 à 50 % de la population palestinienne, comme il l'écrit dans le mémorandum au Congrès National Palestinien. Pour résoudre ce problème, nous devons arriver à un consensus sur un ensemble de critères objectifs pour mesurer la taille respective des différentes organisations sur le terrain. Si nous pouvions avoir des élections nationales, qui permettraient au peuple de Palestine d'élire leurs dirigeants et leurs députés, le problème serait résolu, car nous sommes tous prêts à nous incliner devant la volonté populaire. Mais aussi longtemps qu'une telle solution est impossible, nous devons nous mettre d'accord sur certains critères pour mesurer la taille respective des organisations. De tels critères pourraient être le nombre de prisonniers, de martyrs, d'opérations militaires et de participation dans les élections syndicales de chaque organisation. Ceci est la solution au problème soulevé par Hamam et, en l'occurrence, il ne s'agit pas du problème d'Hamam uniquement.

Le second problème qui retarde l'entrée d'Hamam dans l'OLP est la ligne politique. A ce sujet, je voudrais conseiller à Hamam d'établir une distinction entre la ligne politique de tel groupe particulier d'une part, et d'autre part le dénominateur national commun approuvé par l'ensemble des organisations dans le cadre d'un front national démocratique. Hamam doit adopter une attitude responsable à cet égard. Pour être franc, c'est l'attitude d'Hamam lui-même qui déterminera à quel point il est sérieux dans ses efforts d'unité nationale. Autrement, on continuera à avoir plusieurs centres, avec tout ce que cela entraîne, y compris le danger d'alternatives (à l'OLP). Hamam est pleinement habilité à propager sa doctrine et sa vision politique de la libération parmi les masses de Palestine. Mais il n'a aucunement le

droit d'imposer ces idées par la force. Quiconque veut l'unité, quiconque veut opérer au sein de l'OLP — qui est le cadre auquel les masses adhèrent — doit chercher le dénominateur commun national sur lequel toutes les parties sont d'accord.

Finalement, quiconque craint que Hamas puisse constituer une alternative à l'OLP doit travailler à renforcer la position de cette dernière. Ce qui implique d'introduire dans l'OLP des réformes démocratiques radicales. Ce qui implique également de continuer les tactiques politiques dont l'expérience a montré qu'elles étaient valables et de rejeter les tactiques avérées mauvaises. Ce qui implique de soutenir la Direction Nationale Unifiée pour réaliser son programme de lutte, permettant aux masses dans les territoires occupés de devenir une force solide, unifiée, en étroite relation avec l'OLP et sa direction collective.

Depuis trois ans, le mot d'ordre a été lancé de soutenir l'intifada par la lutte armée, mais il est resté sans suites, à l'exception de quelques opérations militaires éparses. Pourquoi est-il si difficile de mettre ce slogan en pratique ?

Soutenir l'intifada par la lutte armée est, en quelque sorte, une condition préalable à la réalisation des objectifs de l'intifada. Infliger régulièrement des pertes aux troupes ennemies et aux colons est l'un des principaux moyens pour contraindre l'ennemi à se retirer des territoires occupés et à reconnaître nos droits, y compris le droit à un Etat. Le phénomène des couteaux et des haches traduit le sentiment des masses, selon lequel la seule manière de faire face à l'arrogance et à la répression de l'ennemi est de lui infliger des pertes humaines continues afin de le convaincre que le sang palestinien se vendra plus cher qu'il le croit. Je veux insister sur le fait que notre insuccès à mettre en pratique ce slogan ne signifie pas que nous allons le mettre de côté: au contraire, cela signifie que nous devons analyser les causes de notre faiblesse et de notre échec, afin d'être finalement capables de remporter des succès.

Lors de la 19ème session du Congrès National Palestinien (novembre 1988), quand la naissance de l'Etat palestinien a été annoncée, on a aussi adopté le mot d'ordre de soutenir l'intifada par la lutte armée. A ce moment-là, notre projet était que les différents contingents de la résistance en dehors de la Palestine attaquaient les troupes israéliennes par-delà toutes les frontières arabes, en particulier du Liban, parce qu'il-y a là des milliers de combattants palestiniens et que la seule raison de leur présence, outre la défense des camps, est de combattre les troupes ennemies...

Mais que s'est-il passé? Certaines organisations palestiniennes, convaincues que la diplomatie et la politique des concessions conduiraient à l'établissement de l'Etat, n'ont pas mobilisé leurs combattants ni mis en oeuvre les moyens nécessaires afin de rencontrer les exigences de cette grande tâche qu'est le soutien de l'intifada par la lutte armée. Mais pour être précis et scientifique dans notre évaluation, ce fait à lui seul n'explique pas l'échec de la mise en pratique de ce mot d'ordre. Certaines organisations ont fait de sérieux efforts pour l'appliquer mais les résultats ont été médiocres. L'une des principales raisons réside dans les difficultés que rencontre toute action de commando par-delà la frontière libanaise en particulier et les frontières arabes en général. Pour atteindre le territoire palestinien, le combattant palestinien doit parfois franchir trois ou quatre barrages avant de se trouver face à face avec l'ennemi.

Outre les circonstances objectives complexes, l'action militaire de toute la résistance palestinienne est confrontée à une crise subjective qui est liée au facteur objectif... Dans une interview comme celle-ci, il est difficile de faire une analyse de ce que j'entends par «crise subjective». Cependant, je veux insister sur le fait que nous, au sein du FPLP, nous avons réfléchi sur cette crise et que nous sommes déterminés à la dépasser. Nous sommes conscients de la difficulté de cette question et du temps qui sera nécessaire pour la résoudre... Cette crise est une crise universelle qui affecte l'action militaire de la révolution palestinienne dans son ensemble et pas seulement l'une ou l'autre de ses composantes.

Ce qui est maintenant nécessaire, à titre transitoire, c'est de se concentrer sur ces opérations de type nouveau, à grands risques, qui sont apparues dans le contexte de l'intifada — l'utilisation de couteaux,

les initiatives qualitatives, combinées à un usage intensifié de cocktails Molotov et au sabotage populaire à grande échelle. A côté de cela, de sérieux efforts doivent encore être déployés pour appliquer le mot d'ordre de soutenir l'intifada par la lutte armée, non seulement en Palestine mais aussi de l'extérieur, de toutes les positions possibles. L'ennemi ne doit avoir aucun répit ; les communautés palestiniennes continueront leur lutte sous toutes ses formes contre cet ennemi agressif, fasciste.

L'intifada a marqué le départ d'une nouvelle phase dans la lutte nationale palestinienne, grâce à sa nature massive et démocratique. Toutes les masses sont entrées dans l'arène, par des manifestations, des grèves, des slogans, la construction de barricades, des jets de pierres, de cocktails Molotov et des frondes. Ce caractère de masse doit se prolonger. De là, mon insistance constante pour qu'on fasse clairement la distinction entre la conversion de l'intifada en lutte armée — ce qui, à mon avis, est une erreur — et le soutien de l'intifada par la lutte armée — ce que je considère comme une nécessité objective et urgente. Nous devons savoir avec précision comment jeter un pont entre, d'une part, les exigences du large mouvement populaire et démocratique engagé dans une confrontation et, d'autre part, la voie de l'escalade de la violence révolutionnaire organisée. Nos masses sont impatientes d'asséner des coups aux troupes ennemies et aux colons, plutôt que d'être prisonnières des mesures répressives des autorités d'occupation. Accroître les pertes dans les rangs de l'ennemi, c'est l'une des voies principales pour développer l'intifada et la faire progresser qualitativement, au lieu de rester la proie des mesures répressives des autorités occupantes.

L'année 1990 a connu de nombreux événements qui ont eu un impact crucial sur la politique palestinienne : la suspension du dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP, le nouveau gouvernement d'extrême-droite israélien et l'effondrement des efforts pour organiser une réunion palestinienne-israélienne. Les slogans principaux de la politique palestinienne depuis le dernier Congrès National Palestinien sont devenus futiles devant l'intransigeance des Etats-Unis et d'Israël. Dans cette perspective, êtes-vous en faveur de la convocation d'un nouveau Congrès National Palestinien ou bien s'agit-il simplement de revoir l'aspect tactique de cette initiative ?

Pour commencer, nous devrions nous mettre d'accord sur ce qu'on entend par l'initiative de paix palestinienne. S'agit-il de la prise de position du Président de la Palestine à Genève, quand il a déclaré sa reconnaissance d'Israël, sa renonciation — pas sa condamnation — au terrorisme et son acceptation des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité, sans lier celles-ci aux résolutions de l'ONU qui traitent de la question palestinienne ? Cette déclaration était en parfait accord avec les conditions posées par Shultz (alors Secrétaire d'Etat des Etats-Unis) et transmises par des médiateurs suédois et égyptiens, et quelques palestiniens. Est-ce cela l'initiative palestinienne ? Ou est-ce le discours du Président Arafat à la session de l'Assemblée Générale de l'ONU à Genève, qui était plus proche des résolutions du 19ème Congrès National Palestinien, bien qu'il ne les reflétait pas de manière tout à fait stricte ? Ou bien la reconnaissance des résolutions 242 et 338 par la majorité du CNP ? L'initiative palestinienne a été entourée d'un grand flou, d'une multiplicité de vues et d'interprétations différentes. Il faut absolument que le nouveau Congrès définisse clairement l'essence de cette initiative. Une question tellement critique ne peut pas rester dans le vague. Le FPLP ne peut pas être d'accord avec une initiative de paix palestinienne basée sur les résolutions 242 et 338 ou sur la reconnaissance d'Israël.

L'initiative qui jouirait du consensus du peuple palestinien dans cette phase doit être basée sur la légitimité internationale, c'est-à-dire de toutes les résolutions internationales.... Les résolutions qui ont une légitimité internationale, soutiennent notre droit au rapatriement (résolution 194 de l'ONU), notre droit à l'autodétermination (résolution 3236 de l'ONU) et notre droit à un Etat (résolution 3276 de l'ONU). Ainsi, la légalité internationale nous fournit l'opportunité de réaliser tous nos objectifs dans cette étape. C'est la seule initiative que nous acceptons: une solution basée sur la légalité internationale. Il faut donc que le CNP définisse de façon précise l'essence de l'initiative de paix palestinienne pour mettre fin aux interprétations arbitraires de la part de n'importe quelle organisation, dirigeant ou individuel palestiniens. A cette fin, le Congrès National Palestinien devrait se réunir aussi

vite que possible pour redéfinir cette initiative qui a souffert de maintes déformations de la part de factions et d'individus.

Néanmoins, l'échec actuel de l'initiative de paix palestinienne n'est pas uniquement dû à ces déformations ; il y a aussi les facteurs suivants : — 1) la ligne de concessions gratuites, qui doit être revue et — 2) la préférence du courant dominant de l'OLP pour la diplomatie plutôt que pour la combativité dans la pratique réelle. Ces facteurs ont nui aux programmes combatifs pouvant servir à créer un nouveau rapport de forces qui obligerait l'ennemi à accepter l'initiative de paix palestinienne. Nous exigeons par conséquent la réunion du Congrès National Palestinien pour revoir l'initiative de manière responsable, pour la définir clairement et pour réviser les tactiques politiques erronées, telles que le soutien au régime de Camp David (Egypte), l'illusion que l'attitude de l'administration des Etats-Unis peut être changée en faisant des concessions gratuites, la préférence de la diplomatie sur la combativité et la négligence de la lutte, pour changer les rapports de force...

La ligne incorrecte sur le plan de la tactique politique suivie par la direction dominante de l'OLP a eu des effets négatifs sur les invariables principes nationaux palestiniens. Il a également, dans une certaine mesure, affecté l'unité de l'intifada et l'unité du peuple palestinien en général. C'est là le danger, et nous sommes obligés de reconsidérer notre expérience et de revoir notre pratique des deux dernières années. Il y a beaucoup de leçons à en tirer, et nous ne devons pas manquer de le faire. Notre sérieux dans l'élaboration d'une ligne politique correcte et d'un programme de lutte radical pour la période à venir dépend de notre sérieux dans la définition des erreurs que nous avons commises dans la période passée.

La bureaucratie et la stagnation ont atteint un tel niveau dans les institutions palestiniennes que celles-ci sont incapables de prendre en charge leurs tâches conformément aux exigences de l'intifada. Une réforme démocratique est devenue de plus en plus urgente. Quelle est la raison de l'hésitation à faire des réformes ? Comment peut-on faire avancer le processus de réforme ?

Ce n'est pas une question d'hésitation. Le problème est lié aux changements qui se sont produits dans la structure de l'OLP à travers les années et à la nature de cette structure elle-même. L'OLP est devenue plus semblable à un Etat qu'à une révolution, tant en essence qu'en pratique. Cet aspect étatique de l'OLP souffre des mêmes défauts qu'on a observés dans les Etats progressistes et nationalistes dans le monde... Honnêtement, nous devons avouer que le problème concerne à des intérêts, des intérêts établis dans l'appareil bureaucratique de l'OLP... Est-ce une coïncidence que les plaintes contre la bureaucratie et la stagnation viennent souvent des masses palestiniennes et de gens qui sont connus pour leur dévouement à l'OLP, des gens qui aspirent vivement à ce que l'OLP devienne un front national capable de mobiliser toutes les masses palestiniennes dans notre lutte décisive contre le sionisme et contre l'entité sioniste ?

Une nette contradiction s'est créée entre les masses de l'intifada en Palestine et l'OLP en exil... Qui est responsable de la mobilisation de toutes les masses palestiniennes, particulièrement dans les endroits où elles sont concentrées — les territoires occupés en 1948, le Liban, la Jordanie, la Syrie, etc. — pour qu'elles puissent contribuer à soutenir l'intifada ? Les masses ont-elles hésité à faire des sacrifices ? N'ont-elles pas été extrêmement disciplinées ? Où est le problème, si ce n'est dans les institutions de l'OLP et leur mode de fonctionnement ?

Lors de sa prochaine session, le Congrès National Palestinien doit considérer avec beaucoup de sérieux la question de la réforme démocratique, en rapport avec les exigences de l'intifada.... A l'époque de l'intifada, la réforme démocratique n'est pas seulement une question organisationnelle, elle est aussi intimement liée à la ligne politique, la ligne de masse et la ligne militante de l'OLP. Les meilleurs programmes sont voués à la poubelle s'il n'y a pas d'administration adéquate pour les appliquer.

On en arrive maintenant à la deuxième partie de la question — comment promouvoir la réforme démocratique. Tout d'abord, il doit y avoir un changement dans la structure des institutions et des organes de l'OLP, y compris dans celle des organisations de masse. Ils doivent être réorganisés selon le principe de la représentation proportionnelle, fondée sur la proportion réelle de chacune des forces de la révolution.... Dans ce contexte, je veux mettre l'accent sur le Congrès National Palestinien, parce qu'il a une position et une signification particulières parmi toutes les institutions de l'OLP. Il est bien connu que les institutions de l'OLP sont en fait des institutions du Fatah, avec une représentation symbolique des autres organisations. De la grosse centaine d'ambassades et de représentations diplomatiques de l'OLP dans le monde, 95 % sont dirigées par le Fatah. Je ne pense pas que cette situation convienne à notre conception des rapports au sein d'une alliance démocratique, et elle ne sert pas non plus la révolution. Il faut créer de nouvelles bases pour la structure et l'encadrement de ces institutions.

Deuxièmement, le point précédent est insuffisant en soi-même; il doit être suivi par l'établissement de normes démocratiques de fonctionnement de ces institutions, à l'inverse des traditions basées sur l'individualisme qui prévalent actuellement. Les organes de l'OLP doivent être basés sur la direction collective, le dévouement à leurs règles de travail ; la restauration de l'importance de l'organe législatif, le Conseil National Palestinien, qui ne doit pas rester prisonnier de autorité exécutive ou du seul président de l'OLP.

Cela signifie également qu'il faut rétablir l'importance du conseil central comme l'organe qui supervise le comité exécutif, contrôle son action et a le pouvoir de démettre chacun de ses membres si cela s'avère nécessaire, surtout s'il représente la bureaucratie et l'inertie.

Troisièmement, il est essentiel que les masses palestiniennes soient informées de la situation dans les institutions de l'OLP, pour qu'elles puissent prendre en charge leur tâche de correction de telles faiblesses. J'espère que la direction de l'OLP tirera les leçons des événements partout dans le monde où il y a eu des révoltes contre la bureaucratie et la stagnation. Les masses palestiniennes doivent jouer un rôle effectif et mettre sous pression la direction avec l'objectif de réaliser une réforme démocratique radicale dans les organes de l'OLP. Ces organes ne sont pas la propriété de quelques groupes ou dirigeants que ce soit; ils appartiennent aux masses. Il est donc naturel que les masses exercent leur rôle dans la supervision de ces institutions pour corriger leurs erreurs aussi bien que pour lutter contre toutes les manifestations d'inertie, de laxisme et de privilèges bureaucratiques. Il est hors de doute que le succès dans cette tâche dépend de l'aptitude de l'avant-garde à mobiliser les masses et à les armer d'une conception scientifique de la réalité, pour changer le rapport des forces dans l'OLP.

Il reste un dernier point : le FPLP et d'autres organisations et personnalités nationalistes parlent depuis longtemps de la réforme démocratique sans parvenir à aucun résultat qualitatif concret. Cela ne veut pas dire que notre lutte a été inutile ou qu'elle n'était pas nécessaire, mais simplement que nous ne sommes pas encore parvenus à un changement qualitatif. Par exemple : en 1979, le 14ème Congrès National Palestinien a adopté un programme organisationnel, mais il n'a pas été mis en pratique. Le 19ème Congrès a élu un Conseil Central comme organe de contrôle qui n'avait pas qu'un rôle consultatif, mais le statut du Conseil est resté en grande partie ce qu'il était auparavant. Le processus de réforme ne sera pas simple à réaliser, d'autant plus qu'il va à rencontre des intérêts de la faction privilégiée qui prévaut. Il faut s'accorder sur la base et sur les programmes de la réforme, les masses doivent peser de tout leur poids pour aboutir à sa réalisation. Ce sont elles qui constituent la clef de voûte pour créer un rapport de forces (internes) qui rendrait la réforme inévitable.

L'ensemble de ce processus complexe doit se dérouler dans le cadre de l'unité nationale palestinienne, sur la base du principe «unité — lutte — unité». Une dernière remarque : quand le FPLP parle de réforme, nous ne visons pas seulement une redistribution des postes au sommet. Nous voyons la réforme comme un processus profond et cumulatif qui peut restaurer la vitalité et la collégialité des institutions nationales. Nous percevons la réforme comme liberté de débat, prises de décisions collectives et obligation de rendre compte de tout manquement. Un tel processus est une condition

préalable essentielle pour élever le niveau de l'intifada et des gigantesques tâches de notre lutte nationale. J'espère que le Conseil National Palestinien prendra en charge cet élément important et qu'il offrira aux masses de l'intifada le cadeau de la réforme démocratique de l'OLP.

Si l'intifada, malgré tous les sacrifices qui ont été consentis pour elle, n'est pas parvenue par elle-même à réaliser ses objectifs fondamentaux de liberté et d'indépendance, cela pourrait signifier qu'à l'heure actuelle, le rapport de forces nécessaire fait défaut et qu'il faudrait faire jouer de nouveaux facteurs. Certains pensent que l'Irak jouera un rôle important. Quelle est votre évaluation de ce facteur nouveau ?

Pour le moment, l'équilibre des forces entre l'intifada et les forces d'occupation est toujours en faveur de l'ennemi sioniste. Et ce malgré les succès de l'intifada et malgré notre évaluation selon laquelle elle a inauguré une nouvelle étape dans la lutte nationale palestinienne. C'est pourquoi la révolution palestinienne doit, avant la convocation du Congrès National Palestinien, définir le nouvel ensemble de facteurs qu'il va falloir faire jouer pour renverser la situation. Je commencerai par les facteurs palestiniens, bien que la question porte sur une évaluation du rôle de l'Irak, parce que les facteurs palestiniens sont décisifs en tant que manifestations de l'élément subjectif. Pour ce qui est des facteurs palestiniens, les principales lignes de forces sont : passer à l'escalade, soutenir l'intifada par la lutte armée, poursuivre les efforts pour instaurer le pouvoir du peuple ; augmenter notre capacité à passer à la désobéissance nationale par vagues successives, ce qui conduira à un mouvement de désobéissance nationale universelle ; mobiliser les communautés palestiniennes en dehors de la rive gauche et de la bande de Gaza, en particulier les Palestiniens des territoires occupés en 1948, ensuite ceux du Liban, de Jordanie, de Syrie, etc...

L'établissement de l'Etat palestinien devrait devenir la tâche de tous les Palestiniens sans exception, ce n'est pas uniquement la tâche des Palestiniens de la rive gauche ou de la bande de Gaza. Tout le potentiel du peuple palestinien devrait être concentré sur cette bataille. Quand on définit le rôle des Palestiniens du Liban ou de Jordanie, on doit rappeler les principaux résultats de nos précédentes expériences dans ces deux pays. Nous devons, en tout premier lieu, mener nos activités militantes en coordination avec les mouvements nationaux du Liban et de Jordanie. Pour être en mesure de mobiliser toutes les masses palestiniennes dans l'ensemble de ces régions, l'OLP doit se soumettre à un processus radical de réforme démocratique. Je voulais mettre l'accent sur ces grandes lignes parce que je suis profondément convaincu, sur base de notre expérience antérieure, que la libération de la Palestine, ou même l'établissement d'un Etat palestinien sur une partie du territoire de la Palestine, est une tâche dans laquelle les masses devraient avoir le rôle dirigeant. Je dis cela sans vouloir ignorer l'importance du lien entre le facteur national palestinien et le facteur pan-arabe, et sans ignorer la signification de ce dernier dans le processus de libération et le renversement du rapport de force, actuellement défavorable, au niveau arabe.

Je suis d'accord pour dire que l'Irak tient une place essentielle parmi les nouveaux facteurs qui devraient être mis en jeu. L'Irak possède actuellement une force militaire énorme, que ce soit au point de vue du nombre de soldats, de l'expérience accumulée, du niveau technologique ou de la qualité des armes de dissuasion.

Avec tout ceci, l'armée irakienne constitue une grande force, dont l'ennemi fait état bien plus que l'Irak elle-même. La spécificité du rôle de l'Irak ne se limite d'ailleurs pas à l'aspect militaire. L'Irak est un pays producteur de pétrole qui est en mesure de mettre le facteur pétrole dans les calculs de la bataille, avec toutes les implications que cela peut avoir pour l'impérialisme américain. La récente proposition irakienne d'accepter les résolutions des Nations Unies, pour autant qu'elles soient aussi appliquées pour le règlement de la question palestinienne, a prouvé la validité de cette idée d'une façon concrète.

La difficulté essentielle à laquelle l'intifada a eu à faire face pendant les trois dernières années a été la faiblesse du lien arabe, l'absence d'un environnement arabe favorable. Dès lors, la position irakienne actuelle, qui insiste sur la liaison entre tous les problèmes de la région et ceux qui ont été soulevés par

la crise du Golfe, pourrait constituer un point de départ pour reconstruire un environnement arabe favorable. Par là, nous voulons dire que les masses arabes et le mouvement de libération nationale arabe devraient sans nul doute jouer un rôle dans la modification du rapport des forces. L'OLP, du fait de son alliance avec l'Irak, s'appuie actuellement sur l'arme du pétrole... Quel facteur pourrait être plus décisif ?

Bien que la cadence du combat des masses palestiniennes dans les territoires occupés en 1948 s'est élevée, leur rôle reste actuellement confiné au soutien plutôt qu'à la participation directe. Quel programme l'OLP devrait-elle adopter pour accroître leur rôle dont tous, y compris les Israéliens, s'accordent à penser qu'il devrait donner une impulsion importante au combat pour l'Etat palestinien ?

Le rôle futur des territoires occupés en 1948 va être un des facteurs essentiels qui permettront à l'intifada d'atteindre ses objectifs de liberté et d'indépendance. Il est nécessaire de réaffirmer ce rôle. Je n'oublierai jamais la déclaration d'un officiel israélien qui disait que la plus grande catastrophe pour l'Etat sioniste serait d'être confronté à l'intifada dans les territoires occupés en 1948. Il ajoutait qu'un tel phénomène pourrait ébranler les bases même d'Israël. Ceci dit, le combat de notre peuple dans les territoires occupés en 1948 peut-il s'élever au niveau d'un soutien actif et, en fin de compte, d'une participation ? Ma réponse tient en deux parties.

D'abord, quand les masses dans les territoires occupés en 1948 sentiront que l'avenir de l'intifada aura un impact décisif sur leur propre futur, alors ils participeront. Cela se passera quand l'OLP agira comme le représentant du peuple palestinien tout entier, où que ce soit, et quand les masses verront clairement que l'OLP agit ainsi. Israël part du principe que les masses palestiniennes dans les territoires occupés en 1948 sont des Israéliens arabes. Les masses rejettent absolument cela. L'OLP doit déclarer ouvertement qu'elle n'acceptera aucun règlement de la question palestinienne qui ne contiendrait pas une solution pour les territoires occupés depuis 1948. Et l'OLP doit aussi agir sur cette base. Le programme actuel de l'OLP est favorable au rapatriement, à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat. C'est ce que l'on répète dans tous les appels de la direction nationale unifiée. N'est-il pas évident que l'auto-détermination devrait inclure aussi les Palestiniens des territoires occupés en 1948? Alors, la bataille pourrait être menée dans l'unité, et la partie de notre peuple qui vit dans les territoires de la Palestine occupée en 1948 pourrait élever le niveau de leur combat jusqu'à la participation active à l'intifada...

Si la direction de l'OLP s'interdit de faire référence à l'avenir des territoires occupés en 1948, cela est dû à sa perception et à sa tactique erronées en ce qui concerne la matérialisation des objectifs de l'intifada. Cette mauvaise perception simplifie à l'extrême la question de l'établissement de l'Etat. La direction dominante de l'OLP ne veut pas effrayer Israël en soulevant la question. Elle s'imagine que cela rendrait plus compliqué l'établissement de l'Etat sur la rive ouest et dans la bande de Gaza. Maintenant, au vu de l'échec de cette perception et de cette tactique, la direction de l'OLP doit considérer de nouvelles tactiques capables de réaliser les objectifs de l'intifada. Dans une nouvelle perception telle celle-là, la question de notre peuple dans les territoires occupés en 1948 devrait se voir attribuer une priorité maximale dans notre programme militant visant à la réalisation des objectifs de l'intifada, la liberté et l'indépendance. Lors de sa prochaine session, le Congrès National Palestinien devra également prendre en considération cette question cruciale et prendre des décisions claires.

La seconde partie de ma réponse porte sur les facteurs subjectifs liés à la partie de notre peuple qui vit dans les territoires occupés depuis 1948 : les forces patriotiques et progressistes qui sont actives là-bas, et la nécessité pour ces forces de s'élever au niveau des aspirations politiques, économiques et militantes des masses palestiniennes... Ces forces doivent travailler dur pour unifier leur action sur la base de leur dénominateur commun national. Personne ne devrait se comporter comme s'il détenait le monopole de la vérité.

Notre peuple est en train de mener une lutte nationale dans toutes ses dimensions et toutes ses manifestations. C'est pourquoi tous les secteurs, toutes les classes, toutes les couches de notre peuple et leurs forces politiques, quelles que soient leurs tendances idéologiques, sont appelées à mobiliser tout leur potentiel pour cette lutte de longue haleine. Notre peuple dans les territoires occupés depuis 1948 est bien conscient des plans des occupants sionistes visant à éliminer leur identité et leur existence même. C'est pourquoi ils sont petit-à-petit en train d'élever le niveau de l'affrontement avec les forces d'occupation. En disant cela, je suis pleinement conscient des conditions historiques objectives auxquelles est soumis notre peuple là-bas. Ces conditions sont extrêmement difficiles et complexes, mais elles ne devraient jamais constituer un obstacle au développement de la lutte contre l'occupation. Le plus grand soutien que les masses dans les territoires occupés depuis 1948 peuvent fournir à l'intifada et à la cause nationale est d'intensifier leur combat contre l'occupation, pour leur existence et leurs droits nationaux, etc. Toute force politique qui ne parvient pas à comprendre cela devra, tôt ou tard, le payer très chèrement. Les masses palestiniennes qui vivent là sont soumises à toutes sortes de formes d'oppression et de terreur, au même titre que nos masses sur la rive ouest et dans la bande de Gaza. Dans ce sens, ils sont objectivement au coeur de la bataille. C'est bien cela qui effraye l'ennemi. Ce qui est arrivé dans cette région à la suite des massacre de Rishon Letzon et de la mosquée Al Aqsa est extrêmement significatif.

C'est notre ligne politique d'aborder cette question très clairement. Nous considérons que l'autodétermination est le mot d'ordre politique radical pour cette communauté palestinienne particulière. Le FPLP met en avant les tâches militantes suivantes en vue de la réalisation de cet objectif: lutter pour consolider l'identité nationale palestinienne ; résister à toute tentative de dénier leur caractère national distinct aux masses palestiniennes qui souffrent sous le joug de l'occupation coloniale sioniste ; faire face à toute forme de discrimination et de persécution; se battre pour le droit des masses à établir leur propres institutions, partis, sociétés, syndicats et organisations de masse; développer le combat contre la confiscation du sol et la politique de déracinement de la population originelle qui est remplacée par des colons sionistes ; résister à l'immigration juive sur notre terre natale ; et les autres tâches spécifiées dans le nouveau programme politique du FPLP (Le programme en question est une proposition qui est actuellement en cours de discussion et d'amendement avant adoption au congrès du FPLP).

Le mot d'ordre d'autodétermination devrait constamment être invoqué pour notre peuple dans les territoires occupés en 1948. Sa mise en oeuvre dépendra de l'avancée de la révolution palestinienne vers la réalisation effective des mots d'ordre de l'intifada que sont la liberté et l'indépendance, c'est-à-dire l'établissement de l'Etat palestinien.

L'immigration juive croissante atteint le seuil d'un désastre national semblable sous plusieurs aspects, pour ce qui est des conséquences, aux catastrophes de 1948 et 1967. Comment évaluez-vous la situation après l'arrivée de tous ces nouveaux immigrants, en provenance principalement d'Union soviétique ? Quels sont les résultats des efforts palestiniens vis-à-vis de l'Union soviétique à cet égard ?

La vraie question est l'immigration des Juifs d'Union soviétique, et non l'immigration juive en général. Sans celle-là, en effet, l'immigration juive serait restée à son niveau antérieur. Plus de 150.000 Juifs soviétiques ont immigré en Palestine cette année. D'ici la fin de l'année, on s'attend à un total de 200.000 immigrants. Les déclarations des sionistes aussi bien que les données statistiques s'accordent à prévoir qu'environ un million de Juifs soviétiques vont immigrer en Palestine au cours des cinq prochaines années. C'est bien sûr un désastre, mais j'ai quelques réserves à le comparer aux catastrophes de 1948 et 1967. En 1948, l'Etat israélien a été établi sur la terre palestinienne. Il s'agissait d'un développement qualitatif du conflit entre la Palestine et les sionistes. En 1967, Israël a parachevé son occupation complète de toute la Palestine; il a également vaincu la Syrie et l'Egypte, et occupé le Sinaï ainsi que les hauteurs du Golan, élevant ainsi le conflit sionistes-arabes et sionistes-palestiniens à une étape qualitativement nouvelle.

L'actuelle immigration juive constitue certainement une très sérieuse menace, mais il ne s'agit pas d'un développement qualitatif du conflit... comme en 1948 ou 1967. Cette analyse ne nous fait pas négliger, néanmoins, les conséquences directes de cette immigration sur les masses palestiniennes dans les territoires occupés en 1948 aussi bien que dans ceux occupés en 1967. En particulier, elle encourage les sionistes dans leur expansionnisme et l'établissement de nouvelles colonies; elle modifie les données démographiques et augmente le potentiel humain et économique des occupants, ce qui redonne vie à certaines doctrines sionistes... comme le Grand Israël dont parle Shamir.

Cette question pourrait mener à un développement qualitatif si Israël opte pour une politique de «transfert», de déplacement collectif de tous, ou en tout cas d'un grand nombre de Palestiniens vers la Jordanie et d'autres pays. On doit rester conscient de cette éventualité... même si la mise en oeuvre d'une telle chose ne serait pas aisée pour Israël et aurait des conséquences imprévisibles dans la région arabe.

La direction palestinienne a discuté cette question avec les autorités soviétiques. L'Union soviétique n'est pas en position de pouvoir empêcher ou limiter cette immigration, du fait de sa nouvelle politique internationale, de son engagement sur la question des droits de l'homme et des accords d'Helsinki. Cependant, les Soviétiques ont informé la direction palestinienne qu'ils pourraient envisager de rendre leur passeport soviétique aux immigrants juifs pour qu'ils puissent revenir lorsqu'ils découvriront les difficultés et le manque de sécurité en Israël. De plus, les Soviétiques ont insisté pour que les immigrants ne soient pas installés dans les territoires occupés en 1967. Les Soviétiques pourraient aussi continuer à discuter de la liberté pour les émigrants de partir pour l'Amérique ou l'Europe ou d'autres pays, de telle façon qu'ils ne soient pas limités à aller en Israël.

Nous considérons que les réponses des Soviétiques sont insuffisantes et à la limite mettent en danger le destin de tout un peuple. Mais je pense qu'il est utile d'assurer le suivi de ces engagements avec les Soviétiques et de demander qu'ils soient mis en application. Si je ne me trompe, je me rappelle que Gorbatchev lui-même a dit lors d'un discours officiel que l'établissement des Juifs soviétiques dans les territoires palestiniens occupés en 1967 est inacceptable, ce qui pourrait obliger les Soviétiques à reconsidérer l'ensemble de la question de l'immigration juive. Nous savons que les immigrants juifs soviétiques sont établis à Jérusalem et dans sa banlieue... Comme Gorbatchev le sait, Jérusalem fait partie des territoires qui furent occupés en 1967.

Toutes les conditions posées par les Soviétiques ont été violées. Les Etats-Unis ont fermé la porte aux émigrants soviétiques. Il y a eu plus d'un pont aérien pour transporter les immigrants directement en Palestine occupée. Shamir a déclaré que la Judée et la Samarie font partie d'Israël et que tout Israélien a le droit d'aller s'y établir, etc. Mais, malheureusement, l'Union soviétique n'a rien fait, et nous sommes tout à fait en droit de leur demander de s'en tenir à leurs engagements. Ceci étant dit, nous devrions être conscients que ce qui pourrait mettre un terme à la vague d'immigration juive en Palestine, qu'elle soit soviétique ou non, c'est l'accélération de la mobilisation et de l'intifada, prenant comme cible les immigrants et les colons, afin qu'ils réalisent qu'ils vivent sur une terre qui n'est pas la leur. Ils apprendront que c'est la patrie d'un autre peuple, qui est son propriétaire légal, et que ce «pays de lait et de miel» est en fait un champ de bataille où la violence monte de plus en plus. La question de l'immigration est reliée au processus de la révolution palestinienne et du mouvement de libération nationale arabe. Il est essentiel de voir le danger clairement, mais non d'être effrayé et pessimiste ; ce qu'il faut éviter.

Relier la crise du Golfe au règlement des autres conflits de la région a ouvert de nouvelles possibilités de remettre la question palestinienne à l'ordre du jour. Une telle liaison est-elle possible ?

Le FPLP, tout comme l'OLP, pense que la crise du Golfe et la question palestinienne sont reliées, indépendamment du fait qu'une telle liaison puisse être reconnue comme telle dans un futur proche. Pour parler franc, le lien en question, c'est l'usage de l'arme du pétrole en faveur de la cause

palestinienne. Le pétrole est un point crucial pour l'administration américaine, et pour le système capitaliste en général. De même, la question de la Palestine devrait être un point crucial pour la nation arabe, les peuples, les régimes progressistes et les forces nationalistes. La liaison signifie que nous nous adressons à l'administration américaine en disant : «Discutons des affaires de la région d'une manière qui garantisse les intérêts des deux parties». L'administration américaine et la population américaine, ainsi que tous les Etats capitalistes, doivent savoir qu'il est absolument impossible d'avoir la paix, la sécurité et la stabilité afin de sauvegarder leurs intérêts pétroliers dans la région, aussi longtemps qu'on n'aura pas apporté une solution véritable au problème palestinien.

Pourquoi une telle liaison n'est-elle pas possible quand l'une des parties prenantes principales de la crise du Golfe, l'Irak, met cette idée en avant avec enthousiasme et insistance ? De plus, nous avons vu que certains pays européens, comme la France en particulier, ont adopté cette idée de liaison. Même si cette liaison n'est pas possible maintenant, on doit en adopter l'idée tout de suite et la rendre possible dans un proche avenir. L'OLP a adopté l'idée d'une conférence internationale à une époque où il n'était pas possible de la réaliser à brève échéance. On peut agir de même face à la nouvelle situation.

Les conditions pour réaliser cette liaison dépendent du fait que cette idée tout à fait raisonnable soit adoptée par certains Etats importants comme la France, l'Union soviétique, la Chine et d'autres, ainsi que par d'importants secteurs de l'opinion publique mondiale. Les moyens dont nous disposons pour aboutir à cela dépendent avant tout de l'extension de l'intifada, par l'utilisation de toutes les formes de luttes, renforcée par un travail diplomatique, politique et informatif, pour obtenir à une situation où une telle liaison s'impose d'elle même... Inutile d'ajouter que les Etats arabes qui n'ont pas été s'embourber dans les marécages de la collaboration avec l'impérialisme américain doivent agir et coordonner leurs efforts dans ce sens. La véritable garantie, comme toujours, réside dans le rapport de forces. Il nous faut les points forts suivants : un Irak fort, une révolution palestinienne forte, une position arabe raisonnablement positive, et une série d'alliances internationales fortes (les pays non-alignés, l'Afrique, les pays islamiques, certains pays européens, la Chine, l'Union soviétique si possible), etc. Ceci contribuerait à résoudre le problème palestinien, ainsi que les autres conflits dans la région.

Un tel rapport de forces devrait conduire à une résolution des Nations Unies, du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale, liant le règlement de la crise du Golfe à la question palestinienne. On a mis en question la crédibilité de ces organes internationaux, du fait qu'ils appliquent des critères différents lorsqu'ils traitent de situations différentes, alors qu'Israël continue à commettre des massacres contre les Palestiniens des territoires occupés. Il n'est plus possible de rester silencieux à ce sujet.

Qu'elle se termine par la guerre ou la paix, tout le monde s'accorde à dire que la crise du Golfe (l'interview a été réalisée avant la guerre — ndlr) est en train de redessiner la carte de la région. Quelles sont les caractéristiques de cette nouvelle donne et quel est le statut de la question palestinienne dans cette nouvelle carte ?

La question de la carte politique de la région entraînera-t-elle la disparition ou le morcellement de certaines des entités politiques existantes dans la région ? Je suis incapable de faire de telles prédictions. Naturellement, je connais beaucoup de scénarios qui sont discutés dans certains milieux, tels que le morcellement de fondation d'une patrie palestinienne alternative après qu'Israël procède au déplacement massif des Palestiniens des territoires occupés; la création d'une alternative à l'OLP ; la partition du Liban en deux entités, l'une soumise au contrôle syrien et l'autre dominée par Israël, etc. Il y a de nombreux scénarios, certains sont crédibles, d'autres pas. Tout dépend de la manière dont la crise se dénouera.

Si nous posons la question en termes de constellation de contradictions interarabes, alors, il est certain qu'un tremblement de terre majeur est en train de se produire; il affectera certainement nos prévisions passées. Avant l'événement, nous avons été témoins de la grave détérioration de la position arabe officielle et de l'effondrement de la responsabilité arabe face à l'agression impérialiste-sioniste et à ses

plans. Une des manifestations de cet état de chose a été le retour du régime de Camp David (Egypte) à la Ligue arabe, suivi de la décision de transférer le quartier général de la Ligue au Caire, ce qui est prévu dans les accords de Camp David, et l'accroissement de l'influence du régime de Moubarak sur la politique arabe officielle, en ce compris la politique de l'OLP... C'est dans cette situation qu'a surgi la crise du Golfe — la révolte du régime irakien contre cette détérioration. Les masses arabes d'abord et surtout les masses de l'intifada se sont ralliées à cette révolte comme l'ont fait la plus grande partie des composantes du mouvement de libération nationale arabe.

Voici les caractéristiques de la nouvelle carte politique comme je les vois : elle est caractérisée par deux lignes principales : la ligne des forces qui cherchent à se soulever, à gagner leur liberté, à libérer leurs matières premières et affronter l'impérialisme et Israël ; et la ligne de la détérioration, de la capitulation et de la dépendance — la ligne de Moubarak, du roi Fahd, de Jaber Al Sabah, de l'émir du Qatar et de toute la bande des émirs, sultans et souverains serviles, suivis par les classes qui voient leur intérêt dans la dépendance. La question palestinienne est au coeur de la montée du mouvement populaire. Avec la libération des matières premières arabes, la question de la Palestine est une bannière essentielle pour les forces et les régimes du renouveau arabe.

Reste un point final : la crise du Golfe a produit une véritable révolution à la fois dans les concepts politiques et dans le climat psychologique de la région; celui-ci aura un énorme impact sur tout le développement politique et culturel arabe. Plus que jamais, le peuple arabe a compris qu'il possède l'arme du pétrole. Il possède l'or noir que leurs souverains n'ont pas su utiliser dans l'intérêt national, dans l'intérêt de la cause palestinienne et du développement arabe. Les Arabes ont réalisé à quel point les princes et les rois du pétrole sont corrompus. Plus que jamais, ils ont réalisé l'importance de l'unité arabe en tant que base matérielle du projet politique, culturel et économique arabe. C'est tout spécialement le cas à la lumière des développements internationaux en cours, qui tendent à la formation de blocs régionaux et internationaux. Telle est la révolution qui se produit actuellement dans le mode de pensée des masses arabes et de l'intelligentsia en particulier. C'est le premier des changements apportés par la crise du Golfe. L'impérialisme américain en découvrira la signification réelle, même si ce n'est que dans dix ans.

Comment analysez-vous la situation internationale après la désintégration du système socialiste, le recul de l'Union soviétique et ses préoccupations internes ?

Il n'y a aucun doute, nous vivons dans une période de transformations radicales sur le plan international. Avant les récents développements, la situation internationale se caractérisait par la bipolarité — le pôle capitaliste, conduit par les Etats-Unis, et le pôle socialiste avec, en tête, l'Union soviétique. Jusqu'à un certain degré, le tiers monde constituait un autre pôle qui pouvait relayer l'Union soviétique dans la lutte pour l'indépendance et le développement.

Maintenant, la situation a radicalement changé. La situation internationale se reconstitue sur une base multipolaire (Etats-Unis, Europe, Japon, Chine, URSS), les Etats-Unis occupant une situation dominante. Bien entendu, la situation internationale ne va pas rester telle qu'elle est. En 1992, L'Europe réalisera un plus haut niveau d'intégration économique et politique. Elle inclura l'Allemagne unifiée, dont toutes les études relèvent la puissance économique et le potentiel de développement futur. En conséquence, la nouvelle Europe, l'Europe d'après 1992, occupera le pôle économique dominant. Le Japon, lui aussi, s'est aussi férocelement mesuré aux Etats-Unis sur le plan économique. Maintenant, nous voyons clairement que les Etats-Unis sont toujours le numéro un si l'on prend en considération l'ensemble des critères politiques, économiques et militaires.

A cause de la crise interne à laquelle elle est confrontée, l'Union soviétique n'est rien de plus qu'un pôle parmi les autres. Ceci explique que les Etats-Unis ont fait, à plusieurs reprises, référence à un nouvel ordre mondial... ce qui signifie un système dirigé par les Etats-Unis qui dominant ses affaires et sa destinée sur les plans international et régional. A mon sens, la conquête américaine de la péninsule arabique fait partie intégrante de la politique globale des Etats-Unis en ce moment. La péninsule

arabique renferme 66 % des réserves pétrolières mondiales Le pétrole n'est plus seulement une source d'énergie, bien que cet aspect reste important. Le pétrole, c'est — 1) l'énergie, — 2) une série d'industries pétrochimiques importantes, diversifiées et en expansion, — 3) le contrôle de la circulation des finances internationales. Le pétrole, c'est l'or de la période contemporaine, de tous les points de vue. Les Etats-Unis ont envahi la péninsule arabique pour contrôler cette source de pouvoir, comme le seul moyen de maintenir leur position dominante au niveau mondial. En dominant le pétrole arabe, l'administration américaine domine non seulement la destinée économique et politique de la région, mais elle détermine aussi l'issue de la compétition acharnée qui l'oppose à l'Europe et au Japon.

Dans ce nouvel ordre, le tiers monde a perdu la base et l'exemple sur lequel il s'était fondé, l'Union soviétique. Nous devons être francs et dire que cela ouvre la voie à un pillage et une exploitation sous toutes ses formes des ressources et des peuples du tiers monde par les Etats-Unis en particulier et par les pays capitalistes en général. Cela compliquera aussi la lutte des peuples du tiers monde pour leur libération économique et politique et pour leur développement. Cependant, comme l'histoire nous l'enseigne, les peuples ne se soumettent jamais à l'injustice, au despotisme et à l'exploitation. Il est certain que le peuple considérera la nouvelle situation internationale et qu'il adaptera sa stratégie en fonction de celle-ci. Les composantes de sa nouvelle stratégie seront : — 1) l'autodétermination ; — 2) la solidarité entre tous les pays et peuples pauvres et en développement ; — 3) l'usage des conflits et des contradictions, présentes et futures, entre les différents pôles de la nouvelle situation internationale. Inutile de le dire, nous espérons que l'Union soviétique surmontera cette crise aussi vite que possible, de manière à ce qu'elle-même et le camp socialiste puisse à nouveau être un soutien pour nous et les autres peuples, bien que je sois tout à fait conscient de la taille, de la nature et de la qualité de cette crise.

L'Europe est plus susceptible que d'autres de jouer un rôle positif dans le processus de paix au Moyen-Orient, l'idée d'une conférence internationale ayant été acceptée par la plupart des Etats européens. Comment cette position peut-elle être développée jusqu'à une reconnaissance par l'Europe des droits nationaux palestinien ?

Quand le monde était divisé en deux camps, les Etats-Unis maintenaient leur direction au point de vue politique et militaire sur le monde capitaliste. Le Japon et les pays européens, spécialement l'Allemagne, s'occupaient de leur croissance économique, et s'en sont remarquablement tirés; ils étaient moins préoccupés de leur rôle potentiel sur le plan politique et militaire. L'Europe, par exemple, a adopté de meilleures positions sur le Moyen-Orient que les Etats-Unis ; la déclaration de Venise en est un exemple. Mais, en pratique, l'Europe se retient de prendre des initiatives politiques et n'essaye pratiquement jamais de faire adopter ses positions... Bien plus, à différentes occasions, l'Europe s'est tue quand l'administration américaine a demandé d'arrêter l'adoption de telle ou telle position, bien que certains pays, dont la France, ont mieux agi à ce point de vue. Avec l'Europe qui s'achemine vers de nouveaux développements majeurs en 1992, il y aura sans aucun doute un impact et certaines conséquences politiques pour la question palestinienne, et nous devons y être très attentifs. Nous devons regarder à quel degré l'attitude européenne se développe au point de vue politique ; nous devons regarder son aptitude à agir effectivement, en particulier quand il arrive que sa position est en contradiction avec celle des Etats-Unis. En tout cas, je pense que l'OLP et les Etats arabes devraient garder leur intérêt pour l'Europe et le développement de son assise, en particulier au vu du fait qu'elle a adopté l'idée d'une conférence internationale.

Ainsi, nous devons nous demander quels sont les facteurs qui déterminent les positions des Etats, notamment ceux d'Europe, et leurs efforts pour les mettre en application. A mon avis, il y a deux facteurs qui déterminent à la fois les positions et les efforts pour les mettre en oeuvre. Le premier facteur, ce sont les intérêts des Etats en question, intérêts économiques en particulier, ainsi que des considérations de politique intérieure et d'autres intérêts. Le second facteur, ce sont les principes, mais je dois insister sur le fait que les intérêts viennent en premier lieu.

Sur cette base, nous pouvons définir les moyens et les programmes pour travailler à développer le rôle de l'Europe jusqu'au point de reconnaître nos droits et, après quelques temps, de traduire cette reconnaissance en initiatives concrètes. Les Etats arabes devraient tenir compte du facteur des intérêts — pétrole, commerce, finances, etc. En ce qui concerne les principes, l'OLP devrait jouer le rôle dirigeant par son travail diplomatique, politique et informatif, pour propager notre cause nationale légitime. Cependant, il devrait être bien compris que les activités diplomatiques, politiques et médiatiques devraient toutes être basées sur la situation actuelle dans l'arène palestinienne. Par là, je veux dire qu'il est nécessaire de continuer et d'étendre l'intifada, la lutte armée et les activités de toutes les communautés palestiniennes sans exception, combinées avec l'alliance de la révolution palestinienne et du mouvement de libération nationale arabe, ainsi que tout ce que nous pourrions entreprendre d'autre au point de vue action et soutien.

Avec la nouvelle étape de coexistence pacifique, il y a une tendance à résoudre les conflits régionaux. Notre région et notre cause ne semblent cependant pas avoir été mises à l'ordre du jour. Dans quelle mesure l'ouverture de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est aux Etats-Unis et à Israël peut-elle affecter notre cause ?

Je voudrais commencer par expliquer que la période de coexistence pacifique actuelle est différente des précédentes. Du fait de l'effondrement de la communauté socialiste et de la crise en Union soviétique, la coexistence pacifique est qualitativement différente. C'est une période caractérisée par une supériorité très nette du camp capitaliste, spécialement des Etats-Unis, dans le domaine politique et économique, ainsi qu'au point de vue moral. En d'autres termes, c'est une période où le rapport de forces est déséquilibré en faveur des Etats-Unis et du capitalisme.

De plus, même avant ce déséquilibre, les Etats-Unis considéraient le Moyen-Orient comme leur arrière-cour... Lorsqu'elle définit ce qu'elle entend par crises régionales, l'administration américaine cite les noms de l'Afghanistan, du Cambodge, du Nicaragua, etc., sans mentionner le Moyen-Orient et le problème palestinien. Si l'on ajoute à cela l'attitude d'Israël, l'allié stratégique et le principal atout des Etats-Unis, on peut en conclure que l'administration américaine n'est pas prête à mettre à l'ordre du jour la crise du Moyen-Orient. Pour être précis, même dans le meilleur des cas, l'administration américaine n'a jamais été prête à impliquer l'Union soviétique ou aucun pays d'Europe de l'Est dans un pas en avant politique qui aurait été au-delà d'une simple couverture d'une solution américano-israélienne de la question palestinienne et de la crise du Moyen-Orient. Je me rappelle encore le débat que nous avons eu sur cette question lors de la dernière session du Congrès National Palestinien. Certains pensaient que le train des règlements de conflits régionaux accélérât et atteindrait bientôt la gare du Moyen-Orient, et que cette crise-là, elle aussi, serait bientôt résolue comme les autres, grâce à la nouvelle atmosphère internationale.

A la lumière de ceci, on peut examiner l'impact sur notre cause de l'ouverture de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est aux Etats-Unis et à Israël. Tout d'abord, la question de l'immigration des Juifs en provenance d'Union soviétique ; ensuite, celle du rétablissement des relations entre l'Europe de l'Est et Israël, tandis que l'Union soviétique se dirige dans la même direction, même si, jusqu'à présent, elle n'a pas encore rétabli des relations diplomatiques complètes ; en troisième lieu, il y a le changement dans la manière dont l'Union soviétique conçoit une conférence internationale. L'Union soviétique, qui réclamait auparavant une conférence ayant les pleins pouvoirs, se contente maintenant de demander une conférence effective ; et en dernier lieu, bien que cela ne soit qu'implicite, elle a accepté l'idée de négociations bilatérales pour préparer la voie à une «conférence internationale» sans pouvoir et sans signification. Je pense que j'ai répondu à la question : à mon sens, l'impact de cette ouverture sur la cause palestinienne est largement négatif.

Luttes concurrentielles et stratégies d'accumulation dans l'industrie automobile

(Thomas Gounet)

Quiconque qui n'est pas directement impliqué dans l'industrie automobile pourrait légitimement se poser la question : pourquoi s'intéresser à l'automobile ? Pourquoi lire un article sur ce sujet ? En fait, quand on étudie un peu ce secteur, on s'aperçoit rapidement qu'il a une importance stratégique, notamment en ce qui concerne le développement du capitalisme dans nos pays occidentaux **(1)**. Quatre aspects soulignent ce caractère :

1. Une voiture, c'est dix à vingt mille pièces au minimum **(2)**. C'est un produit complexe technologiquement et organisationnellement, dont la fabrication ne se limite pas à l'assemblage de ses composants. C'est toute une filière de production qui s'occupe de réaliser le véhicule routier **(3)**. Si l'on considère l'ensemble de la filière et les services liés à l'automobile (assurances automobiles, crédits pour les voitures, garages,...), cette industrie représente, dans les principaux pays du monde, environ 10 % de leur emploi, 10 % de leur produit national brut (PNB) et 15 % de leur commerce extérieur. C'est dire si ce secteur possède, en lui-même, un poids non négligeable dans les économies de ces pays.

2. Pour cette raison, la promotion de l'industrie automobile est devenue une affaire d'Etat. Les autorités politiques essaient d'attirer sur leur territoire des entreprises qui encouragent à ce point l'emploi, qui favorisent l'émergence d'un tissu industriel composé de fabricants de pièces automobiles, qui permettent d'améliorer la balance commerciale, sans compter l'effet fiscal de ces implantations.

Mais il y a plus. Le secteur est extrêmement concentré au niveau mondial : en 1988, les douze plus grands constructeurs réalisaient 77 % de la production mondiale de voitures (particulières et utilitaires). Ces douze firmes proviennent de cinq pays seulement: Japon, Etats-Unis, Allemagne, France et Italie. Les Etats de ces pays sont disposés, dans cette concurrence qui se joue au plus haut niveau, à soutenir leur ou leurs champions nationaux. Cela passe par la confection d'un marché intérieur suffisant, par la mise en place d'infrastructures (des autoroutes, par exemple) qui facilitent le développement de l'automobile, par la protection de l'industrie nationale que ce soit grâce à des barrières douanières ou grâce à des subventions à l'exportation, par l'incorporation des entreprises nationales dans des projets de recherche,... Bref, la compétition dans l'industrie automobile ne se limite pas à une bataille entre géants manufacturiers ; elle implique une guerre économique impitoyable entre Etats et pas n'importe quels Etats, les plus puissants de la planète.

3. L'industrie automobile a la particularité d'être pionnière en matière d'organisation de la production (organisation du travail), que ce soit au niveau d'une usine ou à celui de l'agencement de toute une filière de production. C'est là qu'a été mis au point ce qu'on a appelé le fordisme. C'est là qu'ont été élaborées et développées les méthodes de production dites flexibles. Ce qui se déroule dans le secteur automobile se généralise par après dans la plupart des autres branches manufacturières. Etudier l'industrie automobile a dès lors une valeur d'exemple de ce qui risque de se passer ailleurs, par la suite.

4. Enfin, en raison de son poids, de son influence stratégique, de ses conséquences économiques, de son rôle pionnier dans l'organisation du travail, l'automobile a plus qu'une importance sectorielle. C'est tout un modèle de développement qui s'articule autour de la voiture. La preuve en est les pays de l'Est européen : le retour vers une économie capitaliste s'accompagne d'une revalorisation de l'automobile dans ces pays et de la volonté de créer un nouveau tissu industriel centré sur ce secteur. C'est aussi pourquoi on n'hésite pas à parler de civilisation automobile pour décrire le développement économique capitaliste depuis le début du siècle.

De nombreux changements majeurs.

Durant ces vingt dernières années, l'industrie automobile a connu pas mal de bouleversements.

1. Depuis 1973-1974, le monde capitaliste est entré dans une crise structurelle caractérisée par une faible croissance de la demande. Pour le secteur automobile, cela signifie concrètement que l'enregistrement de nouvelles voitures particulières est passé de 9,5 millions de véhicules en Europe de l'Ouest en 1973 à 10,2 millions en 1984, de 11,4 millions aux Etats-Unis en 1973 à 10,5 millions en 1988, de 2,9 millions au Japon en 1973 à 3,1 millions en 1986 (4). La demande a ainsi crû de 7 pct en Europe et au Japon sur, au total, plus d'une décennie et elle a même diminué aux Etats-Unis.

2. L'industrie automobile a été fortement influencée par la crise de l'énergie. Fin 1973, le prix du baril de pétrole brut a quadruplé: de 2,9 à 11,7 dollars. Cette hausse s'est répercutée de manière plus que proportionnelle dans le tarif des produits pétroliers étant donné que les compagnies pétrolières en profitèrent pour accroître leurs marges bénéficiaires et que les Etats des pays industrialisés augmentèrent leurs taxes sur ces produits, suivant une directive de la Trilatérale (5). Un second «choc pétrolier» eut lieu en 1979 lorsque le prix du baril doubla de 13,3 à 26 dollars. Or la voiture est consommatrice d'un de ces produits pétroliers: l'essence. L'élévation du prix de celle-ci a changé profondément la structure de la demande qui a progressivement glissé de l'achat de véhicules moyens et gros à l'acquisition d'automobiles plus petites, moins dévoreuses d'énergie. C'est surtout aux Etats-Unis que ce déplacement s'est déroulé : les modèles intermédiaires et standards (c'est-à-dire la gamme moyenne et élevée, mais pas celle de luxe) qui représentaient encore, en 1972, 57,7 % du marché américain n'en forment plus que 46,8 % en 1974 et 33,1 % en 1980 ; à l'opposé, les «subcompacts» (les plus petits modèles) passent de 22,7 % en 1972 à 28,4 % en 1974 et à 42 % en 1980 (6). Ceci a des conséquences immédiates dans la répartition des parts de marché des groupes automobiles car les constructeurs américains sont spécialisés dans les modèles moyens et élevés alors que les producteurs des petites voitures sont européens et japonais.

3. S'ajoute à la crise structurelle un état de saturation du marché. Dans la plupart des pays industrialisés, le niveau théorique de saturation, c'est-à-dire le nombre maximum de véhicules qu'un pays pourra posséder pour mille habitants, est presque atteint. Cela signifie que la seule demande de voitures neuves qui subsiste, au cas où l'on parvient au niveau de saturation, est une demande de remplacement. Autrement dit, il n'y aura que les ménages qui remplacent leur ancien véhicule (et les ménages jeunes qui se substituent aux couples âgés) à acheter une nouvelle automobile. Cette demande de remplacement prend une part de plus en plus importante : 47,9 % de la demande totale en 1960, 49,1 % en 1970, 58 % en 1980 ; en 1990 on estime qu'elle atteindra 71 % et 76 % en 2000 (7). Le secteur automobile n'est plus une branche d'avenir, ni un domaine où les perspectives d'expansion rapide l'emportent.

4. Les bouleversements dans la technologie, surtout au niveau de la micro-électronique, affectent fondamentalement l'industrie automobile. Celle-ci est le premier utilisateur de robots industriels (sauf au Japon où c'est l'industrie électronique), le premier consommateur de systèmes de conception/fabrication assistée par ordinateur (CFAO). Elle est en passe d'être le premier champ d'application des réseaux d'ateliers flexibles et, plus généralement, de la production intégrée par ordinateur, où toutes les fonctions de fabrication seront commandées par ordinateur. Cette révolution technologique élargit les possibilités de l'organisation de la production. Principalement, cela permet de rendre la production à la fois plus flexible et plus intégrée: flexible, c'est-à-dire mieux adaptée à la demande, intégrée, c'est-à-dire où les outils, les machines sont mieux liés entre eux.

5. La montée de l'internationalisation est une autre donnée essentielle. Cela veut dire que le lieu où se mènent les luttes entre les constructeurs est le marché mondial. La plupart des entreprises automobiles ont des filiales dans les trois grandes régions industrialisées, l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon. C'est surtout le cas des firmes américaines qui peuvent bénéficier du soutien de l'unité européenne, par

exemple, lorsque la maison mère se trouve en difficultés financièrement. Certains auteurs, pour décrire cette compétition à l'échelon mondial, parlent de globalisation.

6. Le système de production dominant dans l'industrie automobile à l'aube des années soixante-dix est le fordisme. Mais, à ce moment, il est devenu un symbole de l'exploitation capitaliste : dépossédé de son savoir-faire, l'ouvrier à la chaîne apparaît comme une machine à faire du profit au service de l'usine, de ses actionnaires et de ses dirigeants. Plusieurs luttes ouvrières remettent en cause ce régime en France, en Italie, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis,... Les patrons s'en inquiètent. A Kallmar en Suède, Volvo implante une usine où est banni le travail à la chaîne et où lui est substitué le travail en équipe. D'autres expériences, mais d'un caractère plus limité, sont tentées. Il y a un besoin de sortir du carcan fordien, ce système ne produisant plus tous les effets bénéfiques qu'en attendent les patrons de l'automobile.

7. Mais le changement le plus intrigant est l'arrivée sur l'avant-scène des constructeurs japonais. Les cinq principales entreprises nippones, Toyota, Nissan, Honda, Mazda et Mitsubishi Motors, représentaient 14,4 % de la production mondiale de véhicules (particuliers et utilitaires) en 1973, mais 21,2 % en 1979 et 23,2 % en 1988. Pendant ce temps, les trois sociétés de Détroit voyaient leur part chuter de 46 % en 1973 à 33,9 % en 1988, la part européenne restant stable sur la période aux environs de 20 %. Cette montée en puissance des Japonais ne manque pas de susciter des questions. Pourquoi cette progression ? Pourquoi une ascension aussi fulgurante ? Y a-t-il un miracle japonais ? Y a-t-il un modèle qui pourrait expliquer cet essor fulgurant ?

C'est à cette dernière interrogation que je vais m'attacher principalement de répondre dans la suite du texte.

Le fordisme

Pour s'intéresser à ce bouleversement dans la hiérarchie des constructeurs, il faut analyser quelle était la situation auparavant. Il faut remonter dans le temps afin de pouvoir comparer le système japonais et celui en vigueur avant la suprématie nippone.

Il n'y a, d'ailleurs, pas lieu de retourner bien loin, l'automobile étant une création de la fin du siècle dernier (8). La date clé est 1913. A ce moment, Henry Ford, à la tête d'une société portant son nom et constituée dix ans plus tôt, met en place ce qu'on a appelé le fordisme. C'est une nouvelle organisation dans la production et dans le travail destiné à fabriquer sa voiture, le modèle T, à un prix relativement bas de façon à ce qu'elle soit achetée massivement.

Mais pour ce faire, Ford se heurte à l'ancien régime de travail. Selon celui-ci, c'étaient des ouvriers très spécialisés, des experts en mécanique, qui montaient les voitures presque de A jusqu'à Z, de façon artisanale. Dans l'ensemble des opérations qu'un travailleur effectuait, il y en avait une qui prenait un temps fou. C'était la recherche de la bonne pièce à placer au bon endroit et la modification de cette pièce pour l'adapter à son utilisation dans l'automobile. Comme un véhicule est composé d'une dizaine de milliers de ces éléments, on peut comprendre que la production était lente et donc que la voiture était chère.

Ford décide de changer tout cela. Il va appliquer les méthodes du taylorisme (ou «organisation scientifique du travail») à l'industrie automobile afin de répondre à une consommation de masse potentielle. En fait, Ford est fils de fermier. Il veut fournir aux agriculteurs américains un moyen de communication personnel, pas trop compliqué à employer, destiné à rompre leur isolement et surtout accessible à leur bourse.

Le fordisme s'appuie sur cinq transformations principales.

1. Pour répondre à une consommation de masse, Ford se lance dans la production de masse. Cela signifie la nécessité de rationaliser à l'extrême les opérations effectuées par les ouvriers et de lutter contre les gaspillages, en particulier de temps. Seule la production de masse pourra réduire les coûts de production et donc le prix de vente de la voiture.

2. La première rationalisation à procéder, c'est la parcellisation des tâches dans la plus pure tradition taylorienne. Au lieu de faire tout un véhicule, pendant sa journée, un ouvrier ne fait qu'un nombre limité de gestes, toujours les mêmes, répétés à l'infini. Cette parcellisation implique que les travailleurs utilisés ne doivent plus être des artisans spécialistes en mécanique. Il y a déqualification des ouvriers.

3. Si le travail de chacun est réglé, celui de la liaison entre les différents postes ne l'est pas encore. C'est à cette fin qu'est créée la chaîne. Un tapis roulant défile, permettant aux ouvriers placés les uns à côté des autres de réaliser les opérations attribuées à chacun. En plus de lier les travaux individuels successifs, la chaîne fixe une cadence régulière à la production, contrôlable par la direction de l'entreprise. La chaîne rend une fabrication fluide possible, limitant les stocks et les transports entre opérations la plus.

4. Pour pouvoir réduire le travail de l'ouvrier à quelques gestes simples et pour éviter ces gaspillages de temps où il fallait adapter le composant automobile à son utilisation, Ford a l'idée de standardiser les pièces à l'avance. Ainsi, un même élément se monte sur un même modèle. Mais pour obtenir ce résultat et avoir les composants exacts qui sont adaptés à ses voitures, Ford doit acheter les firmes qui s'occupent de la fabrication de ces pièces. C'est de cette manière que l'entrepreneur se lance dans l'intégration verticale, c'est-à-dire le contrôle direct d'une filière de production ou d'une partie, de l'amont à l'aval.

5. Une fois ces changements opérés, Ford peut alors automatiser ses usines.

Les performances obtenues par l'entreprise après ces transformations sont, pour le moins, prodigieuses. D'après les estimations rapportées et qui semblent ne porter que sur les activités d'assemblage mêmes, il fallait, selon l'ancienne organisation de la production, 12 heures et demie pour monter une voiture. Avec l'introduction du taylorisme, c'est-à-dire uniquement la parcellisation des tâches, la rationalisation des opérations successives et la standardisation des composants automobiles, ce temps consacré à l'assemblage passe à 5 heures et 50 minutes. Puis, grâce à l'apprentissage, à 2 heures et 38 minutes. En janvier 1914, Ford introduit les premières chaînes automatisées. Le véhicule est alors produit en une heure et demie, soit un peu plus de huit fois plus rapidement que suivant les méthodes artisanales toujours utilisées par les concurrents **(9)**.

Mais, Ford est confronté avec un problème grave : s'ils ont le choix, les ouvriers préfèrent travailler d'après les anciens critères, moins contraignants, plus valorisants, avec lesquels ils gardent au moins leur savoir-faire professionnel. Henry Ford ne trouve pas les travailleurs nécessaires à sa production de masse. Il propose alors de payer 5 dollars pour une journée de huit heures de travail. Avant et chez ses concurrents, le salaire moyen est de 2,5 dollars. C'est donc avec un doublement de la rémunération que Ford pense attirer les ouvriers qui lui manquent. Ce qu'il ne dit pas, c'est que pour recevoir ces 5 dollars, le travailleur doit faire preuve de bonne conduite. Cela veut dire : ne pas être une femme, ne pas boire, consacrer cet argent à l'entretien de sa famille,... Un service sociologique sera créé par l'entreprise pour contrôler cet état de fait chez les bénéficiaires de la prime Ford et, durant les premières années, 28 % du personnel se verra refuser les 5 dollars **(10)**.

Cachant ces conditions et faisant une publicité monstre dans les journaux, Ford obtient ce qu'il veut: le lendemain de la publication d'une paie de 5 dollars la journée, dès l'aube, 10.000 personnes se pressent devant les portes de l'usine de Highland Park, à Détroit, où les méthodes tayloriennes sont appliquées. Cette situation va même au-delà des espérances du constructeur puisque seuls 5.000 postes de travail sont disponibles. Les travailleurs non engagés déclenchent une émeute que la police, appelée par Ford,

disperse assez violemment. Mais, pour Ford, l'objectif est atteint : il n'a plus de problème de main-d'oeuvre.

Grâce à la nouvelle organisation de la production et à l'afflux d'ouvriers attirés par la journée à 5 dollars, Ford conquiert les marchés, d'abord américain, ensuite mondial. C'est que, malgré l'augmentation des coûts salariaux, il parvient à baisser le prix de ses voitures, son objectif pour atteindre la consommation de masse. Le profit qu'il perd sur la production d'un véhicule, il le récupère sur la masse d'automobiles vendues. En 1921, un peu plus d'une voiture sur deux dans le monde (53 %) provient des usines Ford. Le capital de l'entreprise, qui était de 2 millions de dollars en 1907, passe, en 1919, à 250 millions de dollars grâce à l'accumulation des bénéfices réalisés chaque année.

Devant une telle machine de guerre économique, les concurrents n'ont guère le choix : s'adapter et imiter les solutions fordienne, y compris le paiement d'un salaire de 5 dollars, ou se réfugier dans une niche, un créneau où la production artisanale est encore rentable, en clair dans le secteur des voitures de luxe et de sport, ou alors périr. De fait, la mortalité des entreprises automobiles, à ce moment là, est très forte. D'abord, aux Etats-Unis, le nombre de firmes chute de 108 en 1923 à 12 en 1941. Celles qui subsistent introduisent les nouvelles méthodes de production et paient leurs ouvriers 5 dollars.

Ensuite, le système émigré dans les autres régions du monde. Ford implante des filiales : au Canada dès 1903 et à Manchester dès 1911, à Dagenham en 1928, à Cologne en 1931,... General Motors, qui supplante en 1926 Ford comme première entreprise automobile du monde, rachète, en 1925, Vauxhall en Angleterre et Opel, en 1929, en Allemagne. Dans ces unités, le fordisme apparaît et s'étend. Le nombre de constructeurs baisse largement dans ces pays : en Grande-Bretagne, il y en a 89 en 1922, mais plus que 22 en 1930 ; en Allemagne, ils sont 51 en 1927 et 13 à peine, en 1936 **(11)**. Dans de nombreux pays, en Belgique notamment, l'industrie automobile nationale disparaît entre 1920 et 1945.

Après la seconde guerre mondiale, le phénomène se poursuit. Dans le cadre du plan Marshall pour la reconstruction de l'Europe occidentale grâce à des capitaux américains, de nombreuses missions d'études partent d'Europe afin d'analyser le système américain de production, c'est-à-dire le fordisme. Celui-ci devient la référence obligée de l'industrie automobile. En 1970, il n'y a plus que quelques entreprises engagées sur le front de la fabrication d'une gamme plus ou moins complète de voiture: quatre aux Etats-Unis (General Motors, Ford, Chrysler et A.M.C), dix au Japon (Toyota, Nissan, Mazda, Mitsubishi Motors, Honda, Isuzu, Suzuki, Daihatsu, Fuji Heavy-Subaru) six, en Europe qui font toute la gamme (Volkswagen, Fiat, Peugeot, Renault, Citroën, British Leyland) et plusieurs spécialisés dans les véhicules de plus haut standing (Mercedes, Volvo, BMW, Alfa Romeo, Saab-Scania, ...). Et tous utilisent plus ou moins des méthodes fordienne, un système qui est, de plus en plus, contesté à partir de la fin des années soixante (comme l'on a vu plus haut).

De Cette présentation historique, que peut-on tirer ?

1. On peut voir que l'entreprise qui change l'organisation de la production de manière radicale, de façon à être efficace et mieux adaptée à la demande, s'empare du leadership de l'industrie. Elle gagne des parts de marché et devient dominante.

2. Les transformations sur le plan organisationnel doivent précéder l'introduction de nouvelles technologies. C'est bien sur ce niveau de l'organisation que l'essentiel de l'avantage concurrentiel s'obtient. Les moyens techniques, que, d'ailleurs, toutes les firmes de grandeur similaire peuvent acquérir, ne viennent que renforcer la différenciation qui s'opère sur le plan organisationnel. On en veut pour preuve la comparaison entre Renault et Ford. Les deux firmes investissent dans l'automatisation. Mais, alors que dans la société française, l'augmentation de la production s'accompagne d'une hausse quasi identique de l'emploi, chez Ford, la production est multipliée par 30 entre 1908 et 1914 contre 7 pour la main-d'oeuvre **(12)**. Cela veut dire que la mécanisation accroît la productivité chez Ford, mais pas chez Renault.

3. Reformuler une nouvelle organisation du travail implique une certaine adhésion des ouvriers, du moins pendant un certain temps, le temps que le système se généralise. C'est ce qui pousse Henry Ford à proposer la journée de 5 dollars afin d'attirer les travailleurs dans ses usines et de les détourner de celles de ses concurrents. Il peut le faire grâce aux gains phénoménaux réalisés à partir des nouvelles méthodes de production.

4. Les rivaux sont obligés de suivre, sans quoi ils disparaissent ou ils sortent de ce marché. Si bien que le système s'étend, et ne restent bientôt plus que les firmes qui ont adopté la nouvelle organisation de production.

5. Quand tous l'appliquent, il n'y a plus d'avantages spécifiques décisifs sur ce niveau essentiel qu'est celui de l'organisation. L'entreprise innovatrice peut perdre son leadership. En 1926, Ford est dépassé par General Motors, qui utilise ses méthodes, mais qui répond à une demande diversifiée en proposant une voiture différente par catégorie de revenus (alors que Ford ne vend qu'un seul véhicule pour tous : le modèle T). En 1927, Chrysler le supplante à son tour. Ce n'est qu'après la guerre que Ford reprendra la seconde place aux Etats-Unis. Ce nivellement montre que la concurrence devient plus acharnée. Il n'est plus possible alors à une firme de dégager des moyens financiers pour améliorer certaines conditions de travail. Au contraire, dans un tel univers de compétition, c'est le constructeur qui arrive à imposer les coûts de travail les plus bas, qui peut gagner des parts de marché. En Europe, dans les années soixante, on introduit des travailleurs immigrés afin de mettre une pression à la baisse sur ces coûts. Les ouvriers sont obligés d'oeuvrer dans des conditions de plus en plus difficiles. D'où la crise du système, la crise du fordisme.

Le fordisme au Japon

Au Japon également, on a tenté d'introduire les nouvelles méthodes de production. Dans les années vingt, les trois grandes sociétés américaines, originaires toutes trois de Détroit, créent des filiales dans l'archipel. En 1933, est fondée la première entreprise automobile japonaise d'importance, Nissan (à l'origine appelée Datsun). Elle introduit le fordisme.

Mais que peuvent les firmes locales face à la toute-puissance américaine ? Les constructeurs des Etats-Unis ont une telle avance dans le domaine de la production de masse qu'ils peuvent inonder le marché nippon de véhicules à bas prix, ce qui est inaccessible pour les concurrents locaux. Le gouvernement fasciste de Tokyo décide alors de protéger son industrie automobile, qui est quand même indispensable pour ses projets expansionnistes. En 1936, il édicte la loi sur l'industrie automobile. Cette loi entrave les importations. Mais plus important encore, elle interdit la fabrication étrangère sur le territoire nippon. Les compagnies américaines sont donc priées de plier bagages. Elles ne peuvent rester momentanément qu'en l'absence de réels suppléants locaux, notamment dans la confection de certains composants. En 1939, les trois sociétés de Détroit quittent définitivement l'archipel.

Mais, le Japon perd la guerre et, en 1945, le revoilà avec la mainmise américaine qui s'exerce non plus sur certains secteurs, mais sur l'ensemble de l'appareil économique, politique et militaire. Dans ces nouvelles conditions, la discussion s'engage, une nouvelle fois, sur l'opportunité d'une industrie automobile autonome.

Si un tel secteur doit être maintenu et donc soutenu, il faut qu'il puisse fabriquer les voitures à un niveau de compétitivité comparable à celui qui existe aux Etats-Unis. Or, le marché nippon ne s'y prête guère :

1. Il est assez étroit. Le niveau de vie des Japonais n'est pas celui des Américains. La possibilité d'avoir une consommation de masse est, à ce moment, extrêmement limitée. Dès lors, les constructeurs doivent être capables de produire moins à des coûts équivalents à ceux de la production de masse.

2. La demande n'est pas seulement faible. Elle se porte davantage vers des véhicules plus petits, qui correspondent mieux aux bourses japonaises ainsi qu'à la configuration, accidentée et laissant peu d'espace, de l'archipel.
3. La demande est plus diversifiée aussi. Ce qui oblige à produire davantage de modèles, mais chacun en plus petites quantités. Un défi pour l'industrie japonaise.
4. A cela s'ajoute le manque de place au Japon qui entraîne des coûts immobiliers plus élevés qu'ailleurs. Or, le fordisme exige pas mal d'espace, notamment pour stocker les voitures sorties des usines qui produisent en masse.

En tant que tel, le système de production américain ne peut pas fonctionner au Japon. Il faut l'adapter aux conditions particulières de l'archipel.

En 1948, la discussion sur l'importance du secteur n'est pas tranchée. Mais, la guerre de Corée, à partir de 1950, va apporter des commandes salutaires pour les entreprises japonaises. A la fin du conflit, trois ans plus tard, le MITI, le ministère du Commerce international et de l'Industrie, qui vient d'être créé, déclare l'industrie automobile secteur prioritaire de l'économie nationale. A partir de là, il va soutenir complètement les efforts des constructeurs nationaux:

1. Il lance des objectifs pour l'industrie, qui apparaissent comme des plans stratégiques globaux dans la lutte contre les concurrents étrangers, principalement américains.
2. Il élève les barrières douanières afin de protéger le secteur local contre l'invasion de voitures provenant des Etats-Unis.
3. Il accorde des prêts à bas taux d'intérêt pour aider les firmes nationales dans leurs projets d'investissement.
4. Il tente de rationaliser l'industrie automobile. Entre autres, il encourage les concentrations car moins il y a d'entreprises, plus elles seront fortes pour affronter la compétition étrangère.
5. Il rationalise la branche des composants automobiles. On s'aperçoit rapidement que c'est un enjeu essentiel de la lutte contre les firmes américaines. En 1956, le MITI décrète également l'industrie des composants automobiles comme secteur prioritaire. Son objectif sera de la rendre efficace et solide, notamment en l'aidant financièrement dans ses investissements, en l'associant aux programmes de recherches technologiques et en favorisant là aussi la concentration.
6. Il développe l'infrastructure. Par exemple, il n'y avait quasiment pas d'autoroute en 1960, il y en a 181 km en 1965 et 649km en 1970. Le développement d'un réseau routier est un ferment pour l'essor d'une industrie automobile nationale.
7. Enfin, il organise des programmes de recherche, surtout dans le domaine de la haute technologie et y associe non seulement des entreprises du secteur, mais aussi celles d'autres branches. Les retombées des découvertes sont alors quasiment immédiates.

C'est donc dans ces conditions que naît le système de production propre au Japon, appelé selon les cas méthodes flexibles, just-in-time, méthode kanban ou toyotisme, eu égard au fait que c'est Toyota qui s'est lancée la première dans ce régime.

Le toyotisme

La nouvelle organisation du travail est celle qui s'est mise en place, progressivement pendant une vingtaine d'années, de 1950 à 1970, chez Toyota. Elle a une double origine, déjà exprimée ci-dessus. D'abord, il fallait être aussi concurrentiel que les entreprises américaines et assez rapidement car, sinon, le secteur automobile nippon aurait disparu. En 1945, le président de Toyota, Kiichiro Toyoda, juste après la défaite japonaise et au moment de l'occupation alliée, déclare qu'il est vital de «rattraper les Américains en trois ans, sans quoi c'en serait fait de l'industrie automobile japonaise» (13). La

seconde source, c'est la nécessité d'appliquer le fordisme au Japon, mais en fonction des conditions propres à l'archipel. Kiichiro Toyoda écrit à ce propos, dès 1933 : «Quant à la méthode de production, nous allons tirer parti de l'expérience américaine de production en série. Mais nous n'allons pas la copier telle quelle. Nous allons nous servir de notre potentiel de recherche et de créativité pour concevoir une méthode de production adaptée à la situation de notre pays». Taiichi Ohno, qui fut longtemps vice-président de Toyota et qui est considéré comme l'artisan de l'introduction du toyotisme, ajoute : «Je crois que c'est ce qui fut à l'origine de l'idée du juste à temps» (just-in-time) (14).

En quoi Consistent ces nouvelles méthodes de production? On peut les résumer en six points.

1. La production est tirée par la demande, l'amont par l'aval. Dans le système fordien, le but était de produire le plus possible, en grandes séries. A charge du département commercial de les vendre. Mais cela, au Japon, n'est pas rentable. Il faut fabriquer beaucoup de modèles, mais chacun en petite quantité et c'est la demande qui doit fixer, pour chaque modèle, le nombre de véhicules à réaliser. C'est pourquoi le système est élaboré un peu sur l'exemple des supermarchés. Dans celui-ci, les rayons sont approvisionnés au départ. Puis, les clients viennent se servir et, au fur et à mesure de leurs achats, le magasin remplit de nouveau les étalages. Ainsi, l'entreprise ne produit que ce qui est vendu et toute l'organisation de la production est conditionnée par cette consommation. Pour simplifier : il y a un stock minimum de voitures présentées aux clients ; ceux-ci choisissent leur automobile ; Toyota reconstitue alors le stock en fonction de ce qui a été vendu ; elle produit les véhicules manquants ; mais, pour cela, elle a besoin des composants spécifiques aux modèles achetés ; elle puise dans les stocks de pièces ; les firmes qui confectionnent ces éléments reforment alors les réserves qui se sont épuisées ; elles aussi doivent avoir des pièces et s'approvisionner dans des stocks constitués au préalable ; et ainsi de suite. De cette manière la production est tirée par la demande, et l'amont de la filière par l'aval.

2. Le manque de place au Japon et l'obligation de rentabilité incite Toyota à lutter contre tous les gaspillages. La firme japonaise décompose le travail d'une usine en quatre opérations :

- * le stade du transport,
- * le stade de la fabrication proprement dite,
- * le stade du stockage,
- * le stade du contrôle de la qualité.

De ces activités, seule celle de la fabrication ajoute de la valeur au produit. Les autres, bien qu'indispensables, n'augmentent en rien cette valeur. Ce sont des coûts et, donc, il faut limiter au maximum le temps de production consacré au transport, au stockage et au contrôle de la qualité (15). C'est pourquoi la fluidité maximale de la production est un objectif majeur de Toyota. Cela signifie que les opérations qui se suivent directement sont situées autant que possible les unes à côté des autres, que les transports sont limités dans l'espace, mais multipliés dans le temps pour éviter que ne se forment des stocks à n'importe quel endroit de la chaîne. Les seuls stocks réellement tolérés sont ceux qui constituent la réserve dans laquelle puise l'aval de la filière.

3. La flexibilité de l'appareil de production et son adaptation aux fluctuations de la production entraîne celle de l'organisation du travail. La parcellisation des tâches du fordisme ne peut plus suffire. L'essentiel des opérations de l'ouvrier devient, d'une part, de laisser fonctionner les machines et, d'autre part, de préparer les éléments nécessaires à leur fonctionnement de façon à réduire le plus possible le temps de non-production de ces machines. Ainsi, la relation un homme-une machine est rompue. Dès 1955, chez Toyota, un travailleur s'occupe en moyenne de cinq machines (16). Pendant que quatre engins oeuvrent automatiquement, il charge, décharge, prépare le travail pour le cinquième. S'il a deux machines à prendre en compte en même temps, il fait appel à un collègue. Ceci a deux conséquences immédiates : le travail n'est plus un travail individualisé et rationalisé selon les méthodes du taylorisme ; c'est un travail d'équipe ; le rapport homme-machine devient celui d'une

équipe d'ouvriers face à un système automatisé; deuxièmement, le travailleur doit devenir polyvalent à la fois pour s'occuper de plusieurs machines différentes dans son travail journalier, mais aussi pour pouvoir aider le collègue quand celui-ci ne peut continuer seul.

4. Pour organiser concrètement la production, on met en place le kanban. C'est une sorte de plaque sur laquelle il est indiqué plusieurs choses dont la plus importante est la pièce ou l'élément auquel elle est rattachée. Ainsi, lorsque l'assemblage a besoin d'un tableau de bord pour le modèle que l'unité monte, elle prend un tableau dans la réserve. A ce moment, elle détache le kanban qui est relié à la pièce qu'elle utilise. Celui-ci retourne au département où l'on fabrique les tableaux de bord. Cette division sait alors qu'elle doit reconstituer le stock épuisé. Le kanban sert donc avant tout de bon de commande. Mais dans l'organisation flexible de la production tirée par la demande, c'est un moyen rapide, facile et essentiel.

5. L'objectif de Toyota est de produire beaucoup de modèles, mais chacun en petite série. Cela veut dire qu'une même chaîne de montage doit servir à la confection de voitures différentes avec des caractéristiques différentes. A chaque fois qu'il y a un nouveau modèle, il faut changer les machines, les adapter à la forme du nouveau véhicule. Mais faire passer la même machine d'une opération à une autre demande du temps, à l'origine beaucoup de temps. C'était un obstacle majeur à l'extension du système Toyota. Produire le même nombre de véhicules, mais différenciés, qu'une usine qui ne fabrique qu'un modèle est un avantage. Mais s'il faut quatre heures pour changer d'outils entre chaque modèle, cela devient un inconvénient. Il est plus intéressant de produire en une fois la production d'un mois pour un modèle, puis seulement de modifier l'outil et monter le modèle suivant. Mais cela, c'est du pur fordisme. C'est contradictoire avec le point 1 selon lequel la production est tirée par la demande. C'est le professeur Shigeo Shingo qui a résolu ce problème en 1969 : grâce au SMED, le single minute exchange die. Petit à petit, il est parvenu à réduire le temps de réglage d'un outil comme une presse de 1000 tonnes de 4 heures à 3 minutes (17). Il s'est basé, pour ce faire, sur le principe qu'il faut préparer au maximum à l'avance les opérations de modification pour réduire au minimum l'intervention au moment où la machine est arrêtée.

6. On a déjà beaucoup souligné l'importance de l'ensemble de la filière de production dans l'industrie automobile. Si les constructeurs japonais sont plus compétitifs, ils doivent l'être sur toute la filière. Au lieu d'approfondir l'intégration verticale comme les firmes américaines, ils développent avec les fournisseurs de composants des relations de sous-traitance. Les producteurs de pièces automobiles sont des entreprises extérieures, bien que les constructeurs les tiennent sous leur contrôle par des participations au capital, par des aides aux investissements et par leur incorporation dans des associations de sous-traitants attitrés, propres à chaque compagnie automobile. Aux sous-traitants, Toyota impose son système de production : flexibilité maximale, obligation de s'installer dans un rayon de 20 km autour de ses usines afin de réduire le transport, utilisation de kanban à la fois à l'intérieur de l'entreprise de composants et entre Toyota et le sous-traitant,... Profitant de situations de travail plus pénibles dans la sous-traitance (les coûts salariaux y sont généralement inférieurs de 30 à 50 %), Toyota fixe des conditions de prix, de délai et de qualité à ces sociétés de façon à produire des véhicules à bas prix, en just-in-time et de qualité irréprochable. C'est un aspect fondamental de l'avantage concurrentiel des constructeurs japonais.

Si l'on peut résumer le toyotisme en une seule phrase, on dirait que c'est un système d'organisation de la production basé sur une réponse immédiate aux variations de la demande et qui exige, dès lors, une organisation du travail flexible (y compris des travailleurs) et intégrée. On caractérise également souvent le toyotisme par les cinq zéros :

* zéro délai : la demande tire la production et l'aval, l'amont ; un client ne doit pas attendre pour acheter une voiture ;

* zéro stock : les stocks sont limités au maximum ; seules sont autorisées les réserves de base ;

* zéro défaut : chaque poste de travail contrôle la qualité du travail effectué par le poste de travail précédent ;

* zéro panne : les machines ne sont jamais utilisées à plein régime et elles sont choisies non en fonction de leur technicité, mais de leur emploi dans la chaîne ; pour une opération simple, une machine simple est toujours préférée à une autre ;

* zéro papier : grâce au kanban, les ordres administratifs nécessitant de la paperasserie sont fortement réduits.

La flexibilité des travailleurs

Dans le nouveau système de production, les exigences portées sur le travail ouvrier sont plus élevées encore qu'elles ne l'étaient pour le fordisme. Cela est vrai pour la sous-traitance, mais également au niveau des usines dépendant directement du constructeur.

1 .L'intensification du travail atteint un nouveau palier. La main-d'oeuvre est utilisée plus intensément encore qu'auparavant. Le changement de la relation un homme-une machine en un rapport une équipe-un système (où chaque homme gère en moyenne cinq machines) en est l'illustration. Sous le toyotisme, le principe fondamental du taylorisme, à savoir la lutte patronale contre la flânerie ouvrière, est poussé à un niveau supérieur.

Mais il y a mieux encore: le management by stress. Tout le long de la chaîne de production, il y a des feux lumineux avec trois positions: vert, tout va bien; orange, il y a surchauffe, la chaîne tourne trop vite; rouge, il y a un problème, il faut arrêter la production et résoudre la difficulté. On pourrait croire que le but est de parvenir à une situation où, à tous les ateliers, les lampes affichent un vert rassurant. Pas du tout! Car si c'est vert, c'est qu'il y a des problèmes latents qui n'apparaissent pas. Il faut donc accélérer le flux. De cette façon, la chaîne sera au bord de la rupture. Les vraies difficultés surgiront. L'entreprise pourra y remédier et, dès lors, améliorer sa productivité, ses performances, sa capacité à fabriquer des voitures de bonne qualité. Il faut donc que les feux oscillent perpétuellement entre le vert et l'orange, ce qui signifie une hausse constante de la cadence de la production.

2. La flexibilité de la production exige celle du travail et celle des travailleurs. Concrètement, Toyota part avec un nombre minimum d'ouvriers qui réalisent le montage de voitures dans des conditions pessimistes de vente. Si le marché s'améliore et permet une augmentation de la fabrication, il y a deux possibilités: soit les travailleurs sont contraintes à faire des heures supplémentaires, soit l'entreprise engage des temporaires. Si la hausse se poursuit, peut-être alors le constructeur embauchera du personnel supplémentaire. Mais le fondement de la politique de Toyota est de travailler avec un minimum d'ouvriers qui font un maximum d'heures supplémentaires. Un ouvrier chez Toyota est présent dans l'usine 2300 heures par an, en moyenne, c'est-à-dire, sans tenir compte des congés, 44 heures en moyenne par semaine **(18)**. En comparaison, le travailleur d'une usine d'assemblage en Belgique (Ford-Genk, General Motors-Anvers, Volkswagen-Forest, Renault-Vilvorde et Volvo-Gand) oeuvre entre 1550 et 1650 heures par an **(19)**.

3. En plus, pour pouvoir travailler en équipe, il est demandé aux ouvriers une grande polyvalence. En d'autres termes, pour pouvoir entrer dans la grande famille Toyota, il est nécessaire d'avoir plus de capacités qu'il n'en faut pour être engagé dans un processus de production fordien. Mais les salaires ne sont pas corrigés à la hausse avec l'augmentation des qualifications requises.

Il est clair que ces exigences plus élevées ne peuvent être acceptées par les ouvriers que s'il y a un rapport de forces défavorable aux travailleurs, ou s'il y a une compensation suffisante eu égard au caractère plus pénible du travail, comme, par exemple, la journée de 5 dollars chez Ford. Les constructeurs japonais vont jouer sur les deux tableaux.

Le principal obstacle lorsqu'ils posent les jalons de leur système de production, au début des années cinquante, c'est le syndicat. Celui qui leur est présenté, est celui qui s'est développé après la guerre contre le fascisme. Il a certains points communs, alors, avec les organisations de travailleurs en Europe et en Amérique du Nord. Mais, pour les constructeurs nippons, il a deux tares essentielles. Primo, il est basé sur une solidarité de classe et non sur une coopération avec le patronat. Secundo, il est combatif. En 1946, il y a en moyenne 118 arrêts de travail par mois, en 1947, 113, et en 1948, 170 (20). Bref, il faut casser ce syndicat.

L'opportunité d'atteindre cet objectif va se présenter au début des années cinquante justement. En 1950, Toyota décide de supprimer 2000 emplois. Immédiatement, c'est la grève. Elle dure plusieurs mois, embrasant même des fournisseurs attirés du constructeur comme sa filiale Nippondenso. Finalement, l'entreprise tient bon grâce à l'appui des banques: les licenciements sont maintenus. Mais le président doit donner sa démission. Ce conflit marque les travailleurs nippons et la direction également. Celle-ci, pour éviter ce genre d'affrontement à l'avenir, prend l'option de travailler avec un effectif minimal, mais quasiment inamovible.

Un second heurt entre patrons et syndicat va se produire chez Nissan, en 1953, avec des conséquences encore plus importantes. En 1953, les ouvriers arrêtent le travail pour des augmentations salariales. Aussitôt, le président de Nissan met son usine en lock-out et attend que les grévistes s'épuisent. Lui, il a le temps : deux banques, dont l'une appartient au même groupe que le constructeur, la Fuji Bank, lui ont prêté l'équivalent d'une année de chiffre d'affaires. Puis, une fois qu'il sent qu'il peut retourner ce conflit à son avantage, il fait mettre les leaders syndicaux en prison et crée, par l'intermédiaire d'un ouvrier complice, un nouveau syndicat. Cette nouvelle organisation rend visite aux grévistes en leur disant qu'ils doivent intégrer le nouveau syndicat et accepter de reprendre le travail, sans quoi ils resteraient sans emploi. Affamés et démobilisés sous la pression de ce chantage, les travailleurs réintègrent l'entreprise. Nissan a créé le syndicat maison, celui que l'on caractérise, aujourd'hui, de typiquement japonais. Rapidement, il sera imité partout dans l'archipel.

Ainsi, les constructeurs nippons ont utilisé la carotte et le bâton, la garantie d'un emploi à vie et le syndicat totalement inféodé au patronat, pour pousser leurs employés à accepter les changements qu'ils vont progressivement apporter aux conditions de travail. Ce fait est capital pour comprendre l'émergence du nouveau système de production au Japon. Taiichi Ohno le reconnaît lui-même: «Le fait que cela a été rendu possible au Japon, non sans difficultés d'ailleurs (dues au tempérament des compagnons), résulte probablement de l'absence de syndicats par métier, tels qu'ils existent en Europe et surtout aux Etats-Unis» (21).

Plus productifs

Les résultats obtenus sont éloquentes. Evidemment la meilleure preuve du succès nippon est le gain des parts de marché par les firmes automobiles japonaises. Néanmoins, malgré la difficulté d'établir des comparaisons, il est possible de trouver des indicateurs de cette supériorité encore plus précis. Le Massachusetts Institute of Technology (MIT) a pu calculer le nombre d'heures qu'il a fallu, en 1987, pour fabriquer un véhicule. Bien que l'échantillon soit relativement faible, la suprématie japonaise ne se discute pas : 19 heures dans l'archipel, 26,5 heures en moyenne aux Etats-Unis, 22,6 heures dans les meilleures usines européennes et 35,9 heures en moyenne en Europe, soit presque deux fois plus qu'en Extrême-Orient (22).

La performance japonaise est avant tout associée aux changements qui se sont déroulés depuis 1970. Si les constructeurs nippons gagnent des parts de marché, c'est avant tout parce que leur système de production répond mieux aux bouleversements du marché.

1. Le toyotisme peut mieux affronter la crise économique et la situation de saturation du marché. Ohno déclare : «Du système Ford et du système Toyota, je n'aurai pas l'outrecuidance de dire lequel est le meilleur. Je pense cependant pouvoir affirmer, sur la foi de l'expérience, que le système Toyota est

mieux adapté que le système Ford à une économie de croissance lente» (23). Prenons un exemple pour illustrer cela. Supposons qu'au cours d'un mois, la demande normale est de 900.000 véhicules du modèle A, 600.000 du modèle B et 300.000 du modèle C. Dans une production fordienne de fabrication en série, il serait le plus intéressant de concentrer le montage de la première gamme de voitures les premiers quinze jours, puis la gamme B durant les dix jours qui suivent et, enfin, le dernier modèle. Mais si jamais, en cours de mois, les consommateurs du modèle A se reportent subitement sur le C, si bien que, le 20, il apparaît qu'il faille 600.000 automobiles pour les trois types, le constructeur se retrouve coincé : il a déjà produit 900.000 modèles A et il n'a pas le temps de réaliser toute la commande de C. Même s'il accroît sa production durant les dix derniers jours du mois, il se retrouve avec un stock de 300.000 voitures de A. Par contre, s'il adopte le just-in-time et le système SMED de réglage des outils, il peut produire quotidiennement 30.000 véhicules de type A, 20.000 de type B et 10.000 de types C. S'il y a une transformation le 20, il suffit d'équilibrer différemment la production : 20.000 B et 40.000 C jusqu'à la fin du mois. Et il n'y aura pas de stock.

2. Le toyotisme est mieux adapté aux bouleversements technologiques qui permettent une plus grande flexibilité et une plus grande intégration dans les systèmes de production. Mais comme pour le cas de Ford au début du siècle, ce n'est pas la technologie qui explique la supériorité japonaise. Au contraire, Toyota s'ingénie à n'utiliser que des machines simples, fiables, qui ne tombent pas en panne rapidement. Il n'y a aucune volonté de transformer les usines en ateliers du futur entièrement robotisés. Shigeo Shingo écrit à ce propos : «L'utilisation de robots commandés par ordinateurs, qui sont très coûteux, et de machines spéciales faites à l'extérieur, est considérée de manière très négative par Toyota. Les dépenses sont considérées comme inutiles par Toyota. L'idée est que l'on peut cesser d'utiliser une machine chère qui entraîne des coûts élevés et qu'il vaut mieux pour réduire les coûts utiliser d'anciennes machines. Ainsi, même si une machine est chère, il est beaucoup plus rentable de l'arrêter et d'utiliser d'autres machines qui permettront de produire à faible coût» (24).

3. Le toyotisme est une réponse à la crise du fordisme des années soixante-dix. Au lieu du travail déqualifié, l'ouvrier est astreint à la polyvalence. Au lieu de la chaîne individualisée, il est intégré dans une équipe. Au lieu de produire des voitures en masse pour des inconnus, il fabrique un élément pour la «satisfaction» de l'équipe qui suit la sienne dans la filière. Bref, avec le toyotisme, fini, paraît-il, le travail répétitif, ultra-simple, démotivant, abrutissant. Voilà venu le temps de l'enrichissement des tâches, de la satisfaction du client, du contrôle de la qualité.

La pression sur les concurrents

Grâce au nouveau système de production, mieux adapté à la situation de crise économique et de bouleversements technologiques, les constructeurs japonais gagnent des parts de marché au niveau mondial. Ils pénètrent le marché américain. Aujourd'hui, ils ont pratiquement 30 % des ventes aux Etats-Unis. Toyota et Honda y disputent à Chrysler la place de troisième firme automobile. En Europe, l'assaut n'a pas encore pris cette ampleur. Mais les entreprises nippones n'en ont pas moins déjà 11 % du marché.

Face à cette concurrence redoutable, que peuvent faire les compagnies étrangères (25) ? Avant tout, elles perdent du terrain avec plus ou moins d'importance selon le cas. Tous les rivaux occidentaux suppriment des emplois en masse lors des deux chocs de 1973-1974 et de 1979-1980, alors que, parallèlement, les entreprises japonaises soit en gagnent, soit réduisent leurs effectifs dans une moindre mesure. La plupart des firmes européennes et américaines connaissent des périodes de pertes nettes : Volkswagen en 1974 et 1975, Chrysler en 1974 et 1975 et de 1978 à 1981, Renault en 1975 et de 1981 à 1986, Ford de 1980 à 1982, Peugeot de 1980 à 1984, General Motors en 1980 et en 1990 (26).

L'affrontement est donc rude pour les concurrents des constructeurs japonais. Les solutions qui s'offrent à eux sont, finalement, les mêmes que celles que pouvaient choisir les sociétés automobiles face au fordisme :

* prôner la protection totale de l'économie nationale, notamment par l'élévation de barrières douanières à l'importation de voitures; c'est ce qu'ont fait l'Europe et le Japon durant l'entre-deux-guerres et après 1945 ; de même, aujourd'hui, les Etats-Unis, la France, l'Italie et la très libérale Grande-Bretagne ont mis des quotas sur l'arrivée de véhicules en provenance du Soleil levant ; mais, la protection est toujours imparfaite ; la firme qui ne peut accroître ses parts de marché par l'exportation implante une filiale et recompose son avantage concurrentiel sur le territoire même de l'adversaire ; le modèle se diffuse ainsi à l'échelon international ; il en a été ainsi avec Ford dans les années vingt ; actuellement, les constructeurs japonais ont installé douze usines en Amérique du Nord, et il en va de même en Europe où trois unités sont déjà en activité : Nissan-Grande-Bretagne, Honda-Grande-Bretagne et Motor Iberica (Nissan-Espagne) ;

* disparaître, fermer ses portes ou se vendre à un concurrent plus puissant ;

* se réfugier dans une niche comme la production de voitures de luxe et de sport ; le problème, aujourd'hui, c'est que les firmes japonaises partent aussi à l'assaut de ces créneaux ;

* s'adapter, c'est-à-dire essayer d'imiter le système de production performant en tirant profit des particularités sociales, économiques et politiques de la région où l'on produit.

En fin de compte, si un constructeur tient à rester sur le marché, c'est à cette option qu'il devra en venir.

Le problème est de voir ce qui constitue l'essence de l'avantage concurrentiel des firmes leaders. Cela n'est pas toujours évident. Dans le cas de la percée japonaise, on a successivement affirmé que la supériorité nipponne venait de leur capacité à produire des petites voitures (exclusivement par rapport aux Etats-Unis), des bas salaires payés aux ouvriers de l'archipel, de l'implantation massive de technologie,... C'est pourquoi les réactions de ces entreprises apparaissent souvent désordonnées, voire incohérentes.

General Motors et Saturn

Un bon exemple de ce qui précède peut être trouvé en General Motors, premier constructeur de la planète. On peut observer comment, dans un premier temps, cette firme s'est leurrée sur la menace japonaise, puis, sur cette base, comment elle a mis en place des solutions non adaptées, coûteuses, et qui menaient l'entreprise à la déroute, pour, enfin, reformuler fondamentalement son système de production en outil de bataille contre les Japonais.

1. En 1975, les premières missions d'études sont envoyées en Extrême-Orient pour s'interroger sur la soudaine puissance de ces concurrents qui pénètrent de plus en plus le marché américain. De retour à Détroit, les experts de General Motors ont dans leurs bagages une petite trouvaille pour améliorer la fiabilité de leurs véhicules : les cercles de qualité. C'est l'époque de la folie de ces organes de discussion dans les ateliers. Mais sans le reste du système, sans la philosophie qui les anime, ces cercles sont des coquilles vides sans utilité. Elles sont progressivement abandonnées, ou alors ne donnent pas grand-chose.

2. En 1979, la crise économique entre dans une seconde phase de récession. L'industrie automobile américaine est particulièrement touchée. Par contre, les constructeurs japonais se portent comme des charmes. Leur pénétration du marché américain atteint les 20 %. C'est à la suite de cela que les Etats-Unis demandent aux exportateurs nippons de s'autolimiter. Pendant ce temps, General Motors, qui s'apprête à connaître la première situation déficitaire de son histoire depuis 1921, s'engage dans un programme d'investissements de 40 milliards de dollars. L'objectif est de battre les Japonais. Ceux-ci possèdent un avantage parce qu'ils paient peu leurs ouvriers et parce que le yen était sous-évalué. Pour compenser cela, General Motors va s'engager pleinement dans les nouvelles technologies. En tout premier lieu, il programme l'acquisition de robots à un rythme tout à fait démentiel : alors qu'il en possède à peine 302 en 1980, il prévoit en avoir 5000 en 1985, 10.000 en 1988, 14.000 en 1990 (27).

3. En 1981, au plus fort de la récession, General Motors commande une étude pour pouvoir produire une nouvelle petite voiture, ce qu'aux Etats-Unis, on appelle une subcompact. En faisant plusieurs comparaisons, ce qui est possible puisque GM a des filiales en Europe et une participation d'environ 35 % dans la société japonaise Isuzu, il constate avec stupeur qu'il lui faut 2000 dollars de plus par véhicule pour les fabriquer aux Etats-Unis plutôt qu'au Japon (sur un prix de 5 à 6.000 dollars pour ce genre d'automobile). Les responsables de la première multinationale du secteur s'interrogent. Ce n'est pas possible de continuer à produire des subcompacts dans ces conditions. Déjà, Ford et Chrysler abandonnent la partie, se retranchant sur les voitures moyennes et de luxe et vendant des petits modèles conçus au Japon par leurs «alliés», respectivement Mazda et Mitsubishi Motors. Il faut une autre façon de produire sans quoi les firmes de Détroit devront renoncer définitivement à fabriquer le bas de gamme. Donc renoncer également à l'hégémonie sur le marché mondial car, si ce sont les modèles les plus élevés qui procurent les bénéfices, ce sont les petites voitures qui fournissent le chiffre d'affaires, c'est-à-dire les parts de marché.

4. L'aboutissement de ces réflexions, c'est le projet Saturn mis en place en 1983. Il s'agit d'investir 5 milliards de dollars pour construire une nouvelle usine dans un site peu fréquenté, Spring Hill dans le Tennessee, afin d'élaborer une nouvelle subcompact. Le projet repose sur trois principes fondamentaux. Premièrement, il s'appuie sur l'utilisation des méthodes japonaises de production. Le just-in-time y est à l'honneur. Le travail à la chaîne est remplacé par le travail en équipe, selon une conception modulaire pour laquelle le groupe est compétent pour tout ce qui le concerne directement : congés, organisation concrète du travail, contrôle de la qualité, ... La sous-traitance y est beaucoup plus élevée qu'ailleurs chez GM : le rapport «70 % de la valeur du véhicule réalisé chez GM - 30 % par des sociétés extérieures» est changé en une relation «40 % - 60 %» en faveur des sous-traitants. Le projet initial est d'ailleurs prévu pour 6000 ouvriers à Saturn, mais 20.000 à 25.000 chez les fournisseurs de composants. Ceux-ci sont priés aussi de venir s'installer tout autour de l'usine de Spring Hill afin de rentabiliser au maximum le just-in-time. Bref, c'est une application du toyotisme avec même une reproduction du schéma de production établi à Toyota City, la ville où est parti la première firme japonaise.

Deuxièmement, Saturn mise sur la technologie. D'après le président de General Motors, Roger Smith, c'est l'ébauche de l'usine du futur avec des lignes de production entièrement automatisées et une intégration complète des différents outils sous l'égide de l'informatique **(28)**. Le consommateur pourra même choisir son véhicule et ses caractéristiques avant même que celui-ci soit produit et cela, peu importe où le client se trouve aux Etats-Unis. Dans cette perspective technologique, General Motors achète deux firmes spécialisées dans les communications : EDS pour 2,5 milliards de dollars, une entreprise qui va mettre au point les systèmes de communication de GM ainsi qu'établir la compatibilité de liaison entre les usines du groupe; Hughes Aircraft pour 5 milliards, une société d'aéronautique qui s'occupe de communications par satellites.

Troisièmement, le projet associe, quasiment dès le départ, le syndicat américain, l'United Automobile Workers (UAW). Celui-ci accepte la philosophie de l'expérience, à savoir de produire une subcompact qui soit au niveau de la compétitivité des Japonais. Il participe à tous les organes de gestion de l'usine et donne son avis sur des questions comme les horaires de travail ou le choix des sous-traitants.

Le projet Saturn est donc un programme qui a l'ambition de faire échec à la percée japonaise dans le domaine où justement les constructeurs nippons sont les plus forts, la vente de modèles de bas de gamme. Il contient deux défis. Le premier est de réaliser un tel véhicule aux Etats-Unis. Roger Smith ne s'en cache pas : «Saturn, c'est la dernière chance de construire des petites voitures sur le sol américain» **(29)**. Le second, c'est le système de production avec cette particularité d'appliquer les méthodes japonaises en impliquant le syndicat dans la réorganisation des relations de travail, ce syndicat de métier en qui Taiichi Ohno voyait l'obstacle majeur à l'implantation de la flexibilité aux Etats-Unis. Pour Smith, cet aspect est le plus important : «Saturn nous donnera le feu vert pour revenir à la charge et saturniser le reste de l'entreprise. Cela, pour moi, constitue 90 % de l'enjeu. Saturn, la voiture, en représente 10 %» **(30)**.

5. En attendant le résultat de l'expérience, car la première Saturn n'est pas prévue avant 1989, General Motors imite ses rivales de Détroit : elle s'approvisionne en subcompact auprès de ses amis d'outre-Pacifique, Isuzu et Suzuki. En 1983 également, elle conclut une joint venture avec Toyota sur base paritaire pour reprendre une usine désuète de Californie, à Fremont, dont GM venait d'arrêter la production. La nouvelle société est baptisée New United Motor Manufacturing Inc., NUMMI. Toyota cherche à s'installer aux Etats-Unis, mais veut d'abord tâter le terrain et connaître les us et coutumes des indigènes. Dès lors, quoi de plus normal de demander à la plus grande multinationale de l'initier. GM veut apprendre les méthodes japonaises et observer comment quotidiennement elles se mettent en oeuvre. Une fois l'usine relancée, GM enverra plus de 2000 visiteurs par an pour étudier le système organisationnel nippon **(31)**.

6. En 1986, un premier bilan est tiré des solutions choisies. Il n'est pas brillant. General Motors a perdu 10 % de parts de marché aux Etats-Unis : de 46 % en 1979, cette part a chuté à près de 36 % en 1987. Pendant ce temps, GM a dépensé 60 milliards de dollars en technologies super-sophistiquées. Alors qu'à l'autre bout des USA, Toyota, sans l'utilisation de robots supplémentaires, fait de NUMMI une des unités les plus productives du groupe. Ces événements ont de quoi inciter la direction de General Motors à la réflexion sur ces options technologiques. En fait, il apparaît que la solution de la robotisation est :

* peu fiable ; la haute technologie est souvent en panne; ceci est le cas à Hamtrack (Michigan) et à Buick-City (Flint, Michigan), deux bijoux industriels mais qui ne fonctionnent pas ; à Buick-City, les robots qui posent les pare-brise sur les véhicules les abandonnaient généralement sur les sièges avant; cela a obligé l'usine d'utiliser des travailleurs manuels pour cette opération **(32)** ;

* peu flexible : s'il y a baisse de production, le robot reste sur la chaîne et coûte à l'entreprise ;

* très coûteux de façon générale ; le programme d'investissement de GM en est bien la preuve ;

* requérant une main-d'oeuvre plus qualifiée qu'il faut former.

Abandonnant l'option du tout technologique, General Motors coupe dans le budget du projet Saturn : l'investissement n'est plus que de 3,5 milliard pour un programme scindé en étapes et une voiture de moins en moins «révolutionnaire» dont la sortie est postposée à l'été 1990. L'optique de faire du travail humain en équipe devient le noyau de l'expérience. General Motors commence à prendre conscience que les changements organisationnels doivent précéder les transformations technologiques pour que celles-ci soient réellement efficaces.

7. En 1987, à la suite de ces bouleversements dans la philosophie de l'entreprise, General Motors lance le Quality Network System. C'est un vaste programme destiné aux Etats-Unis afin de responsabiliser les travailleurs aux problèmes de la satisfaction du client, du contrôle de la qualité, de l'amélioration de la productivité. Pour arriver à cet objectif, GM tente d'obtenir la collaboration de l'UAW tout comme elle avait associé le syndicat dans le projet Saturn. A l'occasion de ce dernier, Roger Smith avait déclaré : «GM ne peut pas devenir compétitive à l'échelon international avec le type de relations qu'il y a actuellement entre GM et l'UAW.(...) GM et l'UAW doivent devenir une équipe dont les buts sont communs, c'est une nouvelle philosophie qui doit guider le groupe dans son ensemble» **(33)**. Cette nouvelle mentalité de partenariat, GM veut l'imposer au-delà de Saturn. Par exemple, grâce à l'association du syndicat, à Buick-City, la direction a pu identifier dix problèmes graves de l'usine. Le voitures qui sortent de ses chaînes de montage, aujourd'hui, sont parmi les meilleures en qualité aux Etats-Unis. Et l'unité de Flint est devenue la deuxième usine la plus productive de GM-USA **(34)**.

Vu ce succès en Amérique, General Motors a commencé la campagne pour le Quality Network System pour l'Europe en 1989.

8. Actuellement, General Motors ne perd plus de terrain aux Etats-Unis, restant avec une part de marché de 36-37 %. Mais elle ne réalise aucun profit sur cette production. En Europe, par contre, la stratégie est très agressive. GM-Europe s'accapare de positions. Elle est devenue la quatrième

producteur européen, derrière Volkswagen, Fiat et Peugeot, mais devant Ford-Europe et Renault. En plus, elle gagne de l'argent : 1,9 milliard de dollars en 1990.

La réaction du premier constructeur mondial face à la percée japonaise est intéressante à plus d'un égard. Elle préfigure probablement ce qui va se passer et qui se déroule déjà dans les autres firmes automobiles occidentales. Pour résumer, on peut situer quatre étapes dans l'attitude de General Motors. Dans un premier temps, elle semble ignorer le problème. Elle ne prend que des mesures superficielles. C'est la politique jusqu'en 1979. A ce moment, deuxième temps, elle prend conscience du danger, mais, obnubilée par les aspects les plus visibles de la concurrence japonaise, elle pense pouvoir y faire face par les méthodes traditionnelles. Elle opte pour la solution technologique, qui consiste à remplacer, dans un cadre fordien de production toujours maintenu, des hommes par des machines ou des robots. C'est un échec. En 1986, General Motors doit établir ce constat d'insuccès. C'est la troisième étape. GM s'aperçoit que la lutte pour la compétitivité se joue à un autre niveau: celui de l'organisation de la production. Que l'apport technologique ne peut être profitable qu'après avoir bouleversé les méthodes de production fordiennes. La première multinationale doit s'adapter au nouveau système. On en vient alors à la quatrième étape : c'est, pour copier le toyotisme et pour que cela soit efficace (et pas seulement une imitation plaquée sur la réalité américaine), de tirer profit des particularités et spécificités des Etats-Unis. L'une de celle-ci — et Ohno en reconnaît l'importance — est d'avoir un syndicat de métier dont l'existence est une entrave pour introduire la flexibilité. Alors, au lieu d'imposer le just-in-time de force, la compagnie de Détroit a préféré faire de cet obstacle, un atout en l'associant dans certains organes de gestion.

De cette façon, le toyotisme se répand dans le monde. Seuls les constructeurs qui l'adapteront aux particularités des pays où ils produisent survivront. Comme à l'époque du fordisme.

Une analyse marxiste

Après avoir décrit brièvement les enjeux dans l'industrie automobile, il est bon d'essayer de les replacer dans un cadre théorique. C'est ici que le marxisme prend toute sa valeur, en particulier par rapport aux autres écoles économiques. Que peut-on affirmer ?

1. Les firmes industrielles poursuivent des logiques d'accumulation individuelles et c'est ce qui motive leurs stratégies. Pour montrer cela, il faut partir du cycle du capital industriel : $A - M \{ \dots P \dots M' - A'.$

Le A désigne le capital-argent, ce que le patron met financièrement au départ en vue de produire. Avec ces fonds, ce dirigeant d'entreprise achète des machines, des bâtiments, des terrains, des outils, des produits à transformer, bref des moyens de production (Mp), et des forces de travail (FT), c'est-à-dire des ouvriers prêts à utiliser ces moyens de production. L'adjonction de ces deux éléments permet de produire (P). Cela fournit un nouveau produit (M') issu de cette transformation. Le «prime» associé au M indique que ce bien contient la plus-value, c'est-à-dire la valeur de la partie de la journée de travail qui n'a pas été payée à l'ouvrier par le patron. Ce produit est vendu et, en échange, l'entrepreneur reçoit, à nouveau, de l'argent, mais de l'argent augmenté, par rapport au capital de départ, de la plus-value. Ces fonds reçus vont servir de point de départ à un second cycle. Et ainsi de suite.

Tout le problème est ce que fait le patron de la plus-value issue du processus de production. On peut remarquer que, même si le choix a des implications sociales, il est pris par des individus, qui représentent une minorité — le patronat — en fonction de leurs intérêts propres. Il y a deux possibilités. Ou bien la plus-value est consommée par cette bourgeoisie. Ou bien elle est investie dans l'usine pour débiter un second cycle. Dès qu'une partie de ce surplus est réinjectée dans l'achat de nouveaux moyens de production ou de nouvelles forces de travail, il y a accumulation. L'accumulation est importante parce que, si le capital de départ est toujours le même, le montant de plus-value récolté sera toujours sensiblement le même, alors que, s'il augmente de cycle en cycle, la plus-value créée va s'accroître sans cesse, et les profits de la firme avec elle. L'accumulation, c'est donc, pour les

entreprises, grossir afin d'obtenir des bénéfices de plus en plus énormes dans un avenir plus ou moins proche.

Le but des sociétés est d'accumuler et même d'accumuler de plus en plus vite. Cela se déroule en concurrence les unes par rapport aux autres car la demande n'est pas extensible, elle est limitée par les revenus de la population. Donc accumuler plus vite, c'est gagner des parts de marché. En même temps, c'est la possibilité d'accumuler davantage à l'avenir. Les firmes qui prennent des parts de marché engrangent des profits supplémentaires (35) qui seront réinjectés dans le cycle. Il y a une sorte de «cercle vertueux» qui fait de l'entreprise largement bénéficiaire une société qui peut accumuler plus vite, donc réaliser davantage de profits par la suite pour encore plus accumuler, etc.

L'objectif des constructeurs automobiles est, dès lors, de tirer le maximum de plus-value de la production de leurs usines et même de toute la filière qui dépend d'eux. C'est la base de l'accumulation.

2. La concurrence que se livrent les firmes est une bataille qui a pour enjeu la rapidité avec laquelle elles croissent sur une période plus ou moins longue (5 à 10 ans). Les entreprises qui gagnent des parts de marché de manière continue et durable, comme Ford à partir de 1910, comme, aujourd'hui, les constructeurs japonais, fixent des normes d'accumulation. Celles-ci portent, en premier lieu, sur la vitesse à laquelle les concurrents doivent, eux-mêmes, accumuler pour ne pas être acculés à disparaître. Mais pour ces derniers se pose immédiatement un problème : ils ne sont pas leaders en accumulation ; la plus-value qu'ils extraient de leur processus de production n'est pas suffisante pour tenir le «cercle vertueux». Il leur faut trouver de nouveaux moyens, de nouvelles méthodes afin de ne pas perdre le contact avec les leaders. Ils peuvent :

* se procurer des fonds auprès d'organismes financiers ou de la Bourse de façon à suppléer la carence de plus-value par des apports de capital venant de l'extérieur ; mais si la société est systématiquement en retard par rapport aux leaders, elle aura de plus en plus de mal à trouver des fournisseurs de fonds, qui veulent, eux aussi, rentabiliser leur capital ;

* acquérir de nouvelles sociétés par OPA ou par fusion ; soit, ces entités sont plus rentables et peuvent rehausser la plus-value perçue par la compagnie retardataire ; soit, la nouvelle unité issue de l'absorption ou de l'association, grâce aux économies d'échelle, pourra rationaliser sa production et donc élever la plus-value qui y est créée ; c'est ce qu'espèrent Renault et Volvo en se mettant ensemble ; mais cette stratégie demande souvent des fonds et, en plus, il n'est pas assuré qu'«un plus un» fasse davantage que deux ;

* augmenter la plus-value extraite dans la production qu'ils contrôlent ; de cette manière, ils peuvent accroître le transfert de plus-value, un transfert qui se déroule, en bonne partie, en imposant des prix de vente de plus en plus bas aux sous-traitants ; le prix baissant, le profit du producteur de composants diminue, mais pour le constructeur, c'est un coût moindre, donc un bénéfice supplémentaire ; il y a ainsi un transfert de plus-value du sous-traitant au constructeur ; une deuxième façon de procéder est d'accroître l'exploitation des travailleurs, en accélérant le rythme de travail, par exemple, ou en ne faisant suivre le salaire qu'imparfaitement ou en retard par rapport à la hausse de la productivité ; un troisième moyen, c'est de mécaniser ; l'introduction de machines nouvelles dans le processus de production permet d'augmenter la productivité et c'est l'occasion d'accroître l'exploitation, justifiée en raison des impératifs techniques ou technologiques ; cependant, dans ces trois formules, on peut observer des limites : les pressions sur les sous-traitants et celles sur les ouvriers ne sont pas extensibles (les limites sont la faillite du sous-traitant ou la détérioration du climat social dans l'entreprise) et certainement pas à court terme et dans une proportion importante ;

* imiter le système de production des firmes leaders ; finalement, si celles-ci ont un avantage substantiel, c'est la seule méthode pour une société rivale de se maintenir à flot, de ne pas être éliminée.

3. Les entreprises luttent afin d'accumuler plus vite. Cette démarche est individuelle. Elle fait partie de la liberté d'entreprendre. Néanmoins, le résultat de la somme de ces accumulations individuelles est

une accumulation à l'échelle de la société. Pour l'industrie automobile, du fait de son poids dans l'économie, ceci est important. C'est ici que le modèle de la civilisation automobile apparaît pleinement comme un modèle d'accumulations individuelles, qui empiètent les unes sur les autres pour finir par se contrecarrer, par se détruire les unes les autres.

Dans la recherche individuelle de l'accumulation, les firmes investissent de plus en plus dans les machines. Poussées par la concurrence pour des parts de marché de plus en plus faibles, elles s'embarquent dans des investissements de moins en moins rentables. C'est ce qu'on appelle la tendance à la baisse du taux de profit. Le taux de profit, c'est $S/C + V$ où S est la plus-value, C le capital constant (la valeur des moyens de production, machines, bâtiments,...) et V le capital variable (en gros, les salaires.). C'est la plus-value rapportée au capital investi. La baisse du taux de profit s'exprime par le fait que les entreprises mécanisent, c'est-à-dire augmentent C, sans pouvoir accroître S de la même façon. Et cela se passe au niveau global, au niveau de la société, c'est-à-dire même si la firme qui mécanise, elle, augmente son taux de profit individuel.

Les méthodes classiques sont de hausser la plus-value (S) (donc diminuer V en valeur relative ou même absolue). Telles qu'elles sont exprimées au point 2, les trois possibilités montrent leurs limites :

- * le transfert de plus-value s'annule puisque l'on raisonne à l'échelle globale ;
- * l'accroissement de l'exploitation est une solution; mais elle se heurte à la résistance ouvrière ;
- * la mécanisation a un effet incertain car il accroît à la fois C et S ; comme présenté ci-dessus, cet effet est même avec le temps, de plus en plus défavorable pour le taux de profit.

Cette incapacité d'échapper de manière fondamentale à loi de la tendance à la baisse du taux de profit est l'argument économique principal au fait que le système capitaliste de production est historiquement condamné. Chaque firme, essayant d'accumuler individuellement, pousse le système vers la réalisation de la loi.

4. Si on s'arrêtait ici, on devrait se poser la question : pourquoi le capitalisme existe-t-il encore ? Comment a-t-il pu surmonter ses crises majeures ? N'y aurait-il pas lieu de remettre en question cette fameuse loi puisqu'elle n'aboutit pas à son résultat ultime, la disparition du mode de production capitaliste ?

C'est qu'il y a d'autres moyens de contourner la loi, et de façon plus durable. Dans l'industrie automobile, la firme qui s'érige en leader, c'est-à-dire qui parvient à créer davantage de plus-value de ses usines et de sa filière que ses concurrents, est arrivée à transformer son organisation de la production pour, au niveau global, à la fois augmenter la plus-value et diminuer le capital investi. Cette solution, c'est l'accélération radicale de la rotation du capital. On fait tourner le capital plus vite. On réduit le temps d'un cycle du capital industriel. Sur un an, on accomplit davantage de cycle. De cette manière, il faut moins investir au départ (ou si l'on investit le même montant, la production est d'emblée plus élevée) car on récupère sa mise de fonds initiale de la vente du produit beaucoup plus rapidement. On diminue C. De même, avec les mêmes forces de production, sur une période donnée, un an par exemple, la plus-value créée sera beaucoup plus importante puisque les cycles accomplis seront plus nombreux. Par exemple, une production réalisée par 10 robots et 5 ouvriers procurent 5 millions de FB de plus-value par cycle. S'il y a deux rotations par an, le profit sera de 10 millions de FB. S'il y en a trois, ce sera de 15 millions. Ainsi, on accroît S.

Or, cette accélération formidable de la rotation du capital, les grandes firmes automobiles, celles qui ont acquis pendant longtemps un leadership, l'ont impulsée à travers une restructuration complète de l'organisation de la production. Ford a introduit le fordisme, a parcellisé les tâches, les a rationalisées, a implanté la chaîne de montage, s'est lancé dans l'intégration verticale afin d'assurer la continuité dans la filière. En d'autres termes, il a rendu la production plus fluide et cela s'est traduit par un abaissement phénoménal du temps qu'il fallait pour produire une voiture.

C'est ce qui se passe également dans le toyotisme. Ce qui est privilégié, c'est le temps de fabrication proprement dit en détriment de la constitution de stocks ou de transports longs (qui immobilisent $A - M$ et $M' - A'$). De même, l'intégration avec la sous-traitance et les méthodes du just-in-time accélèrent la fluidité, c'est-à-dire la circulation des biens de la phase préparatoire, avant d'être transformés, à leurs ventes sur le marché des produits finis. Là aussi, les conséquences sont : un moins grand nombre d'heures pour fabriquer un véhicule ; une moindre utilisation d'ouvriers, une productivité plus élevée,... Une autre illustration de cela, c'est la rotation des stocks finaux : chez Toyota, une voiture restait au maximum deux jours sur le parking de l'usine ; chez les autres, vingt jours si pas plus. Cette différence est énorme si l'on veut accumuler rapidement, c'est-à-dire réinjecter les profits de la vente des véhicules dans de nouvelles installations encore plus performantes.

5. Face à cette norme au niveau de la vitesse d'accumulation, les concurrents sont obligés de suivre. Les autres méthodes ne suffisent plus. Les apports de capital mènent la firme à un endettement sans fin. Les OPA, les fusions ne résolvent rien (ou retardent l'échéance) si aucune des sociétés associées n'est suffisamment compétitive. L'augmentation directe de l'exploitation risque d'être insuffisante et susciter une opposition des travailleurs. L'option technologique, comme celle suivie par General Motors de 1979 à 1986, ne peut rien non plus : elle augmente à la fois C et S face à des leaders qui s'ingénient à diminuer C et à hausser S. Le poids de C, en robots, en machines, alourdit les coûts de production de GM, donc ses prix. GM est alors face à un dilemme : ou il limite ses marges bénéficiaires, il conserve ses parts de marché, mais il menace ses possibilités d'accumulation dans le futur ; ou il garde ses prix élevés, mais perd des parts de marché dès maintenant et, de la sorte, compromet pareillement son avenir.

La seule issue est d'adopter les mêmes méthodes de production que les leaders. Pour les concurrents, c'est une question de survie. C'est ce qui est arrivé sous l'ère du fordisme : ceux qui n'ont pas pu copier la nouvelle organisation du travail ont disparu ou se sont orientés vers des créneaux très particuliers (Rolls Royce, par exemple).

6. Mais il ne suffit pas de vouloir, il faut pouvoir. Il faut être capable de discerner ce qu'est le nouveau système de travail et ce qu'il implique. Plus difficile encore, il faut comprendre qu'il est indissociable d'un contexte institutionnel, socio-politique, que celui-ci est propre à chaque pays et qu'il faudra en composer un nouveau qui soit favorable aux nouvelles méthodes, sans susciter une opposition farouche des sous-traitants, des pouvoirs publics, des consommateurs, des travailleurs, ... Un élément clé, puisqu'il s'agit, avant tout, d'une organisation du travail, c'est l'acceptation du modèle par les ouvriers. Acceptation ne signifie pas adhésion, mais se situe entre la non-opposition, pour ne pas entraver l'instauration du nouveau système, et la collaboration, active même chez certains (les responsables syndicaux de l'usine Saturn, par exemple), afin de motiver le personnel à défendre la compétitivité de son entreprise.

Cette nécessité d'attirer la main-d'oeuvre à leur projet, les firmes leaders l'ont très bien comprise, d'autant qu'avec l'abaissement de leurs coûts par les nouvelles méthodes, elles étaient capables d'offrir à leurs ouvriers des avantages qui étaient des charges supplémentaires pour les sociétés concurrentes. C'est le cas de Ford avec sa journée à 5 dollars. C'est le cas des constructeurs japonais, et en particulier de Toyota, qui, après avoir modelé les syndicats à leurs intérêts, ont garanti aux travailleurs de leurs usines un «emploi à vie». Comme pour la journée à 5 dollars, cela ne va pas sans condition comme le respect de la philosophie de l'entreprise ou comme l'obligation d'accepter une flexibilité terriblement harassante. Mais le fait est là.

De même, c'est le sens de l'incorporation des représentants syndicaux dans plusieurs organes de gestion à General Motors. Certains y voient l'ébauche d'une «démocratie économique» qui viendrait, enfin, compléter la démocratie politique qui existait déjà (36). Surtout, cela vient en même temps que de nouvelles valeurs pleines d'idéal et de promesses comme la satisfaction du client, le travail (solidaire) en équipe, le contrôle de la qualité et l'enrichissement des tâches. On pourrait donc croire qu'il y a bel et bien une volonté de la part des constructeurs d'humaniser les relations de travail.

7. Les patrons seraient-ils devenus subitement plus sociaux ? Le "subitement" indique bien qu'il ne s'agit nullement d'une prise de conscience de l'exploitation qu'ils font subir à leurs ouvriers, mais d'une stratégie pour vaincre leurs concurrents en prenant non plus leur personnel comme un coût passif, mais comme un élément actif essentiel de cette compétition. Les plus lucides des auteurs, comme les économistes à coloration de gauche, Philippe Messine (en réalité Philippe Lorino) et Benjamin Coriat (37), prennent en compte cette dimension «intérêt patronal». Ils situent l'enjeu du débat dans l'oscillation de la bourgeoisie entre une politique de renforcement de leur autorité sur les travailleurs et une stratégie d'association avec les syndicats. Ils craignent que, forcés par la concurrence, les entreprises choisissent la première solution alors que, disent-ils, la seconde serait préférable, plus intelligente et plus efficace à long terme. Ils espèrent dans cette opportunité que les conditions de travail vont s'améliorer, qu'on va, enfin, sortir de ce taylorisme honni, déqualifiant et abrutissant. Mais ce débat est un leurre. Il n'y a aucun espoir de réel progrès social sous la conduite du patronat.

Premièrement, le just-in-time n'amène pas moins de charges de travail, mais davantage. D'abord, il y a l'introduction de la flexibilité, surtout horaire, à outrance. Les ouvriers sont obligés de réaliser des heures supplémentaires (38). En Europe, l'industrie automobile est à la pointe pour supprimer la traditionnelle journée de huit heures de travail. A General Motors-Anvers, on travaille en deux équipes de 10 h par jour (et une équipe au repos), ce qui permet d'utiliser les machines 20 h au lieu de 16 h. C'est un système qui a été repris par Peugeot à Poissy. Ensuite, il y a une formidable intensification du travail. Chez Toyota, ceci est symbolisé par le passage de la relation un homme-une machine à celle d'un homme-cinq machines. Pour les ouvriers, il y a un surcroît de travail qui ne peut qu'augmenter avec le temps comme le prévoit la pratique du management by stress. Les possibilités de flâner, la crainte majeure de Frederik Taylor, le promoteur du taylorisme, sont limitées au maximum. Enfin, il y a la polyvalence qui, d'un côté, accroît les compétences et donc les responsabilités du travailleur, mais de l'autre, n'est pas rémunéré en proportion et oblige l'ouvrier à courir à droite et à gauche pour aider ses collègues aux prises avec des boulots divers.

Deuxièmement, le toyotisme se base sur un recours accru de la sous-traitance, là où les coûts salariaux sont de 30 à 50 % moins élevés, là où les heures de travail sont encore plus extensibles, là où on ne parle évidemment pas d'amélioration des conditions de travail, d'humanisation des relations sociales et de partenariat avec les syndicats (39). Les pressions exercées par les constructeurs sur les sous-traitants pour abaisser leurs prix de vente des composants qu'ils livrent aux premiers, donc pour réduire leurs coûts, pour accélérer leurs délais d'approvisionnement, pour accroître la qualité de leurs produits, sont de plus en plus fortes. Un fournisseur de Ford explique que «Ford impose chaque année des objectifs de réduction de coûts sur les équipements qui peuvent atteindre 15 ou 20 %» (40).

Toyota et Nissan essaient, actuellement et de plus en plus, de trouver des sous-traitants concurrents à leurs fournisseurs traditionnels (et qui sont parfois leurs propres filiales) afin d'obliger ces derniers à rester compétitifs, c'est-à-dire essentiellement à avoir les coûts et les prix les plus bas, la qualité la meilleure et les délais de livraison les plus courts (41). D'ailleurs, General Motors qui instaure le partenariat syndical à Saturn, augmente, en même temps, son utilisation de la sous-traitance : de 70 % — 30 % à 40 % — 60 %. Même si l'on avait la démocratie économique et l'humanisation pour les 6000 travailleurs de l'usine de Spring Hill (ce qui semble loin d'être le cas), pour les 20 à 25 000 ouvriers situés aux alentours, c'est l'exploitation de plus en plus féroce par le capital.

Troisièmement, pour instaurer les nouvelles méthodes, il faut un ver à l'hameçon : la journée à 5 dollars chez Ford, l'emploi à vie chez Toyota et les constructeurs japonais, la «démocratie syndicale» (42) chez General Motors. Mais, une fois que le poisson a mordu, il n'y a besoin de rien de plus. Ainsi, la journée à 5 dollars chez Ford est restée telle quelle jusqu'en 1930, soit seize ans sans hausse, en dépit de l'inflation. Pire encore, dès que le modèle de production est repris par les autres firmes, qu'il n'y a plus d'avantages, que tous les concurrents sont sur un pied assez semblable au niveau de l'organisation du travail, les moyens classiques pour accumuler plus vite reprennent leur droit : augmenter le transfert de plus-value, accroître directement l'exploitation, accélérer la mécanisation. Et là, il n'y a plus de démocratie du tout : c'est l'entreprise qui parvient à imposer à ses ouvriers les

salaires les plus bas pour la productivité la plus élevée, qui gagne des parts de marché. C'est ainsi que, sous l'ère du fordisme, les constructeurs européens ont engagé massivement des travailleurs immigrés afin de pouvoir abaisser la qualité des conditions de travail, d'accélérer les cadences, sans trop de réactions (43). Cela a abouti à ce qu'on a appelé la crise du fordisme, c'est-à-dire le rejet de cette dégénérescence du fordisme et de ces aspects apparus au départ comme positifs. Cette dégradation est nécessaire à cause de la concurrence capitaliste et de la volonté des patrons d'accumuler toujours plus. Le progrès social ne pourra venir d'une situation favorable, où, à un moment donné, la bourgeoisie a besoin de la coopération de sa classe ouvrière. Car une fois que cette situation n'est plus avantageuse, tous les acquis obtenus disparaîtront. On sent déjà maintenant que les sociétés qui sont sous pression tentent d'amener leurs travailleurs à des concessions importantes comme des baisses de salaire, comme l'instauration des méthodes flexibles sans contrepartie, ... S'il y a progrès social, il ne sera l'oeuvre que des luttes menées par les ouvriers contre la logique d'accumulation.

8. La généralisation du modèle et sa nécessaire dégénérescence nous ramène à la loi de la tendance à la baisse du taux de profit. L'introduction d'une nouvelle organisation de la production grâce à l'accélération de la rotation du capital permet aux firmes leaders de contourner cette loi. Celles-ci accroissent leur taux de profit et prennent des parts de marché aux autres. Des sociétés qui ne peuvent suivre sont éliminées. Les autres copient. De telle sorte qu'au bout d'un certain temps, tout le monde est revenu au même point, avec un gâteau à partager. Le gâteau est peut-être plus grand grâce aux diminutions de prix réalisées avec les nouvelles méthodes. Il y a peut-être moins de constructeurs qui en revendiquent une part. Mais il est donné et la lutte qui s'engage pour s'en accaparer n'a rien de très original : les entreprises investissent en nouvelles technologies pour se développer. Ce faisant, le système retombe sous la loi de la tendance à la baisse du taux de profit. La crise du fordisme, c'est cette dégénérescence, c'est cette crise d'accumulation, c'est cette contradiction entre les accumulations individuelles et l'accumulation de la société dans son ensemble. On peut prédire que le toyotisme entrera prochainement dans une même déchéance. En plus, on peut supposer que cela ira plus vite que pour le fordisme car :

a. aujourd'hui, l'internationalisation, la globalisation des marchés sont beaucoup plus importantes que par le passé ; les constructeurs japonais s'implantent en Europe et en Amérique du Nord ; ils viennent croiser le fer immédiatement sur les marchés de leurs rivaux ; les firmes américaines, pour y résister, s'appuient sur leurs filiales européennes pour gagner des parts et de l'argent; le modèle se généralise avec une rapidité beaucoup plus grande ;

b. la concurrence se joue sur un terrain beaucoup plus vaste; les pressions qui s'exercent aux Etats-Unis ont leurs répercussions immédiates en Europe ; par exemple, Ford qui perd des parts de marché en Amérique se lance dans une guerre de prix en Italie ; il vend sa Fiesta 16 % moins cher que la Fiat Uno ; le résultat : Ford passe de 4 à 8 % du marché italien et Fiat de 58 à 54,5 % ; la firme italienne met le tiers de ses ouvriers en chômage technique (44) ; chaque bataille de cette guerre se remporte en baissant au maximum tous les coûts, c'est-à-dire aussi ceux du travail ;

c. en plus, la concurrence s'inscrit dans un cadre de crise économique et de saturation ; cela l'aiguise et place une épée de Damoclès au-dessus des entreprises qui seront en retard dans l'instauration du toyotisme.

Ces trois éléments, l'internationalisation, la concurrence et la crise expliquent pourquoi le just-in-time est une nécessité pour les firmes qui veulent continuer à jouer un rôle significatif sur le marché et pourquoi on en viendra rapidement à l'exploitation éhontée de la classe ouvrière et à la robotisation à outrance dans l'industrie automobile.

Remarques finales

Comme expliqué en introduction, ce qui se déroule dans ce secteur nous concerne tous. Cela a valeur d'exemple, d'illustration de ce qui nous attend, des enjeux qui opposent les firmes entre elles, des débats fondamentaux sur l'avenir de nos sociétés.

1. L'application des nouvelles méthodes de production pénètre d'autres secteurs. En premier lieu, l'industrie électronique dont le schéma de production ressemble le plus à celui de la construction automobile. Mais également d'autres branches sont touchées : la sidérurgie, la confection de machines, l'industrie manufacturière en général. Les questions qui se posent dans l'automobile ont toutes les chances de se répéter dans les autres secteurs.

2. La première d'entre elles et, finalement la plus fondamentale, c'est celle du développement économique. Quel système est capable d'apporter aux hommes davantage de richesses ? Richesses pour qui ? A quel prix ? L'industrie automobile est l'exemple type d'une branche où la logique d'accumulation poursuivie par des firmes individuelles et soutenue par des Etats doit assurer la croissance du bien-être collectif. Si l'on prend en compte toutes les répercussions de cette industrie sur la machine économique, c'est le modèle de la civilisation automobile. Suivant cette logique, on voit que les choix pris enrichissent une minorité d'actionnaires et de dirigeants à la tête des constructeurs, maintiennent les travailleurs dans des conditions d'exploitation de plus en plus insoutenables, jettent de nombreux ouvriers vers la sous-traitance, vers les conditions de travail les plus effroyables (des horaires de 50-60 heures par semaine, sans vacances, sous-payés,...), vers la marginalisation. De plus, en termes de développement, même si le capitalisme montre sa capacité à trouver des nouvelles formes dynamiques d'organisation de la production, il ne peut échapper à cette loi tant contestée de la tendance à la baisse du taux de profit. Il peut la contourner momentanément, mais qui, toujours, revient, indiquant le caractère historique déterminé du capitalisme.

3. Le système d'accumulation dans l'industrie automobile apparaît comme un fantastique processus de marginalisation, d'exclusion, de stratification sociale. On peut parler de dualisation si l'on prend conscience qu'il ne s'agit pas uniquement d'une différenciation entre classes sociales ou d'une division de statut au sein de la classe ouvrière. C'est une toute nouvelle hiérarchisation qui se forme avec l'arrivée du toyotisme. On trouve au sommet les patrons des constructeurs. Sous eux des firmes sous-traitants, puis les cadres et les employés. Il y a ensuite les ouvriers qui bénéficient de la «démocratie syndicale» et qui forment de plus en plus une nouvelle aristocratie ouvrière, puis les autres travailleurs oeuvrant dans des usines du constructeur même ou de ses filiales les plus proches et qui ont quelques avantages comme une certaine garantie d'emploi (pour autant que l'entreprise automobile où ils sont employés n'ait pas de difficultés financières). Enfin, il y a les autres, ceux qui sont occupés dans la sous-traitance ou qui sont ni plus ni moins chassés de la filière (par exemple, pour incompétence soi-disant technique). De ce point de vue, le toyotisme a comme particularité d'étirer plus encore la pyramide et d'élargir sa base. Ce système d'accumulation engendre un processus de différenciation sociale plus prononcé encore que par le passé. Ces tendances inégalitaires sont tout sauf de la démocratie.

4. Enfin, la question de la participation des syndicats aux logiques d'accumulation des constructeurs comme au Japon, comme chez General Motors (du moins tente-t-elle de généraliser cette expérience de Saturn), est cruciale : est-ce le rôle d'un syndicat, représentant des travailleurs, de se mettre au service des stratégies des firmes pour battre leurs concurrents ? Un syndicat doit-il cautionner un système qui accroît l'exploitation du travail ouvrier, étend les inégalités sociales, provoque des contradictions et des crises épouvantables ? Soulever ce problème, c'est déjà répondre par la négative. Mais pour plus de détails, je renvoie le lecteur aux deux articles de Jo Cottenier déjà mentionnés (45).

Notes :

- (1) Ici, je prends «occidental» au sens large de civilisation qui a engendré et développé le capitalisme, c'est-à-dire essentiellement l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et le Japon.
- (2) Certains parlent même de trente à quarante mille pièces.
- (3) L'idée de filière indique bien qu'il s'agit d'une chaîne de production, partant de l'amont, l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication de l'automobile (caoutchouc, fer, cuivre, plomb, bauxite,...), cheminant par des secteurs comme la sidérurgie, l'industrie du verre, celle du pneu, la production de composants automobiles (bielles, bougies, freins, ...), puis par l'assemblage de ces éléments en des blocs directement utilisables sur la voiture (moteur, carrosserie, tableau de bord du véhicule,...), pour arriver au montage final et à la vente, l'aval de la filière.
- (4) Alain BAHIER, «Les grands problèmes de l'industrie mondiale des voitures particulières», Analyse financière, 2^e trimestre 1979, p.5, et World Motor Vehicle Data, rapport 1989-1990, p.33. Depuis lors, la demande a légèrement augmenté en Europe et au Japon, atteignant, en 1988, 13 millions de véhicules pour la première et 3,7 millions pour le second.
- (5) Abdelkader SID-AHMED, Développement sans croissance. L'expérience des économies pétrolières du tiers monde, éd. Publisud, Paris, 1983, p.161.
- (6) Jeffrey HUNKER, Structural Change in the U.S. Automobile Industry, Lexington Books, p.18.
- (7) Ahmed BOUNFOUR, L'avenir de l'industrie automobile mondiale. Quelles stratégies ?, Notes et études documentaires, Paris, 1987, p.31, et OCDE, Perspectives à long terme de l'industrie automobile mondiale, Paris, 1983, p.28. Pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui regroupe les 24 pays les plus riches de la planète, ces chiffres sont encore plus élevés: 66 pet en 1980, 80 pet en 1990 et 86 pet en 2000.
- (8) Le premier véhicule considéré comme automobile date de 1886. Il est l'oeuvre des Allemands Gottlieb Daimler et Karl Benz.
- (9) David HALBERSTAM, The Reckoning, 1986.
- (10) John FOSTER, «Le fordisme : mythes et réalité», Monthly Review, mars 1988.
- (11) Raymond SEKALY, Transnationalization of the automobile industry, University of Ottawa, p.65 et p. 151.
- (12) Jacques WOLFF, «Ford et Renault de leurs débuts à 1914, Revue économique, mars 1957, p.317.
- (13) Taiichi OHNO, L'esprit Toyota, éd. Masson, Paris, 1989, p.15. Toyota est le nom de l'entreprise. Mais la famille qui a le contrôle sur la firme se nomme Toyoda.
- (14) Taiichi OHNO, op. cit., p.102.
- (15) Cette interprétation, qui est assez proche de l'orthodoxie marxiste en la matière, vient des analystes japonais des méthodes de production eux-mêmes. Notamment Shigeo SHINGO, Maîtrise de la production et méthode kanban. Le cas Toyota, les éditions d'organisations, Paris, 1983.
- (16) Shigeo SHINGO, op.cit., p.89.
- (17) Shigeo SHINGO, op.cit., p.61-62.
- (18) Fortune, 19 novembre 1990, p.46.
- (19) AB VV-LIMBURG, Vergelijking van het jaarinkomen in de Belgische automobielenijverheid, juin 1990.
- (20) David DYER, Malcolm SALTER & Alan WEBBER, Changing Alliances, Harvard Business School Press, Boston, 1987, p.104.
- (21) Taiichi OHNO, op.cit., p. 26-27. Ohno parle plus particulièrement de la relation opérateur - plusieurs machines, mais on peut certainement généraliser à l'ensemble du système (cfr OHNO, p.40). L'UAW (United Automobile Workers) avait réussi à délimiter strictement les postes de travail, empêchant certainement la polyvalence de s'installer facilement aux Etats-Unis.
- (22) John KRAFCIK, «Triumph of the lean production System», Sloan Management Review, automne 1988, p.46.
- (23) Taiichi OHNO, op.cit., p.106.
- (24) Shigeo SHINGO, op.cit., p.90.
- (25) Les autres firmes japonaises ont adopté le toyotisme dès les années soixante, progressivement. La crise de 1973 les a jetées complètement dans le nouveau système de production. Si bien que la percée est bien celle de l'ensemble des constructeurs de l'archipel, même si Toyota en est le fer de lance, et Honda pour les Etats-Unis.
- (26) D'après Fortune International. Il est difficile de faire une évaluation pour Fiat, mais la firme italienne a eu également des problèmes au début des années quatre-vingts. Elle en connaît d'autres actuellement.
- (27) Ahmed BOUNFOUR, op.cit., p.62.
- (28) Roger SMITH, «The 21 st-century corporation», International Journal of Technology Managment, n° 1/2, 1986.
- (29) Le Monde, 4 février 1986.
- (30) Philippe MESSINE, Les Saturniens. Quand les patrons réinventent la société, éd. La Découverte, Paris, 1987, P. 114.

- (31) Le monde Affaires, 3 octobre 1987, p.43.
- (32) Business Week, 16 mars 1987, p. 49.
- (33) Davis DYER, Malcolm S ALTER & Alan WEBBER, op.cit., p.240-241.
- (34) Business Week, 22 octobre 1990, p.45.
- (35) Que cela soit sous la forme de bénéfices nets, de montée du cours des actions boursières (ce qui permet d'opérer des augmentations de capital par appel à la Bourse, mais à des prix plus élevés que celui du cours nominal des actions) ou de recours au crédit facilité. Dans cette analyse, je ne fais pas de distinction claire entre plus-value et profit. En fait, la plus-value se réfère à loi de la valeur, c'est-à-dire à un niveau théorique, et le profit aux prix de production, c'est-à-dire à une réalité concrète. Mais, dans mon discours, dans la mesure où la valeur détermine les réalités concrètes, on peut continuer à parler en termes de plus-value, tout en sachant que l'aspect visible et directement palpable, ce sont des prix et des profits.
- (36) Voir, à ce sujet, Jo COTTENIER, «Nouvelles méthodes de travail et ancienne collaboration de classe», Etudes Marxistes n° 1, novembre 1988, et Jo COTTENIER, «Nouvelles technologies et nouvelles mythologies : faut-il se fier aux saturniens ?», Contradictions n°52-53, 1988.
- (37) Philippe MESSINE, op.cit., Benjamin CORIAT, «Post-fordisme : quelles perspectives pour l'évolution du rapport salarial ?», La Nouvelle Revue Socialiste, mai 1989, et Benjamin CORIAT, L'atelier et le robot, éd. Christian Bourgois, Paris, 1990.
- (38) Le terme est bien "obligé" et non "sur base volontaire". Voir à ce sujet Kamata S ATOSHI, Toyota, l'usine du désespoir, Les éditions ouvrières, Paris, 1976.
- (39) Dans la sous-traitance, il faut distinguer la catégorie A, c'est-à-dire les fournisseurs multinationaux comme Robert Bosch, Valeo, Nippondeuso et les sociétés de production spécifiques comme l'industrie du pneu ou de l'acier. Celle-là accorde à ses travailleurs des conditions comparables aux constructeurs automobiles. Ici, dans le texte, la sous-traitance comprend uniquement les autres catégories qui forment la majorité des entreprises sous-traitantes.
- (40) L'Usine nouvelle, 18 janvier 1990, p.50.
- (41) COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN, Du fordisme au toyotisme, La documentation française, Paris, février 1990.
- (42) Expression utilisée par Benjamin Coriat.
- (43) Ce en quoi ils ont eu tort. Les travailleurs immigrés, en France par exemple, ont été à la tête des luttes ouvrières dans les années soixante-dix et quatre-vingts. C'est pourquoi, aujourd'hui, le patronat prend prétexte des changements technologiques que l'immigré n'est pas susceptible de comprendre pour les remplacer par des jeunes européens (Odile MERCKLING, «Transformation des emplois et substitutions travailleurs français-travailleurs immigrés», Sociologie du Travail n°1, 1086).
- (44) L'Usine nouvelle, 20 septembre 1990, p.16-17.
- (45) Voir note 36.

Cycles économiques et réformisme syndical

(Manuel Quintela)

Introduction

Avec la chute des pays de l'Est et l'édification de l'Europe 92, le capitalisme semble avoir triomphé définitivement de tout autre modèle qui pouvait lui être opposé. Dès lors, la gauche semble désorientée. La sociale démocratie considère que le grand débat entre le réformisme et la révolution s'est définitivement résolu à l'avantage du premier. D'autre part, le mouvement syndical mise plus que jamais sur la faculté du capitalisme à résorber la crise qui le ronge pour enfin parvenir à une nouvelle période de prospérité dont les fruits seraient partagés avec les travailleurs. D'où, son adhésion à l'idée européenne, à la nouvelle organisation de la production (la flexibilité) et des relations sociales (cercles de qualité et management participatif).

Car les événements à l'Est ne signifient pas seulement par lui la fin d'un système mais aussi, et surtout, de son support idéologique (le marxisme) qui définit les tâches historiques du prolétariat (la révolution) ainsi que la fin inévitable du capitalisme en tant que forme ultime d'exploitation de l'homme par l'homme. L'abandon du marxisme suppose celui de la lutte de classes donc, le choix définitif en faveur de la collaboration avec le système pour la pleine réussite de celui-ci.

Il convient dès lors d'explicitier clairement sur base de quelles thèses économiques se base le réformisme pour justifier la collaboration de classe. Dans la première partie de cet exposé, nous inclurons une analyse des thèses économiques de Kondratieff dont la théorie des cycles a tenté de démontrer la capacité immuable du capitalisme à surmonter les crises engendrées par les lois du système. Ceci, en sus des théories keynésiennes, légitimant une certaine forme de pratique syndicale basée sur la concertation et la paix sociale. Dans la deuxième partie, nous exposerons une vision basée, elle aussi, sur les phases cycliques croissance/crise du capitalisme mais qui tient compte des changements qualitatifs du système à travers son évolution qui illustrent sa dégénérescence et démontrent son entrée dans la phase de crise générale du capitalisme.

La vision marxiste expose largement le principe d'anéantissement du système du fait de ses propres lois et réaffirme la nécessité de la lutte révolutionnaire comme seule forme de dépassement du capitalisme qui réalise la véritable émancipation des travailleurs à travers la dictature du prolétariat.

Section 1 : La théorie Kondratieff (1)

1) Définitions

Trends : Mouvements séculaires de l'économie industrielle et pré-industrielle comprenant l'ensemble de la production. Ces mouvements contiennent une phase de croissance et une phase de crise.

Cycles : Il s'agit de cycles longs basés sur une étude des prix et de la production par séries. La marge séparant le premier cycle du cycle suivant est de 5 à 7 ans.

Trends/mouvements séculaires. 1790/1850 1850/1895 1895/1940

Cycles longs prix/production par séries :

I — A : 1790/1815 ; B : 1815/1850

II — A : 1850/1873 ; B : 1873/1895

III — A : 1895/1914-20 ; B : 1920/1933-40

Le contexte précis dans lequel s'expriment les cycles/trends sera abordé au cours des chapitres suivants avec une observation générale de l'histoire sociale et économique en Belgique. Quelques remarques, néanmoins, destinées à donner un sens aux tableaux. Le premier cycle du capitalisme correspond principalement à sa période d'édification où la bourgeoisie, en lutte contre la réaction féodale, s'empare du pouvoir d'Etat et entame une période d'aménagement structurel afin de créer les conditions propres au développement de la production capitaliste et à la constitution d'un marché d'écoulement des produits. C'est une période où, en Belgique particulièrement, l'Etat participe pleinement en tant qu'acteur de la vie économique en réalisant des grands travaux d'infrastructure, en subsidiant les entreprises, en protégeant le marché intérieur ou en participant à l'élaboration de nouvelles technologies.

Cette période aboutit vers 1850 avec une crise de surproduction, agrémentée par les difficultés de vieux secteurs économiques, à laquelle s'ajoute une crise agricole et financière. Une fois le printemps des peuples écoulé, nous passons au deuxième cycle marqué par le libéralisme économique et le désengagement de l'Etat. Ce deuxième cycle sonnera quasiment le glas du capitalisme concurrentiel et verra la naissance, la grande crise de 1873-95 aidant, la constitution du capitalisme au stade monopoliste (période des trusts) et ce, au cours du cycle 1895-1940 avec, comme point culminant, l'unité entre capital financier et industriel. La période de l'après-guerre sera abordée dans la dernière partie du travail sauf pour ce qui concerne les principes théoriques.

Précisons l'ajout de A. Siemand qui a réparti les phases de prix entre les périodes de croissance où les prix sont élevés, ce qui garantit le profit et, par conséquent, l'accumulation; et les périodes de crise avec, à l'appui, la baisse des prix et donc de l'accumulation pour les propriétaires des moyens de production. D'autre part, nous énoncerons les cycles de Cl. Juglar (2), appelés cycles courts, et qui définissent les crises commerciales, donc conjoncturelles. Ces cycles peuvent avoir une durée de 6 à 11 ans.

Exemple :

1879/82 : période d'essor avec un commerce en hausse et une situation de plein emploi. Les prix et le profit s'élèvent à l'unisson.

1882 : crise boursière avec effondrement des valeurs sur le marché.

1882/87 : crise de l'accumulation et du profit du fait de la baisse des échanges provoquant une suite de faillites, la baisse de la production et la hausse du chômage (profonde dépression).

1888 : reprise du fait de la création de débouchés, de la hausse de la demande, de la concentration économique et des liquidités approvisionnant les entreprises.

Tableau :

Cycles juglariens du XIXe au XXe siècle.

1810
1815-18
1825
1836-39
1846-48
1857
1866
1873
1879-82
1882-87
1890-93
1907
1913
1920-21
1929-30

Dernier type de cycles à mentionner, tels qu'ils sont étudiés à propos du développement ou de la conjoncture de certains secteurs ou pour expliquer l'essor et le déclin de certains secteurs particuliers de l'économie et qu'on appelle «hypercycles». Ainsi, on peut étudier l'espace conjoncturel ou structurel de secteurs tels que le charbon ou les transports, etc. Ce genre d'étude est, néanmoins, limité à l'économie américaine et est peu employé en Europe.

2) *Explication par le progrès technique (Schumpeter) (3)*

L'auteur insiste sur le rôle joué par les entrepreneurs/ novateurs dans l'introduction d'inventions nouvelles dans la technique, créant ainsi de nouvelles combinaisons des facteurs de production (voir l'invention de la bicyclette/ automobile qui a permis d'avoir accès à de nouvelles sources de matières premières, à de nouveaux débouchés et à une nouvelle organisation du travail du fait de l'innovation de l'outillage, qui a conduit à la création de nouvelles entreprises).

Les inventions suivent donc de près la théorie des cycles du fait de leur dépendance aux lois économiques qui sont un stimulant pour la recherche, par la nécessité de conjurer les facteurs de crise, à la fin de chaque cycle, en procédant à des innovations techniques qui favorisent l'accumulation et la reproduction du capital et constituent la clé de la relance. On assiste, par conséquent, à un regroupement dans le temps des inventions qui constitue, en fait, un développement technologique continu. La division du travail, au niveau de la société mais aussi de l'unité de production et de l'atelier, se voit modifiée à son tour ainsi que les procédés de gestion de l'entreprise. En même temps, les nouvelles technologies sont un facteur de destruction de l'outil périmé au même titre que les crises économiques.

Les revendications ouvrières, au point de vue salarial ou concernant le temps de travail, sont un autre facteur de stimulation technique, les entreprises se voyant obligées d'innover pour préserver leur compétitivité. Ceci entraîne une hausse progressive du capital fixe au détriment du capital variable (économies de main-d'oeuvre, nouvelles contraintes salariales). De même, une baisse des prix provoque, dans les industries à capital fixe important, le développement technologique grâce à la hausse de la productivité, la baisse des coûts de production (du capital variable notamment pour les raisons spécifiées précédemment). Cette explication convient mieux toutefois dans le cadre des cycles de Kondratieff (cycles K) strictement structurels qui accompagnent souvent les crises de surproduction.

Nous pouvons dire, à ce stade, que la vision structurelle des périodes de croissance et de crise du capitalisme, sans révéler l'ensemble des causes faisant apparaître ce mouvement cyclique, donne néanmoins une idée plus profonde de l'évolution du système et des facteurs qui la déterminent que ne l'a fait l'explication monétariste de I. Fisher par exemple.

3) *Mouvements K et causes politiques «exogènes»*

Les phases A des cycles K sont considérées comme des périodes de guerre. Ainsi, entre 1789 et 1815 (KI-A), on connaît la révolution française suivie par les guerres napoléoniennes. De même, la période 1850-1873 (KII-A) connaît la guerre de sécession, la guerre franco-allemande, la guerre de Crimée ainsi que différentes guerres coloniales. Enfin, la période 1895-1914 (KIII-A) voit la guerre des Boers, la guerre russo-japonaise et, surtout, la première guerre mondiale. Par contre, les phases B des cycles K sont considérées comme des périodes de paix.

On peut, dès lors, considérer que les périodes de croissance économique sont, par nature, fauteuses de guerre alors que, les périodes de crise seraient, par contre, des périodes de paix. Ceci serait expliqué par l'essor de la production, particulièrement dans l'industrie métallurgique, provoqué par les commandes militaires ainsi que la hausse conjointe de la consommation. D'autre part, la reconstruction, qui suit immanquablement les conflits, aurait également une incidence positive sur les entreprises au niveau des débouchés.

Cette argumentation relève néanmoins d'une simplification extrême. En effet, les causes qui déterminent les guerres ne peuvent se réduire aux bénéfices qu'elles rapportent à l'industrie de l'armement. En fait, l'explication de la théorie des débouchés semble en principe plus correcte. Ainsi, les guerres coloniales, qu'elles se déroulent contre les populations locales ou contre une puissance coloniale concurrente, sont dues principalement à la nécessité, pour les grandes puissances, de s'aménager des sources de matières premières indispensables à l'industrie ainsi qu'à la création de marchés où les produits manufacturés et, surtout, la fabrication de moyens de production et de communication, créés dans la métropole, peuvent trouver un débouché (exemple valable pour la construction de chemins de fer, voies navigables ainsi que toute l'infrastructure indispensable à l'exploitation et la commercialisation des matières premières et autres produits locaux). De même, l'exploitation de la main-d'oeuvre locale et la constitution de grands réseaux de communication pour le commerce international sont des éléments fondamentaux pour une économie avancée.

Il faut noter que les contradictions entre les métropoles deviennent de plus en plus aiguës à mesure que les marchés sont incapables d'absorber la production existante et qu'il ne reste plus de territoires libres de toute occupation à absorber afin de les coloniser. A ce moment, une nouvelle division du monde est nécessaire. Ceci permet notamment d'expliquer la première guerre mondiale où ces conditions se trouvaient rassemblées. Ajoutons à cela que des puissances économiques comme l'Allemagne, privée de colonies, allaient se battre contre les puissances coloniales telles que l'Angleterre ou la France. Cela mérite d'être pris en compte dans les raisons qui déterminent la deuxième guerre mondiale.

Aussi, il est extrêmement aventureux d'affirmer que les guerres se produisent en période de prospérité comme il serait exagéré de les situer uniquement en période de crise. Elles se produisent souvent au cours de la phase de croissance au moment où, l'économie connaissant un essoufflement de plus en plus marqué, le capitalisme cherche une issue en procédant à une nouvelle division du monde, lorsque la guerre économique entre puissances s'avère insuffisante à départager les adversaires. C'est le cas pour la guerre franco-allemande (1870-71) qui est d'ailleurs suivie peu après par la première grande crise économique. C'est le cas de la première guerre mondiale entre puissances impérialistes tandis que le deuxième conflit mondial se déroule en pleine crise générale du capitalisme. Ceci démontre que les chances de conflit s'agrandissent à la fin d'une période de croissance ainsi que pendant les périodes de stagnation et de dépression économique.

Enfin, les révolutions et les guerres qu'elles entraînent surviennent le plus souvent aux moments de profondes dépressions économiques lorsque les conditions d'existence des travailleurs sont les plus dramatiques et les incitent par conséquent à la révolte. Là, la crise est sûrement le contexte idéal pour les grands bouleversements de l'histoire.

Signalons, pour terminer, que les guerres et les crises jouent un rôle semblable dans le cadre du capitalisme, ce qui permet de les situer, à coup sûr, différemment de l'auteur. Elles sont un moment où le capitalisme, miné par la crise de surproduction, déclenche une énorme puissance de destruction de forces productives excédentaires et crée d'abondants besoins parmi les masses, amenant finalement une restructuration économique ainsi que l'exploitation d'un marché à nouveau capable de résorber l'énorme capacité de production du système.

4) Typologie des crises

D'abord, les crises d'ancien régime caractérisées surtout par la sous-production : par exemple, de mauvaises récoltes ou des épidémies fauchant les individus ainsi que le cheptel et entraînant une augmentation des prix et, par conséquent, une baisse du pouvoir d'achat de la population. A son tour, l'industrie est freinée par les coûts de production trop élevés et un marché qui se rétrécit, d'où la crise commerciale entraînant faillites et chômage.

Les crises intermédiaires se situent entre l'ancien régime et le capitalisme et combinent les caractéristiques des deux systèmes. On peut donc relever à la fois une disette, due à la cherté des

grains, une crise boursière, oeuvre de la spéculation, et une crise industrielle. Ainsi, la crise de 1845-48 de l'industrie linière en Flandre, débordée par la concurrence, entraînant une baisse de la demande, le chômage, etc... Il s'agit donc de crises où agissent simul-tanément des facteurs de sous et de surproduction combinés.

Les crises de surproduction sont typiques du capitalisme et se manifestent dès le XIXème siècle. Voici ce qu'en dit schématiquement J.B. Say (4) :

- l'offre est supérieure à la demande sur le marché ;
- déséquilibre entre différents secteurs économiques (agriculture et industrie par exemple) ;
- la loi des débouchés de Say comprend néanmoins le principe que l'augmentation de l'offre entraîne celle de la demande :
- D de matières premières s'élève d'où, même phénomène pour les revenus des vendeurs ;
- élévation D des constructeurs de machines ainsi que des revenus des dits constructeurs ;
- élévation conjuguée des salaires et des profits entraînant celle des impôts (donc, des revenus de l'Etat).

Conclusion : Il s'agit essentiellement de la théorie des consommateurs/producteurs qui semble placer l'O et la D au sein d'un circuit fermé. A cela, il faut ajouter que la production des moyens de production a été, surtout au XIXème siècle, un élément constitutif essentiel de la D.

Manifestation de la crise : La crise éclate, selon un schéma type, par un effondrement de valeurs boursières entraînant le retrait en masse des dépôts bancaires. Cela provoque très vite une série de faillites dans l'industrie et un effondrement du commerce avec le cortège de chômeurs qui en découle. Ce phénomène est précédé/accompagné par la crise générale de surproduction, un arrêt de plus en plus marqué de la circulation des marchandises, la baisse des prix et du profit rendant les entreprises insolvables. Comme on sait, la crise provoque la destruction de capital fixe qui autorise un nouvel équilibre entre l'offre et la demande et permet une nouvelle accumulation. La reprise se concrétise alors par :

- la concentration industrielle et financière (élimination des concurrents les plus faibles) ;
- la recherche technologique dans de nouveaux secteurs plus productifs ;
- l'interventionnisme étatique palliant les effets de la crise et créant les conditions de la relance (investissements dans l'économie, politique de travaux publics, reprise des secteurs les moins rentables) ;
- conquête de nouveaux marchés (impérialisme, éventualité de conflits) et protectionnisme vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Ceci est un schéma très simplifié de la description des cycles, des crises et de leurs effets. Il s'avère relativement valable pour la période que nous appellerons le stade du capitalisme concurrentiel au XIXème siècle. La section suivante montrera comment le capitalisme a évolué ainsi que les conséquences que cela entraîne pour la description générale des cycles.

5) Positions syndicales sur la question

L'histoire du syndicalisme en Belgique reste celle de la lutte pour leur reconnaissance (d'abord par les travailleurs eux-mêmes, ensuite par le patronat) en tant qu'organisations représentatives du monde du travail et considérées par là, comme interlocuteurs valables. Cela dit, on peut considérer que cette lutte est devenue, avec le temps, le reflet d'une aspiration à intégrer le système et donc, à terme, à devenir une composante de celui-ci au point que ce facteur a obtenu la primauté sur celui de l'émancipation

totale des travailleurs. Celle-ci, même pour le syndicat socialiste, ne pouvait se faire que dans le cadre du système.

C'est ainsi que le syndicat socialiste s'est longtemps battu pour cette reconnaissance syndicale en même temps qu'il défendait les intérêts principalement économiques des travailleurs. Néanmoins, son développement n'aurait pu se réaliser sans l'aide dans tous les domaines du POB.

Ceci explique que, derrière une indépendance de façade, le syndicat ait toujours suivi l'évolution réformiste du parti socialiste. Dès lors, il ne faut pas s'étonner que l'essentiel du programme de la FGTB consiste, à court terme, à améliorer la condition des travailleurs, à moyen terme, à réaliser les réformes de structure (contrôle ouvrier) et, à long terme, à créer la société sans classes où la direction des unités de production se fera par les travailleurs eux-mêmes. Mais ceci sera réalisé, selon elle, par des réformes progressives où l'action gouvernementale (à travers le parti) doit se combiner à la lutte (négociation) syndicale avec le patronat.

Le "socialisme" auquel aspire la FGTB ressemble fort à la démocratie bourgeoise agrémentée de quelques remaniements. Pour preuve, la majorité des syndicalistes sont convaincus que la démocratie politique existe déjà et doit seulement être rejointe par la démocratie économique. Aussi, il est logique qu'au niveau de la théorie économique, les thèses confirment plutôt le caractère rationnel, adapté et promoteur de richesses qu'est, selon eux, le capitalisme. De là, la nécessité d'en partager les fruits.

Les théories de Kondratieff justifient justement la faculté du capitalisme à renaître de ses cendres grâce aux nouvelles technologies qui sont un facteur de relance économique et d'amélioration des conditions de vie des travailleurs par la modernisation et la multiplication des richesses. Surtout, elles prétendent briser les critères marxistes qui voient, à terme, dans la crise générale du capitalisme, les facteurs de son dépassement révolutionnaire par le socialisme et la nécessité de poursuivre la lutte de classes jusqu'au bout. Kondratieff par contre nie cette nécessité puisque le système parvient à résoudre ses contradictions à travers une suite interminable de périodes de crises et de prospérités renouvelées. Dès lors, la collaboration de classes trouve logiquement sa justification.

A cela, s'ajoutent les thèses keynésiennes qui, non seulement affirment la possibilité de contrôler les lois sauvages de la concurrence et ses effets néfastes pour l'économie, mais préconisent également la survie du système par l'extension du marché grâce à l'élargissement de la consommation des travailleurs. Ceci est du pain bénit pour les syndicats car cela rend légitime du même coup les revendications sociales ainsi que le contrôle du système grâce à une autorité centrale. Une fois encore, ces buts n'obligent pas à un affrontement entre capitalisme et socialisme mais, au contraire, peuvent être atteints par la collaboration de classes puisque le profit patronal et la justice sociale semblent agir l'un sur l'autre pour le bonheur des deux.

De ce fait, les syndicats ont été embrigadés dans toutes les formes d'organisation de travail présentées par les réformistes comme produit des nouvelles technologies et facteurs de modernisation et de prospérité. A chaque fois, la paix sociale et l'embrigadement des travailleurs pour la productivité a été le prix que les syndicats ont payé pour des promesses de réformes sociales ou de structure. Le taylorisme est déjà un premier accord de productivité après la 1ère guerre mondiale. Le plan De Man, puis l'accord social après la IIème guerre, l'accord sur la productivité en 1954 et, enfin, les négociations actuelles portant sur la productivité en sont autant d'exemples édifiants.

Beaucoup de syndicalistes voient la flexibilité selon les mêmes critères. Et si la défiance est de rigueur (crainte d'être exclus du débat et de la participation par le patronat), leur attitude risque d'évoluer vers la collaboration dans le cas où les monopoles acceptent que le syndicat joue un rôle dans la nouvelle organisation de la production et des relations sociales qu'elle suppose.

Le syndicat chrétien (CSC) voit dans la flexibilité et les cercles de qualité le franchissement d'un pas important vers le vieux rêve corporatiste qui a présidé à la fondation du syndicat. C'est pourquoi,

l'opposition à la flexibilité est là encore plus lâche qu'ailleurs. La propriété et l'économie de marché, agrémentées de collaboration de classes (cogestion) et de christianisme social, se marie parfaitement à l'idéal des monopoles. Seule la base ouvrière peut renâcler puisqu'elle doit endurer les conséquences antisociales du «capitulationnisme» syndical.

Ainsi, les deux grandes branches ouvrières des syndicats se rejoignent quant à la confiance qu'elles expriment dans le système, ce qui implique, dans la pratique, l'acceptation des restrictions imposées par la crise comme une condition présidant le renouveau économique. Une fois encore, la théorie des cycles vient au secours de ceux qui espèrent dans la capacité du système à assurer sa reproduction.

Le marxisme voit les choses autrement. Les cycles économiques ne président pas à une évolution du système en continu vers une production de richesses accrue dont il convient seulement de discuter la répartition équitable. Se basant sur les lois du matérialisme dialectique, il analyse les changements qualitatifs du système et de ses contradictions à la fois dans les éléments de dépérissement du capitalisme ou dans son dépassement. Comprendre les lois du capitalisme, c'est comprendre les principes qui mèneront ce système à entrer dans sa phase de dégénérescence, dans sa crise générale, et définir alors par quels moyens il peut être définitivement abattu. C'est pourquoi, la théorie des cycles économiques est reprise par les marxistes afin de démontrer, comme on le verra dans la section suivante, les éléments fondamentaux qui signifient le rapprochement du capitalisme de sa fin inéluctable.

Section II : Stades d'évolution du capitalisme (5)

Nous analyserons les trois stades d'évolution du capitalisme, à savoir le capitalisme concurrentiel, le capitalisme monopoliste et le capitalisme monopoliste d'Etat. Nous venons comment ces différents stades d'évolution modifient considérablement le schéma traditionnel des cycles K, les lois propres au système capitaliste ainsi que la teneur et l'ampleur des crises. Enfin, nous verrons comment les crises sont un élément incontournable du système et pourquoi celui-ci ne peut en aucun cas éliminer le facteur de crise qu'il a, contrairement à tout ce qui a été écrit à ce sujet, de plus en plus de mal à les surmonter.

A. Origine des crises

Selon Marx, les crises sont intrinsèques à l'ordre capitaliste et ne pourront disparaître qu'avec lui. Il en définit plusieurs origines déterminées par les lois fondamentales du système :

- 1) La loi de la plus-value est la première car elle est la condition de l'investissement capitaliste en moyens de production plus performants afin de résister à la pression de la concurrence.
- 2) La loi de l'accumulation capitaliste est issue de l'extorsion de la plus-value et signifie la possibilité d'accroître indéfiniment la production grâce à un capital fixe de plus en plus étendu et performant jusqu'à ce que la production conjuguée de tous les capitalistes aboutisse à la crise de surproduction.
- 3) La loi de la baisse tendancielle du taux de profit provient de la place grandissante prise par le capital fixe aux dépens du capital variable, source de la plus-value, ce qui signifie une baisse progressive de cette dernière. Les capitalistes essaient d'y suppléer en s'emparant de la plus-value de leurs concurrents, provoquant ainsi une concentration de plus en plus effrénée de capital, ce qui ne fait qu'exacerber la contradiction à travers les crises de surproduction.
- 4) La loi de concordance des forces productives avec les rapports de production reste la plus fondamentale car sa non-observation est à l'origine de tous les grands bouleversements de l'histoire. Le système s'évertue à modifier autant qu'il le peut les rapports de production afin de les adapter à l'état de développement des forces productives, mais il arrive un moment où, pour y parvenir, il serait obligé de s'auto-détruire lorsque les forces productives ont largement dépassé le cadre du système. Cette tâche que le système ne peut accomplir est réalisée par la révolution dans la société capitaliste, par la partie la plus consciente de ces forces productives, par le prolétariat.

L'extorsion de la plus-value servant aux fins d'accumulation et d'enrichissement capitalistes est génératrice d'un développement accéléré des forces productives mais, en contre-partie, le marché n'arrive plus à absorber les capacités de plus en plus grandes de l'offre de biens et de services. Viennent alors les crises de surproduction qui ont néanmoins pour avantage la destruction du surplus de forces productives afin de rétablir un nouvel équilibre entre la production et la consommation des marchandises.

Mais ceci n'est qu'une issue temporaire pour les systèmes, et il est dangereux de croire, comme le fait la thèse réformiste keynésienne, que l'élargissement de la consommation des masses et l'interventionnisme étatique visant à organiser le capitalisme permettra, à la fois, d'absorber une quantité toujours croissante de marchandises et de remédier à l'anarchie du système, puisqu'elle est déterminée par ses propres lois. Enfin, comment élargir indéfiniment la consommation des masses et préserver en même temps l'accumulation capitaliste si celle-ci ne peut justement se réaliser que par la sous-consommation des masses ? Incapable de résoudre cette contradiction, l'organisation de la production aboutit à sa concentration extrême et à une surcapacité créant les conditions d'une nouvelle crise à un échelon encore plus général.

Tenant compte de cette évolution, on peut aujourd'hui citer les caractéristiques du stade actuel atteint par le capitalisme :

- fusion du capitalisme industriel, financier et étatique ;
- partage du monde par les puissances impérialistes constituées en blocs impérialistes (USA, Europe, Japon) ;
- exportation de capitaux financiers prenant une part décisive à côté de l'exportation de marchandises (création d'une oligarchie financière internationale).

La première caractéristique est la plus démonstrative de ce qu'on peut désigner sous le nom de capitalisme monopoliste d'Etat. Ce système représente l'unité de trois éléments fondamentaux du capitalisme qui, jadis, étaient divisés bien (qu'il exista une coopération entre eux). Leur unité révèle donc le caractère profondément social atteint par la production et ne fait que rendre encore plus anachronique le principe de la propriété privée des moyens de production. C'est cette contradiction qui est génératrice des crises générales du capitalisme du fait de son caractère absolument insurmontable dans le cadre du système.

B. Typologie des crises

Nous verrons ici un aperçu des crises qui, dans ce cas, concernent uniquement le système capitaliste.

1) Crise des instruments de paiement

Apparue au début des années 20, elle se présente, avant tout, comme une conséquence de la 1^{ère} guerre mondiale avec une crise de surproduction pour les puissances alliées (Angleterre/USA/France) et de sous-production pour l'Allemagne en biens de première nécessité alors que l'industrie de guerre ne trouvait plus de débouchés. Ceci entraîne à la fois chômage et inflation pendant que l'Etat, contraint de payer les indemnités de guerre, pille littéralement les revenus des travailleurs et ceux des petites et moyennes entreprises alors que les monopoles sont les seuls à échapper aux restrictions et en profitent pour se renforcer.

2) Crise boursière

Crise d'accumulation et de surproduction entraînant une spéculation gigantesque qui dégénère, lors du krach boursier de 1929, en une avalanche de faillites et de fermetures malgré l'intervention des grandes banques américaines dans le but de stopper la chute des valeurs. (6)

3) Crise du crédit

La crise de surproduction entraîne l'impossibilité pour les entreprises d'honorer le crédit dont elles ont bénéficié, ce qui provoque la crise financière. A leur tour, les banques ne peuvent financer l'investissement des entreprises et entraîne le ralentissement de la production, le chômage, etc., aggravant d'avantage la crise du crédit.

4) Crise agricole (dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat)

Le capitalisme provoque la concentration de la terre afin d'en augmenter la productivité par l'utilisation de machines et engrais chimiques, et ce pour le plus grand bien de l'industrie. La terre devient donc la propriété de grands capitalistes et l'agriculture tombe sous la dépendance de l'industrie agro-alimentaire, des producteurs de machines et engrais ainsi que des banques. Cela entraîne la baisse continue des prix agricoles par rapport aux prix industriels, et, par suite, la ruine pour les petites et moyennes exploitations et leur dépendance vis-à-vis du crédit. Enfin, les salariés agricoles sont, à leur tour, victimes du phénomène de concentration/mécanisation de l'agriculture qui les réduit à la condition de chômeurs puisque l'industrie ne parvient pas à absorber ce surplus de main-d'oeuvre. Le marché européen permet aux monopoles de vendre les produits agricoles à des prix surélevés par rapport au marché mondial grâce à la subvention des produits CEE et au protectionnisme à rencontre de la production hors CEE comme le montre cet exemple :

Différence en % entre prix CEE et prix du marché mondial (7)

Froment	+ 215 %
Beurre, lait écrémé en poudre	+ 270 %
Viande bovine	+ 300 %
Sucre	+ 385 %

De plus, la CEE rachète les surplus agricoles et s'oblige à procéder elle-même aux opérations de stockage, destruction et vente afin d'empêcher le déchaînement d'une profonde crise agricole. L'intervention conjuguée de la CEE et des gouvernements nationaux apporte un dernier élément qui permet de qualifier l'exploitation agricole comme relevant du domaine du capitalisme monopoliste d'Etat.

Mais ceci ne fait que retarder l'inévitable, à savoir, la ruine des exploitations moyennes et petites (car exclues de l'aide dont bénéficient les monopoles), la concurrence effrénée qui oppose ces derniers, la surproduction entraînant l'agriculture dans un état de crise permanent et, enfin, son état dépendant vis-à-vis de l'industrie. Il est donc évident qu'une crise du secteur industriel et financier empêcherait les pouvoirs publics de venir en aide au secteur agricole, et cela aurait pour conséquence d'entraîner ce dernier dans la crise avec l'effondrement, non seulement des petits agriculteurs, mais aussi des monopoles et des grands propriétaires fonciers.

5) Crise internationale de l'endettement et Système Monétaire International

Le marché interne des pays capitalistes avancés ne suffit pas, contrairement à tous les régimes économiques qui l'ont précédé, à absorber l'énorme production industrielle moderne d'où, l'extension internationale de la circulation de marchandises et de la monnaie. **(8)**

Cette extension s'arrête pratiquement vers les années 80 au moment où la crise de surproduction se fait énormément sentir dans les pays industrialisés.

Ceci entraîne des conséquences catastrophiques pour les pays en voie de développement qui avaient accumulé une dette énorme en voulant financer leur industrialisation par les prêts des grands consortiums bancaires ainsi que du Fonds Monétaire International. Le protectionnisme imposé par les pays riches aux pays du Tiers Monde les empêche de financer la dette par les exportations et plus encore de relever leur économie moribonde. Cela entraîne les pays du Tiers Monde dans la spirale du sous-développement et de la paupérisation croissante de ses populations.

D'autre part, les prêts se raréfient, mettant les débiteurs dans une situation de cessation de paiement, avec les risques que cela comporte pour les banques occidentales de tomber en faillite. De là, l'aide empressée des gouvernements occidentaux qui se constituent comme garants de la dette et reportent sur leurs épaules où, si on veut, sur celles des contribuables, le poids des risques que prennent les établissements financiers. Enfin, l'intervention de FMI et de la Banque Mondiale oblige le pays concerné à prendre des mesures drastiques de libération économique accompagnées d'un assainissement budgétaire dont le poids est supporté par les populations dont les besoins sociaux sont absolument négligés et devant lesquelles se dresse le spectre du chômage, de l'analphabétisme, de l'inflation doublée du blocage des salaires ainsi que des épidémies produites par les conditions de vie infâmes qu'elles ont à endurer.

Cela mène à une situation totalement antagonique entre les pays du Tiers-Monde et l'occident impérialiste. On peut dire, sans crainte d'exagérer, qu'il s'agit là de la pire contradiction que le capitalisme ait à gérer aujourd'hui, et qu'il a le moins de chances de pouvoir résoudre. Les conséquences risquent d'être égales, en proportion, avec la grandeur de cette contradiction.

C. Cycle des crises économiques

Fred Oelssner, ex-membre du SED est-allemand, se démarque des conceptions généralement admises dans son environnement politique en décrivant les phases cycliques du capitalisme pré-monopoliste selon les critères précis établis par Marx :

«Au cours de son développement, la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste entre le caractère social de la production et le mode capitaliste de l'appropriation, devient une contradiction entre la tendance illimitée à l'expansion de la production et le développement limité du marché.» (9)

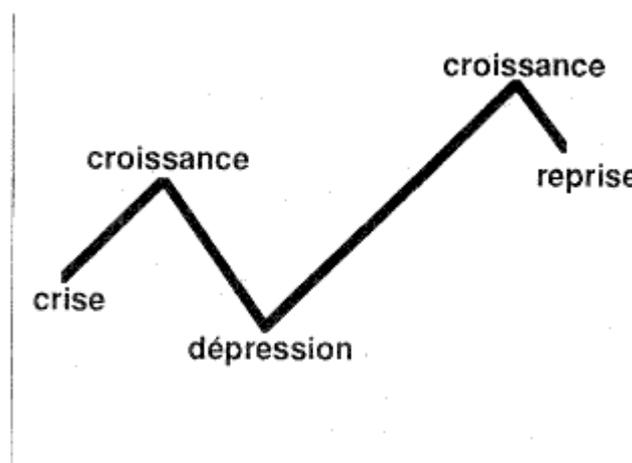


Fig. 1 : Schéma correspondant aux phases cycliques à l'époque du capitalisme concurrentiel (— 1873)

Crise : Phase de surproduction provoquant la baisse des prix et le déficit des entreprises d'où, fermetures, chômage,...

Dépression : Phase aiguë de la crise avec importante destruction de forces productives et une surexploitation de la main-d'œuvre (application d'une nouvelle organisation du travail avec un recul social important). La concentration économique et l'exploitation entraînent la baisse des coûts de production, la libération de capitaux consacrés à la modernisation technologique et à l'investissement qui permettra la relance de la production.

Reprise : La crise et la dépression ont détruit les forces productives alors que les besoins de la population ont augmenté : la demande est plus importante que l'offre (fin de la surproduction). La concentration, la modernisation et la nouvelle organisation du travail relancent la production à des prix concurrentiels tandis que le plein-emploi stimule la demande. Enfin, le crédit stimule également l'activité économique et l'accélération des échanges.

Croissance : Phase de production et échanges intensifs alimentés par une quantité de plus en plus grande de crédit, qui conduit à une sur-stimulation de l'économie par rapport aux capacités d'absorption du marché. De là, la prépondérance de la finance qui prend le pas sur l'industrie (spéculation effrénée) et donne à la croissance un caractère artificiel et parasitaire. Ces éléments préparent la prochaine crise de surproduction.

Ces crises cycliques sont une des lois de fonctionnement du mode de production capitaliste. Néanmoins, leur durée et leur spécificité sont démonstratives de l'évolution du système et de son extinction inévitable. L'élément le plus substantiel de cette évolution est donné par le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme du stade monopoliste. Ce dernier se manifeste, sous la pression provoquée par la grande crise de 1873-95, par une concentration de la production abolissant la libre concurrence, tandis qu'il se voit obligé d'élargir le marché à l'échelle planétaire (partage du monde/impérialisme) (10). Le capital industriel atteint l'apogée de sa concentration dès le début de ce siècle et, bientôt suivi par le capital financier, la fusion s'établit entre eux pendant la période comprise dans l'entre-deux-guerres. Celle-ci se constituera sur une dominante financière du capital.

La concentration renforcée du capital fixe provoque l'inévitable baisse tendancielle du taux de profit. Ce qui oblige les monopoles, engagés dans une lutte concurrentielle effrénée, à surexploiter leurs travailleurs (capital variable) de même que les colonies placées sous leur contrôle. Ceci mène, à terme, à la militarisation de l'économie (autre source de profit pour les monopoles) et à la préparation de la guerre pour un nouveau partage du monde entre les Etats/monopoles impérialistes (11). Cette oligarchie pèse également de tout son poids sur la paysannerie, les classes moyennes et la bourgeoisie nationaliste qui, en cas de crise, pâtissent au même titre que les travailleurs puisqu'elles sont les premières à subir la dictature de l'industrie urbaine sur le secteur agricole (dans le cas de la paysannerie pauvre et moyenne) et les premières à être victimes des faillites (dans le cas des petites et moyennes entreprises).

Enfin, il convient de préciser le rôle de l'Etat tel qu'il se présente dans son évolution entre la période du capitalisme concurrentiel et celle du capitalisme à son stade monopoliste. La première période est caractérisée par le rôle de l'Etat en tant que représentant de l'ensemble de la bourgeoisie. Son rôle, au cours de la première moitié du XIXème siècle, est d'user de son autorité pour opérer le transfert de propriété entre la noblesse et la bourgeoisie et de tracer le cadre juridique et administratif dans lequel se dérouleront les nouveaux rapports de production. D'autre part, ses ressources seront mobilisées dans les dépenses d'infrastructure (routes, canaux, chemin de fer, etc.) destinées à favoriser l'expansion du capitalisme privé. Ce rôle diminuera lors de la période comprise entre 1850 et 1873 (ultra-libéralisme) alors que les entreprises auront connu le moment d'expansion maximal du capitalisme au stade concurrentiel pour ne réapparaître qu'à des moments courts et précis (crises conjoncturelles = travaux publics, protectionnisme). Enfin, il restera à l'Etat déjouer le rôle du gendarme à l'égard des masses laborieuses. La répression du mouvement ouvrier et la défense nationale où, plus précisément, la guerre, seront les deux tâches qui auront laissé la trace la plus profonde dans les esprits de l'époque.

Sous l'empire des monopoles, l'Etat devient acteur de la vie économique mais non plus au service de l'ensemble de la bourgeoisie. L'oligarchie industrielle et financière institue son contrôle sur le pouvoir d'Etat et utilise, à travers lui, les ressources de l'ensemble de la population et particulièrement, celles des travailleurs, au service de l'accumulation effrénée du grand capital engagé dans la lutte concurrentielle entre monopoles au niveau national et, surtout, international. Les tâches de l'Etat capitaliste ne changent donc pas en substance mais couvrent une ampleur exceptionnelle par rapport à la période précédente et se font au bénéfice d'une couche de plus en plus restreinte de la population: transfert des revenus du travail vers le grand capital (politique fiscale, investissements publics, etc.), investissements dans la recherche et les nouvelles technologies, prospection de nouveaux marchés, politique agressive vis-à-vis de l'étranger, répression du mouvement ouvrier,... A ce niveau-là, la démocratie parlementaire bourgeoise, idéale dans la représentation de l'ensemble des capitalistes, perd de sa substance lorsque la concentration du capital unifie les pôles de décision pour la placer entre les mains de quelques monopoles. La concentration du pouvoir, au point de vue économique, trouve son corollaire au niveau politique. On voit, dès lors, le renforcement considérable de l'exécutif au détriment du législatif, l'autoritarisme succéder à la démocratie et, avec la crise générale du capital monopoliste, les dernières apparences de la démocratie s'effondrer pour laisser la place à la dictature du capital monopoliste à dominante financière, dont la forme politique la plus achevée est le fascisme. C'est ainsi que, dans les années de crise de l'entre-deux-guerres, la bourgeoisie monopoliste a pensé résoudre les contradictions qui la séparaient aussi bien du mouvement ouvrier, en phase ascendante, que des autres bourgeoisies monopolistes en perspective d'un nouveau partage du monde. Le capitalisme monopolistique n'évite pas les crises économiques, comme l'histoire l'a démontré, et les reproduit, au contraire, avec plus d'ampleur encore :

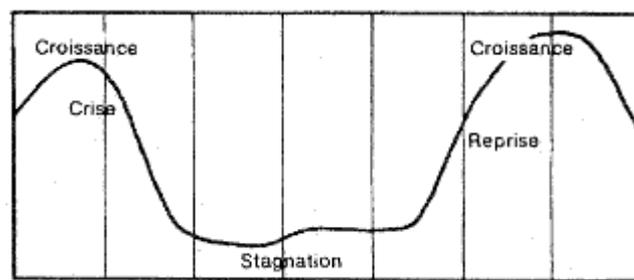


Fig. 2 : Schéma correspondant aux phases cycliques du capitalisme au stade monopoliste.

Deux constatations ressortent immédiatement du schéma ci-dessus. D'une part, les phases de croissance/crise s'allongent considérablement par rapport à celles définissant le capitalisme concurrentiel. De 10 à 15 ans, elle passent à 20 ou 25 années comprenant un cycle complet de croissance/crise-stagnation/reprise/croissance. D'autre part, la crise est suivie par une longue période de stagnation, avec des phases de dépression, qui révèlent son ampleur. En fait, la surcapacité de production du système est telle que la première guerre mondiale a seulement permis de détruire une partie des forces productives excédentaires mais, après une brève reprise, la crise a éclaté avec une violence et une ampleur sans précédent. Il a fallu ajouter aux effets dévastateurs de la crises des années trente une deuxième guerre mondiale, un nouveau partage du monde et un déplacement des influences vers le continent américain, la généralisation d'une nouvelle organisation du travail (le fordisme) et, enfin, une division du travail à l'échelle planétaire (le néo-colonialisme) pour permettre au capitalisme de trouver un nouveau point d'équilibre, donc une nouvelle période (la plus longue) de croissance économique. Le capitalisme monopoliste d'Etat concrétise au mieux la proposition fondamentale énoncée par Marx où la production devenant sociale à son plus haut degré entre en contradiction avec l'appropriation privée des moyens de production, cette nouvelle étape du capitalisme est le produit du phénomène de concentration du capital industriel et financier et de sa fusion avec l'Etat. Cette unité s'est vue accélérée par les deux grands conflits mondiaux ainsi que par la grande crise des années trente. Elle regroupe les grands potentats dans chacune des branches de l'économie, industrie/finance/Etat, et forme une oligarchie séparée de toutes les autres classes de la société, tout en les pliant à son profit.

Le société capitaliste couvre ainsi l'apparence d'une pyramide où le pouvoir de cette oligarchie crée des rapports de domination à tous les niveaux : dictature de l'industrie et de la finance sur les campagnes, dictature des monopoles sur la bourgeoisie nationale (sous-traitante des monopoles), dictature enfin exercée sur la grande masse des salariés et, particulièrement, la classe ouvrière. A ce sujet, il faut noter qu'un des souhaits qui tenait le plus à cœur les syndicats, à savoir la reconnaissance syndicale par la bourgeoisie comme préalable indispensable à toute forme de concertation, s'est justement réalisé dès l'après-guerre, ce qui permettait d'inclure la classe ouvrière dans ce schéma pyramidal de la société néo-corporatiste qui est en train de se former. Au départ, les syndicats sont associés en tant que partenaires aux grandes orientations des monopoles. Par la suite, cette association inclut pour les syndicats la responsabilité de la gestion. Enfin, avec la flexibilité et le management participatif, les syndicats deviennent des organes d'exécution des décisions patronales dans l'entreprise ainsi que, au niveau national, des orientations prises par les monopoles et les pouvoirs publics associés. Ainsi, on aboutit à une société de grandes corporations réunissant le patronat et les représentants des travailleurs.

De son côté, l'Etat est pieds et poings lié au sort des monopoles. Le keynésianisme fut la doctrine par excellence qui décrit le mieux le rôle d'intervenant de l'Etat en tant que régulateur de l'activité économique. Ceci nécessita la création d'une multitude d'institutions chargées d'assurer un rôle actif dans l'économie, telles que des holdings publics, des organes de concertation et de coordination économique, etc. De plus, l'Etat reprit souvent des secteurs industriels ou financiers afin de procéder à leur restructuration quitte à les rendre au secteur privé une fois l'assainissement achevé. A cela, ajoutons l'intervention constante par la subsidiation de l'économie, le développement de la recherche dans l'enseignement supérieur, etc. On perçoit donc l'entremêlement entre l'Etat et le secteur privé grâce à la pratique devenue courante d'une économie mixte et du rôle économique, au service des monopoles, joué par le secteur d'Etat.

A la communion des entités économiques s'ajoute celle des hommes. Les carrières des hommes politiques sont souvent interrompues par des séjours, plus ou moins longs, dans les conseils d'administration des grandes sociétés. Sans parler des liens familiaux qui existent entre hommes d'Etat, cadres ou dirigeants de parti avec les barons de l'industrie et de la finance. Enfin, des sociétés nationalisées sont gérées par des administrateurs qu'on retrouve tantôt à la tête d'entreprises privées. Enfin, il faut souligner que les exécutifs, les commissions parlementaires et les grands ministères sont en contact constant avec les organisations patronales et les états-majors des grandes sociétés (FEB, Fabrimétal, Union Wallonne des entreprises,...). Les médias, les réseaux d'enseignement, de santé, d'autres encore sont soit entre les mains de l'Etat, soit du secteur privé, et parfois, conjointement. Bref, entre l'Etat, serviteur fidèle du capitalisme, et l'oligarchie se sont tissés des liens vieux comme le système mais qui, avec le temps, se sont développés à tel point que le changement n'est plus seulement quantitatif et c'est pourquoi, le bond qualitatif réalisé à ce jour peut porter le nom de capitalisme monopoliste d'Etat et ce, juste titre. Cette situation, à son tour, modifie le schéma général des cycles économiques du capitalisme :

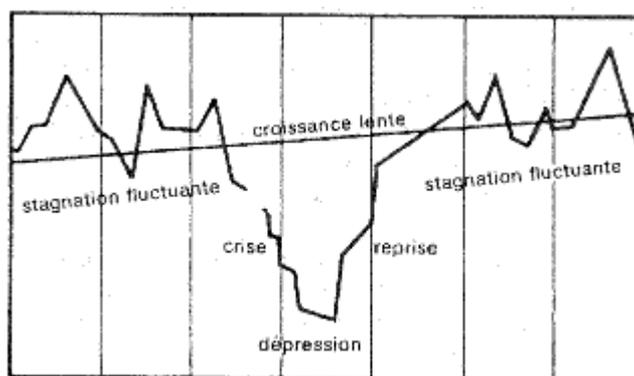


Fig. 3 : Schéma correspondant aux phases cycliques propres au capitalisme monopoliste d'Etat.

Il faut remarquer que ledit schéma correspond aux mouvements périodiques de la forme dominante du capital, c'est-à-dire le capital monopoliste. Par contre, le capitalisme concurrentiel, occupant la bourgeoisie nationale, connaît les mouvements cycliques propres au capitalisme traditionnel, c'est-à-dire, sous sa forme concurrentielle telle qu'on a pu le voir dans la figure 1 et qui se rapproche du type Kondratieff. Ceci explique qu'il soit dominé par le capitalisme monopoliste d'Etat et que toute crise du capitalisme concurrentiel, donc de la bourgeoisie nationale, accentue le phénomène de concentration du capital sous la forme monopoliste.

D'autre part, l'élément le plus caractéristique est donné par le remplacement de la croissance au bénéfice de la stagnation fluctuante qui élimine, à peu de choses près, la croissance. Cela est révélateur du caractère de plus en plus insurmontable des contradictions du capitalisme et annonce sa crise générale. Deux éléments constituent principalement la stagnation fluctuante: le sous-emploi des moyens de production et le chômage devenu permanent.

Le sous-emploi des moyens de production est motivé par la crainte des monopoles d'utiliser à fond leur puissance productive et, par là, de créer les conditions d'une crise de surproduction qui les atteindrait de plein fouet. D'où, stagnation de la production et du chiffre d'affaires global depuis le début des années 80. La crise de surproduction et la crise structurelle sont deux composantes du capitalisme, au stade actuel, auxquelles s'ajoutent des contradictions supplémentaires engendrées par le développement inégal des pays impérialistes, la crise de la dette et les contradictions classiques vis-à-vis des masses laborieuses. Jusqu'ici, la bourgeoisie concurrentielle ou non-monopoliste a subi pour l'essentiel les conséquences de la crise (chiffre d'affaire stagnant depuis le début des années 70). Mais, l'exacerbation de ces contradictions mène le capitalisme monopoliste d'Etat à une impasse et ceci donne tout son sens à la stagnation fluctuante: l'incapacité du système à connaître un nouvel essor, une nouvelle période de croissance. Parmi les nombreuses réponses que le réformisme essaye de donner à la crise actuelle, notons celle du professeur E. Rechtziegler (12). Qui considère que la crise est un phénomène structurel qui atteint tous les secteurs du capitalisme et est profondément liée aux mouvements cycliques de l'économie. En fait, cette thèse rejoint la vision fondamentale de Kondratieff et tente, en niant l'existence des grands changements qualitatifs dans le capitalisme et particulièrement son caractère monopoliste d'Etat, de ramener cette crise aux principes classiques du capitalisme concurrentiel. Il ouvre ainsi, tout aussi classiquement, la porte à l'espoir d'un regain de vitalité du capitalisme grâce à l'introduction de nouvelles technologies. Pas d'oligarchie capitaliste, pas de crise générale du capitalisme.

Or, il convient de ne pas confondre la crise de surproduction (crise de débouchés) avec une crise structurelle que représente une phase de déplacement des monopoles de certains secteurs périmés de l'économie vers d'autres secteurs plus rentables (ex.: déplacement des anciennes sources d'énergie telles que le charbon vers d'autres comme le pétrole ou l'électricité). Le même cas se présente lorsque se produisent des changements technologiques dans l'appareil de production. La crise structurelle est supportée généralement par les travailleurs qui ont à endurer les fermetures, licenciements, etc., produit des secteurs en faillite. Par contre, les monopoles se trouvent là à la veille d'une phase pour le moins profitable, à moins que la crise structurelle ne coïncide avec une baisse de la demande ce qui empêche en partie de mobiliser les moyens financiers suffisants (baisse du profit) pour procéder à la restructuration. A l'heure actuelle, c'est justement le cas et implique que la restructuration (concentration, automatisation électronique, rationalisation), financée par les travailleurs qui supportent l'essentiel des mesures, risque de déboucher, par l'accroissement des capacités productives des monopoles, sur la crise de surproduction, le ralentissement des échanges, la baisse du profit donc, de l'accumulation et, par conséquent, de la reproduction de capital. Dès lors, un phénomène de crise généralisée comme dans les années trente devient possible.

On a donc affaire à une double crise, structurelle et de surproduction, qui s'est manifestée depuis les années soixante-dix. La première conduit à une énorme destruction de capital fixe du fait de l'abandon ou de la restructuration des secteurs anciens de l'économie (charbonnages, sidérurgie, textile, etc.). Les secteurs nouveaux ont nécessité d'énormes moyens qui n'ont pu être rassemblés que par une

intervention massive de l'Etat, sous la forme déjà décrite auparavant, et en faisant supporter le poids de la crise par l'ensemble de la population à l'exception de l'oligarchie. La restructuration représente le grand pari des monopoles pour affronter la crise structurelle. D'où la nécessité de procéder à la concentration du capital (OPA, alliances, reprises d'entreprises,...), à la constitution de créneaux dans les nouvelles technologies, à utiliser de nouvelles formes d'organisation du travail, etc. La crise de surproduction n'a touché, quant à elle, pour le moment, que le capital non-monopoliste (fermetures, reprises,...) ainsi que les travailleurs (chômage, stagnation du pouvoir d'achat,...).

Enfin, il faut préciser les deux aspects de la crise structurelle: d'une part, la crise énergétique (crise du charbon), et, d'autre part, la crise technologique (passage à l'automatisation électronique, révolution informatique). Les crises structurelles et de surproduction comportent des points communs mais aussi des différences :

- 1) Une crise structurelle dure généralement plus longtemps qu'une crise de surproduction.
- 2) Les deux types de crise, issues de processus de reproduction du capital, conduisent à une destruction massive de forces productives.
- 3) Les deux crises agissent l'une sur l'autre simultanément: la crise de surproduction entraînant la crise structurelle par la nécessité de changer l'appareil de production, ce qui provoque à terme une crise de surproduction du fait de la capacité accrue de l'offre par rapport aux possibilités limitées de la demande à l'absorber.

Les effets présentés ici augmentent considérablement les contradictions du capitalisme et, particulièrement, celle entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des forces productives. Pourtant, les forces social-démocrates, surtout syndicales, nient le phénomène dans son ampleur et invitent l'Etat à accroître son interventionnisme dans la modernisation économique afin de créer les conditions de la croissance dont pourront bénéficier également les travailleurs. Or, l'Etat n'aide les monopoles qu'en prélevant sur ses ressources, accroissant son déficit et sabrant les budgets sociaux, et ce, pour déboucher sur la crise de surproduction dont les conséquences seront désastreuses pour les masses laborieuses. Ainsi, celles-ci auront payé la note deux fois: lors de la restructuration et lors de la crise de surproduction.

Aide de l'Etat, co-gestion,... sont les formules sempiternelles de ceux qui tentent de maîtriser les forces dévastatrices du système et qui basent leur raisonnement sur une vision cyclique mécaniste du capitalisme en niant farouchement le capitalisme monopoliste d'Etat et le phénomène de stagnation fluctuante qu'il suppose. Dès lors, plutôt que de miser sur la lutte révolutionnaire pour défendre les acquis des travailleurs, les réformistes attendent la croissance providentielle à venir afin que le système résolve à leur place ses propres contradictions.

D. Crise générale du capitalisme monopoliste d'Etat

La phase du capitalisme concurrentiel représente une période d'édification et d'ascension du capitalisme au point de vue national et international. Les crises cycliques de surproduction représentent dès lors des moments de rééquilibrage entre l'offre et la demande. A partir de la phase constituée par la formation du capital monopoliste, le système atteint son point culminant de développement et entre dans une période de crise et de déclin généralisés. L'extension territoriale du capitalisme est aussi achevée par la voie de la colonisation. L'exploitation extensive du Tiers-Monde va être bientôt suivie par une exploitation intensive de ses ressources. Ceci, bien entendu, forme seulement une description très générale et schématique de l'évolution du système. Le capitalisme entre, avec la première guerre mondiale, dans une phase que Lénine appelle de transition et sa nature monopoliste indique le début de son caractère agonisant (**13**). Dès lors, il connaîtra une crise générale de longue durée qui se présentera en plusieurs phases :

1) La première guerre mondiale illustre l'état d'exacerbation des contradictions du capitalisme au stade impérialiste et, par là, la nécessité d'un nouveau partage du monde entre grandes puissances. Cette guerre débouche sur la première révolution prolétarienne comme signifiant le sens inévitable de l'histoire où un monde nouveau commence à naître sur les ruines de l'ancien.

2) La grande crise des années trente, l'utilisation du fascisme par les monopoles afin d'enrayer la montée du mouvement ouvrier et révolutionnaire et, enfin, la deuxième grande guerre impérialiste qui débouche sur la formation du camp socialiste, en Europe et en Asie, illustre l'approfondissement de la crise du capitalisme et la continuité dans les conséquences qu'elle entraîne pour le système.

3) La constitution du capitalisme monopoliste d'Etat débouche sur la crise des années soixante-dix dont les victimes sont la bourgeoisie non-monopoliste et, surtout, les travailleurs des pays impérialistes ainsi que les peuples du Tiers-Monde. Cette crise, structurelle pour la grande bourgeoisie et de surproduction pour la bourgeoisie non-monopoliste, est le produit de la concentration de la production, du capital financier entre les mains des monopoles. Ses caractéristiques comportent :

- La stagnation fluctuante due, en partie, à l'intervention étatique visant à retarder la crise des monopoles en la reportant ailleurs.
- L'inflation (hausse de prix des biens de consommation), alors que dans les crises précédentes le phénomène contraire prédominait. Ceci s'explique par le contrôle des prix exercé par les monopoles et l'endettement de l'Etat (appel au crédit entraînant une hausse de la circulation de la monnaie), entraînant le double phénomène d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat des travailleurs (les contradictions sont par là aggravées).
- La crise structurelle qui, combinée à la crise de surproduction, provoque la destruction de capital fixe et la chute de l'emploi.
- La crise agricole supportée par les petits exploitants ainsi que le Tiers-Monde, au grand profit des monopoles soutenus par l'Etat. Toutefois, la crise structurelle dans l'industrie, combinée à la surproduction agricole risquent d'entraîner des conséquences pour les grands exploitants dans ce domaine.
- La crise de l'endettement comporte un péril grave pour l'avenir du système financier mondial où l'économie entière risque d'être entraînée.
- La crise de l'environnement (écologique) produit de l'industrialisation sauvage et anarchique aura des conséquences graves pour l'avenir de l'écosystème, sans parler du danger nucléaire et chimique aussi bien en temps de guerre que de paix.
- La démocratie bourgeoise qui correspond à l'étape concurrentielle du système capitaliste n'a plus de raison d'être du fait de l'appropriation de l'Etat par les monopoles. Dès lors, elle n'est plus qu'une couverture qui masque le pouvoir absolu d'une oligarchie.

Ceci représente donc un aperçu des déclin du capitalisme. Il se divise en quatre phases dont la première est brève (fin du capitalisme concurrentiel et entrée en crise des monopoles signifiant l'initiation de la crise générale du capitalisme) et la deuxième continue (voir période de stagnation dans les années trente) où viennent se greffer plusieurs types de crises telles que la crise financière, boursière, industrielle, etc. L'accroissement accéléré de la capacité productive du capitalisme crée un développement de plus en plus rapide du système mais, pour son malheur, le marché, malgré les efforts destinés à développer la consommation sous le taylorisme, fait, par comparaison, du surplace, entraînant une contradiction insurmontable qui mène tôt ou tard à la déstabilisation du marché. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, les monopoles, s'ils restent capables de développer les forces productives dans certains secteurs tels que la chimie, les constructions mécaniques, l'électronique ou encore l'informatique, se voient obligés, afin d'éviter la crise de surproduction, d'orienter leurs activités vers des secteurs parasites comme le nucléaire ou l'industrie de l'armement, ce qui provoque, en fin de compte, le freinage général des forces productives parce que le profit préside à toute réalisation nouvelle du système. Par ailleurs, ce phénomène est accru par la destruction de plus en plus considérable de forces productives au cours de son développement et, en particulier, pendant les crises de surproduction. L'exportation accélérée de capitaux souligne toujours les périodes où le système connaît un goulot d'étranglement qui l'oblige à déplacer ses activités vers la périphérie ainsi que vers

des activités où prédomine l'élément financier, l'industrie marquant le pas. Néanmoins, la crise de surproduction vient aussi progressivement freiner ce processus. En effet, l'exportation de capitaux vers le Tiers-Monde comporte de plus en plus de risques pour les investisseurs vu la crise profonde dans laquelle il est plongé.

L'Etat représente une des dernières portes de sortie du capitalisme par son aide presque exclusivement orientée vers les monopoles dans les secteurs où, soit ils sont en crise, soit ils tiennent à se développer par :

- des allègements fiscaux (part essentielle de l'investissement étatique dans l'économie) ;
- des transferts des revenus issus du travail vers le capital (rationalisation des budgets sociaux par exemple) ;
- des commandes publiques (transports, armements, industrie du bâtiment, etc.) ;
- des profits juteux produits par l'endettement de l'Etat auprès des groupes financiers ;
- des remises de certains secteurs des services publics au secteur privé lorsqu'ils sont porteurs de bénéfices (services postaux, voirie, transports publics, etc.). En Belgique, les multiples scandales liés à la ville de Liège illustrent l'interpénétration entre les secteurs public et privé, et comment ce dernier accroît à peu de frais des marchés dits "nouveaux".

Ceci entraîne inévitablement un déficit chronique de l'Etat, béquille du capitalisme. A terme, c'est toute la société qui est paralysée puisque, d'une part, la population qui constitue la demande peut de moins en moins faire face à l'afflux de biens de consommation, d'autant plus que son pouvoir d'achat est victime des restrictions étatiques et, d'autre part, les monopoles ne peuvent compter indéfiniment sur des aides publiques, avec pour conséquences la baisse des investissements et le ralentissements inévitables de l'activité économique.

E. Crises politiques révolutionnaires dans le cadre de la crise globale du capitalisme

Les crises économiques provoquent généralement une hausse des contradictions du système, de même qu'elles engendrent les crises politiques créant, du même coup, les conditions permettant l'apparition d'une situation révolutionnaire (14). Néanmoins, deux conditions sont indispensables pour que la situation dite "révolutionnaire" mette véritablement en danger le système en place : d'une part, il faut que les masses exploitées ne veulent plus vivre comme avant et, d'autre part, que les exploités ne puissent plus gouverner comme avant (15). Autrement dit, la mobilisation des masses derrière un programme qui signifie la transformation révolutionnaire de l'ordre social existant doit s'accompagner de la crise du régime oppresseur au point que celui-ci soit incapable de faire face au soulèvement armé des masses populaires. A ces deux conditions objectives s'ajoute une troisième, subjective mais non moins importante, représentée par l'avant-garde révolutionnaire des masses, sous la forme du parti communiste, qui seule peut transformer la situation révolutionnaire en crise révolutionnaire de l'ordre social existant et amener les masses, sous sa direction, à renverser définitivement le système.

Le capitalisme monopoliste d'Etat se caractérise, depuis le début des années 80, par une méthode de plus en plus musclée de gouvernement. L'Europe 92 se construit sous le férule d'un ensemble de monopoles, liés au pouvoir politique, sans quasiment de contrôle parlementaire (national ou européen) et sans que les syndicats, placés devant le fait accompli, puissent se prononcer sur les décisions qui touchent de plein fouet les masses laborieuses. Au niveau national, se dégage la continuité d'équipes gouvernementales autoritaires telles que celle d'Helmut Kohl en Allemagne, de Thatcher en Grande Bretagne ou celle de Martens et Gol en Belgique. De toute façon, la continuité de leur politique se manifeste même lorsque des coalitions travaillistes leur succèdent. L'aspect anti-social de leur politique ainsi que la multiplication de méthodes autoritaires minant la démocratie et visant à imposer cette politique démontre que, quel que soit le gouvernement en place, l'oligarchie détenant le pouvoir réel dans la société est seule aux commandes. En fait, au stade actuel d'évolution du système, la

démocratie parlementaire semble dépassée et des prérogatives énormes sont accordées aux exécutifs. Cela et la militarisation de l'économie, source de profits et base de toute agression à l'égard du Tiers-Monde, augmente la répression contre le mouvement ouvrier et démocratique ainsi que celle des masses surexploitées du Tiers-Monde.

Si l'écart entre le système et la démocratie ne fait qu'augmenter, il est crucial que les travailleurs se trempent dans la lutte pour la démocratie afin de la convertir à terme en lutte révolutionnaire pour le socialisme en excluant la solution réformiste qui compte sur la démocratie formelle pour prendre le pouvoir et mettre en pratique son programme de réformes. La permanence des institutions démocratiques suffit donc à la social-démocratie qui ne cherche nullement à détruire le système mais seulement à le réformer afin d'en assurer la viabilité.

F. Conséquences pour les travailleurs des crises économiques (Conditions de vie et lutte de classes)

La deuxième guerre mondiale crée des conditions analogues à la première, tant au niveau de la destruction de forces productives qu'à la difficile mais nécessaire reconversion de l'industrie de guerre en industrie de paix, et engendre des conditions de vie misérables pour les masses laborieuses. Ainsi, la lutte de classes connaît une nouvelle vigueur tandis que les monopoles se réforment peu à peu.

Dans ce contexte, le plan Marshall forme une combinaison économique et politique orchestrée par les Américains, qui doit mener à la restauration du pouvoir des monopoles et briser le danger latent du communisme. La bourgeoisie trouve une nouvelle fois un fidèle allié dans la social-démocratie. Le slogan syndical réformiste du moment est «produire pour une répartition meilleure». C'est ainsi que les syndicats «libres» mobilisent les travailleurs dans une nouvelle unité comprenant les capitalistes, l'Etat et, par conséquent, la classe politique et, enfin, les travailleurs eux-mêmes à travers leurs organisations représentatives politiques et syndicales. C'est ainsi que peuvent se reconstituer le capital industriel et financier qui se constituera en capitalisme monopoliste d'Etat.

L'éveil de la conscience de classe des travailleurs à travers la lutte anti-fasciste se manifeste par les luttes sociales et politiques menées à l'Ouest et par la création d'Etats de nouvelle démocratie (forme transitoire de passage au socialisme) à l'Est. Les Etats capitalistes se défendent en déclenchant la terreur anti-communiste, la répression contre le mouvement ouvrier, l'exploitation accrue des travailleurs et l'agression contre les pays socialistes et le mouvement pour la décolonisation dans le Tiers-Monde. Ce seront là les aspects les plus criants de la guerre froide. Le réformisme syndical réagit en tentant de monnayer la collaboration de classes et la paix sociale par une meilleure répartition des profits réalisés par les monopoles. Ceci fut illustré par l'accord de productivité signé par les syndicats en Belgique en 1954 qui liait invariablement les travailleurs aux performances de leurs entreprises.

L'expansion formidable de l'économie occidentale apparaît surtout au cours des années 60-70. Elle est constituée d'une part, par la généralisation du taylorisme qui implique une hausse formidable de la productivité et, d'autre part, par l'exploitation néo-coloniale du Tiers-Monde qui représente une source extraordinaire de profits pour les multinationales. Le keynésianisme permet la couverture sociale de l'expansion et assure, par là même, le gonflement indispensable du marché où s'écoule la production avec, en prime, l'intervention financière croissante de l'Etat en faveur des monopoles. C'est là la période de gloire du réformisme syndical et politique vu l'amélioration visible des conditions d'existence des masses laborieuses qui semble donner raison à la collaboration de classes et à la paix sociale.

Néanmoins, les années soixante-dix marquent la fin du rêve réformiste. L'économie capitaliste est victime à la fois d'une crise structurelle et d'une crise de surproduction. Dès lors, la concentration des entreprises et la restructuration que cela implique, l'arrivée de nouvelles technologies censées augmenter la productivité ainsi que l'exportation de capitaux engagés dans des activités purement financières, provoquent une augmentation du chômage qui devient permanent ainsi que la

détérioration des conditions de travail et la stagnation des salaires. Les travailleurs sont une nouvelle fois les premières victimes de la crise qui s'annonce.

Cette détérioration de leurs conditions d'existence amène les travailleurs à réagir d'abord, au niveau de l'entreprise, par des grèves et des occupations puis, au niveau du secteur et, enfin, au niveau national pour contrecarrer les plans d'austérité gouvernementaux. Ces conflits se soldent souvent par des échecs où les syndicats réformistes portent une lourde responsabilité. Pour eux, la crise est un mauvais moment à passer et la situation sociale doit s'améliorer dans la mesure où les entreprises parviennent à surmonter le marasme économique. L'union capital-travail est plus nécessaire que jamais pour améliorer la compétitivité et, par là même, garantir l'emploi. D'où, la nécessité de se serrer la ceinture et de négocier les restrictions à travers des enveloppes sociales. Plus que jamais, la thèse des nouvelles technologies garantissant la relance et créatrices d'emplois à l'avenir est en vigueur.

De leur côté, les monopoles et l'Etat répondent en généralisant la répression (voir les grèves du Limbourg en 86) par l'utilisation quasi-systématique du lock-out, du licenciement des syndicalistes de combat, des poursuites judiciaires, et par l'emploi de la brutalité par les forces policières. Par ailleurs, le contrôle des médias favorisent l'emploi de la calomnie contre le mouvement ouvrier, l'extension du racisme et de l'anti-communisme, tout en permettant de laisser une large tribune au patronat et au gouvernement pour justifier l'austérité imposée.

Cette austérité vise à effectuer un transfert des revenus de la population en direction des monopoles et se traduit par la baisse de la masse salariale (baisse des salaires et chômage), l'inflation, la hausse des cotisations sociales et les restrictions apportées aux budgets sociaux, la politique fiscale, la dette de l'Etat et sa politique d'investissements. A cela s'ajoute le transfert des parts les plus juteuses des services publics tant au niveau des communes que des provinces ou des régions au secteur privé, sans parler de la subordination de l'enseignement aux besoins des monopoles et des nouvelles technologies. Bref, il s'agit de quelques exemples qui illustrent l'unité capital public/ privé jusqu'à former une seule et même chape de plomb qui pèse toujours plus lourdement sur le monde du travail.

La flexibilité et le management participatif, enfin, correspondent à une double nécessité : adapter la production à la demande et empêcher ainsi la crise de surproduction d'une part, et, d'autre part, harmoniser les nouvelles technologies avec une organisation du travail afin de rendre celles-ci productives au maximum. Brièvement, la flexibilité se retrouve tant au niveau du temps de travail, qu'au niveau de l'emploi et des salaires, le tout adapté aux besoins des entreprises.

La lutte de classes ne peut que souffrir de la différenciation des salaires et des statuts qui provoquent la division entre les travailleurs ainsi que de leur éparpillement et leur affaiblissement économique (au niveau des revenus) les rendant moins accessibles à soutenir les aléas d'un conflit contre leur patron. Enfin, le management participatif représente une forme de collaboration de classe poussée jusqu'à son extrême limite qui rappelle le corporatisme typiquement fasciste sur lequel vient se greffer la concurrence entre syndicats, la division des travailleurs selon le sexe, la race, l'entreprise ou le secteur, la répression et le collaborationnisme des organisations ouvrières, politiques ou syndicales réformistes.

Jusqu'ici, les syndicats en Belgique ont toujours été la courroie de transmission du message réformiste délivré par leurs partis correspondants. C'est ainsi que l'idéologie bourgeoise est transformée en langage ouvrier parfois même socialisant. Néanmoins, la base matérielle du réformisme se rétrécit. Le principe du partage des richesses entre les différentes classes dans le cadre du capitalisme vaut de moins en moins dans une société où les écarts entre riches et pauvres se creusent. Socialistes et écologistes plaident pour des certaines réformes destinées à être la barrière que la bourgeoisie tente d'opposer à la révolution. Celles-ci visent en fait à reproduire l'ancien système à l'infini et consiste à opposer au capitalisme monopoliste d'Etat les principes démocratiques du capitalisme concurrentiel révolu. Niant l'existence du premier, ils ferment les yeux sur la crise générale du système qu'il implique et la nécessité de le dépasser par la révolution.

Les partis communistes d'obédience soviétique ou eurocommunistes prêchent un révisionnisme plus classique : transformation pacifique du système capitaliste, défense routinée des acquis des travailleurs, valorisation du capitalisme «utile», producteur de richesses contre le capitalisme parasitaire, négation du caractère de classe du pouvoir d'Etat (utilisable en tant que tel pour une réelle politique de réformes) et de l'existence du capitalisme monopoliste d'Etat. Dès lors, la lutte révolutionnaire pour le renversement du système leur semble une utopie.

Le réformisme, toutes tendances confondues, refuse, par ailleurs, de mettre en danger les organisations qu'il crée par leur engagement dans une lutte conséquente. Agissant selon le principe de Bernstein, «l'organisation est tout et le but final n'est rien», ils préfèrent sauvegarder leur existence dans le cadre du système ce qui arrange le patronat qui les considère justement comme un des piliers du capitalisme. D'où, le slogan : «nous voulons des syndicats forts».

Ceci a son importance dans la mesure où la situation matérielle dans laquelle se trouvent les travailleurs ne suffit pas à développer leur conscience de classe. A cela, doit s'ajouter l'expérience apportée par la lutte, ce qui implique un apprentissage progressif. Au début, chacun essaye de se sauver individuellement des conséquences dues à l'exploitation. Ensuite, la lutte collective au niveau de l'entreprise ou du secteur contre les mesures patronales, lutte qui prend encore un caractère défensif. Vient enfin la lutte au niveau national pour défendre des acquis fondamentaux et réclamer des améliorations substantielles des conditions de vie des travailleurs. La solidarité collective d'une classe se développe au détriment de l'individualisme entraînant le durcissement des conflits et leur durée jusqu'au moment où la conscience syndicale est elle-même dépassée pour laisser la place à la conscience révolutionnaire. Celle-ci devient le moteur d'une lutte, sous toutes les formes, contre tous les aspects du système jusqu'à mettre en cause son existence et formuler la nécessité de le dépasser. C'est ainsi que la lutte pour la défense des acquis devient peu à peu une lutte pour le socialisme.

Notes :

- (1) J.J. HEIRWEGH, Histoire économique depuis la fin du XVIIIème siècle, PUB, 1985.
- (2) Clément JUGLAR, Les Crises commerciales et leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats Unis, 1862.
- (3) Joseph A. SCHUMPETER, Théorie du développement économique, 1911, Business Cycles, 1939.
- (4) J.B. SAY, Traité d'économie politique (1803) et Cours d'économie politique (1828-29).
- (5) Willi DICKHUT, Crises et lutte de classes, Neuer Weg, 1985.
- (6) Jenoe VARGA, Economie et Economie Politique au 4ème trimestre 1929, Inprekorr, 1930.
- (7) Bernhard MAY, Coût et bénéfice de l'adhésion allemande à la CEE, Europa-Union-Verslag, Bonn 1982.
- (8) V.I. LENINE, Œuvres Choiesies, Ed. Moscou 1958, T.2, p.162.
- (9) Fred OELSSNER, Les crises économique - les crises dans le capitalisme pré-monopoliste, Vol. I, p.40.
- (10) V.I. LENINE, L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Ed. en langues étrangères, Pékin, 1977.
- (11) J. STALINE, Problèmes économiques de l'URSS, Ed. en langues étrangères, Pékin, 1974.
- (12) E. RECHTZIEGLER, Changements structurels et crises structurelles dans le capitalisme actuel, IPW, Cahier de recherches, 4/1983.
- (13) V.I. LENINE, Œuvres choisies, Tome 22, Ed. Moscou, 1960, p. 352.
- (14) F. OELSSNER, Les crises économiques, T. 1, p. 163.
- (15) V.I. LENINE, Œuvres choisies, T. 31, Ed. Moscou, 1961.